

Coopération et solidarité internationales

LE BAROMÈTRE
DES ACTEURS D'OCCITANIE
2024



Remerciements

Occitanie Coopération remercie Mireille Sels pour son implication dans la rédaction de ce second baromètre ainsi qu'Anne-Claire Duportal pour l'analyse et le traitement des données. Nous remercions également l'ensemble des acteurs du territoire qui ont répondu à nos sollicitations. La réalisation de ce baromètre a été possible grâce au soutien de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Agence française de développement, que nous remercions.



© eva-blue-unsplash

© eva-blue-unsplash

Responsable de publication : Henri Arévalo
Analyse et traitement des données : Anne-Claire Duportal
Rédaction : Mireille Sels
Relecture : Maÿlis d'Aboville, Lara Wicquart et Eugénie Gruais
Mise en page : Dominique Pouget
Impression : Cazaux imprimerie

Coopération et solidarité internationales

LE BAROMÈTRE DES ACTEURS D'OCCITANIE

2024



© Occitanie Coopération

 occitanie
coopération

solidarité internationale et développement



« En Occitanie, nous avons à cœur de célébrer notre identité et notre richesse culturelle. Notre région est une terre d'accueil, de mixité et de métissages, ouverte à l'autre et connectée sur le monde. C'est cet esprit de solidarité qui a conduit la Région Occitanie à s'investir depuis de nombreuses années, dans la coopération et la solidarité internationales, aux côtés du réseau régional multi-acteurs Occitanie Coopération.

Dans le cadre de sa stratégie « *Europe et Relations Internationales* », la Région porte une vision et des actions en faveur du collectif et des valeurs humanistes, ainsi qu'un engagement fort pour un monde plus équitable et solidaire. La Région soutient ainsi les projets des associations du territoire engagées dans cette dynamique. Ces nombreuses initiatives illustrent et diffusent les valeurs de l'Occitanie à travers le monde, et renforcent une dimension active et tangible de la solidarité internationale.

Le baromètre régional de la coopération et de la solidarité internationales est une base précieuse pour l'interconnaissance et la synergie entre les acteurs. Plus que jamais, cette nouvelle édition reflète l'engagement tout entier du territoire, de ses associations, de ses collectivités, ses établissements d'enseignement et de formation et ses entreprises pour construire un avenir commun résolument plus inclusif et plus juste.

Carole Delga,
présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée





« En trois ans et grâce au soutien renouvelé de nos partenaires, notre mission Observatoire s'est étoffée. Un important travail d'amélioration de la qualité de la donnée collectée et d'analyse a été mené. Ce deuxième baromètre est plus complet et a vocation à devenir un outil utile à l'ensemble des acteurs de notre territoire. Il est complémentaire aux études et autres productions de connaissance réalisées par notre Observatoire. Il donne à voir le dynamisme et la diversité des structures de la coopération et de la solidarité internationales en Occitanie et permet une meilleure interconnaissance des acteurs.

Dans un contexte où le secteur de la coopération et de la solidarité internationales rencontre de multiples difficultés : baisse de l'aide publique au développement française, crises géopolitiques rendant difficiles les possibilités de mener des projets dans certaines zones géographiques, repli sur soi de la part d'un certain nombre de nos concitoyens... Il nous paraît important de faire la démonstration, à travers la présentation de données chiffrées, du dynamisme, de l'engagement et de l'utilité de ce secteur pour nos territoires.

Nous tenons à remercier le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Agence française de développement et la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée qui nous soutiennent dans cette démarche.

Nous saluons également le travail d'Anne-Claire Duportal et de Mireille Sels qui ont pris une grande part dans la réalisation de ce baromètre.

Bonne lecture à toutes et à tous

Henri Arévalo,
président d'Occitanie Coopération





Avertissement au lecteur

Le territoire régional observé par les équipes d'Occitanie Coopération est l'un des plus étendus de France. Il regroupe treize départements sur 72 724 km², ce qui fait de la collecte de données un véritable challenge. Grâce aux soutiens financiers de l'Agence française de Développement, de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée et du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ce travail d'investigation et d'analyse se renforce progressivement, permettant ainsi de produire une connaissance de plus en plus précise et actualisée.

La présente étude ne prétend donc pas à l'exhaustivité. Elle rend compte de l'état des connaissances au 1^{er} décembre 2023 et porte sur un échantillon de 2 123 acteurs sur les 3 240 acteurs régionaux identifiés et répertoriés par Occitanie Coopération. Cet échantillon correspond aux acteurs dont toutes les données fondamentales ont pu être collectées : catégories d'acteurs, domiciliation en Occitanie, territoires d'intervention, domaine d'activité. Précisons que la dénomination "acteur" s'entend comme toute entité engagée dans des actions de coopération et de solidarité internationales et dont le siège social est basé en Occitanie.

Occitanie Coopération s'intéresse plus particulièrement :

- 1) aux actions et projets qui concernent les pays éligibles à l'aide publique au développement (APD) selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) <https://www.oecd.org/content/dam/oecd/fr/topics/policy-sub-issues/oda-eligibility-and-conditions/Liste-des-beneficiaires-APD-etablie-par-le-CAD-2024-25.pdf>
- 2) aux initiatives réalisées en France telles que le plaidoyer, l'éducation à la citoyenneté mondiale, l'information et la sensibilisation du public, l'accompagnement des migrants, la collecte de dons et l'appui aux porteurs de projets.

Les acteurs d'Occitanie nouent des relations et initient des projets de durée variable aux côtés de partenaires dans différentes régions du monde et dans des domaines d'action divers. Même si ces acteurs peuvent ponctuellement répondre à des situations d'urgence humanitaire, les actions visent généralement à garantir un meilleur accès aux services de base et à améliorer de façon durable et structurelle les conditions de vie d'un groupe de personnes sur un territoire défini. L'éducation à la citoyenneté mondiale, les coopérations universitaires et hospitalières, les échanges et mobilités entre territoires ainsi que l'action extérieure des collectivités territoriales entrent également dans notre champ d'observation. Quelles que soient leur nature et leurs modalités, ces initiatives s'inscrivent dans une logique partenariale et respectent les principes de co-construction, d'échanges, de solidarité et de réciprocité avec chaque partenaire.

Les coopérations menées dans les pays européens et de l'OCDE - hors France - sont observées plus épisodiquement. Pour cette raison, les analyses réalisées sur l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie sont plus parcellaires.

SOMMAIRE

1 Occitanie Coopération, l'observatoire régional	9	
Le Réseau régional multi-acteurs	10	
La mission d'observatoire	11	
Collecte et analyse des données	11	
Méthodologie et évolution de l'approche	12	
2 Localisation des acteurs en Occitanie	13	
Le niveau départemental	14	
Répartition des acteurs dans les unités urbaines et hors unités urbaines	15	
Le niveau intercommunal (EPCI)	16	
Le niveau communal	17	
Rapport entre densité d'acteurs et densité de population	19	
3 Typologie des acteurs	21	
Principes de classification des acteurs	22	
Répartition des acteurs par catégorie	23	
Catégories d'acteurs les plus représentées	24	
Répartition géographique par grandes catégories d'acteurs	25	
Répartition des types d'acteurs au niveau départemental	26	
4 Domaines d'action	29	
Principes de catégorisation des champs d'action	30	
Les domaines d'action	31	
Les services de base	33	
Les types d'activité	34	
5 Continents et pays ciblés	37	
Les zones d'intervention	38	
Les régions d'intervention	42	
Les pays d'intervention	43	
Les zones à risques	47	
6 Synthèse de l'engagement des acteurs d'Occitanie dans le monde	51	
Le continent africain	52	
Afrique du Nord	52	
Afrique de l'Est	53	
Afrique de l'Ouest	54	
Afrique centrale	55	
Afrique australe	56	
Synthèse de la coopération et de la solidarité internationales en Afrique	57	
Les Amériques	58	
Amérique du Nord	58	
Amérique Centrale et Amérique du Sud	58	
Les Caraïbes	60	
Synthèse de la coopération et de la solidarité internationales en Amérique et dans les Caraïbes	61	
L'Europe	62	
Le Proche et Moyen Orient	64	
L'Asie	65	
Asie du Nord-Est et Asie centrale	65	
Asie du Sud et du Sud-Est	66	
Synthèse de la coopération et de la solidarité internationales en Asie	67	
L'Océanie	68	
7 Synthèse par typologie d'acteurs	69	
Associations	70	
État et collectivités	72	
Éducation, enseignement, recherche et santé	74	
Acteurs économiques	76	
8 Contribution des acteurs d'Occitanie aux ODD	79	
Les Objectifs de développement durable (ODD)	80	
Les principaux ODD ciblés en zones rouges	82	
9 Annexe	83	



GLOSSAIRE

Acteur engagé : un acteur engagé est un organisme ou une structure qui œuvre d'une manière ou d'une autre à la coopération et à la solidarité internationales.

AFD : Agence française de développement

Agenda 2030 : programme des Nations Unies en faveur du développement durable à l'horizon 2030, adopté en septembre 2015 comportant 17 objectifs (ODD).

APD : aide publique au développement

Cirrna : Conférence interrégionale des réseaux régionaux multi-acteurs

CSI : coopération et solidarité internationales. Sous ce terme sont regroupées toutes les formes d'actions telles que : plaidoyer, coopération au développement local, éducation à la citoyenneté mondiale, urgence humanitaire, mobilité internationale des jeunes...

Domaines d'action : les activités déployées par les acteurs régionaux sont regroupées par domaines d'action (éducation, par exemple) puis par type d'activités (éducation formelle, parrainage éducatif, construction d'école...).

ECM : éducation à la citoyenneté mondiale

ECSI : éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

EPCI : établissement public de coopération intercommunale

ESS : économie sociale et solidaire

MEAE : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Niveau d'engagement : le niveau d'engagement (en faveur de la coopération et de la solidarité internationales) correspond au nombre d'acteurs engagés sur un territoire ou sur une thématique donnée.

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

ODD : Objectifs de développement durable

RRMA : réseau régional multi-acteurs



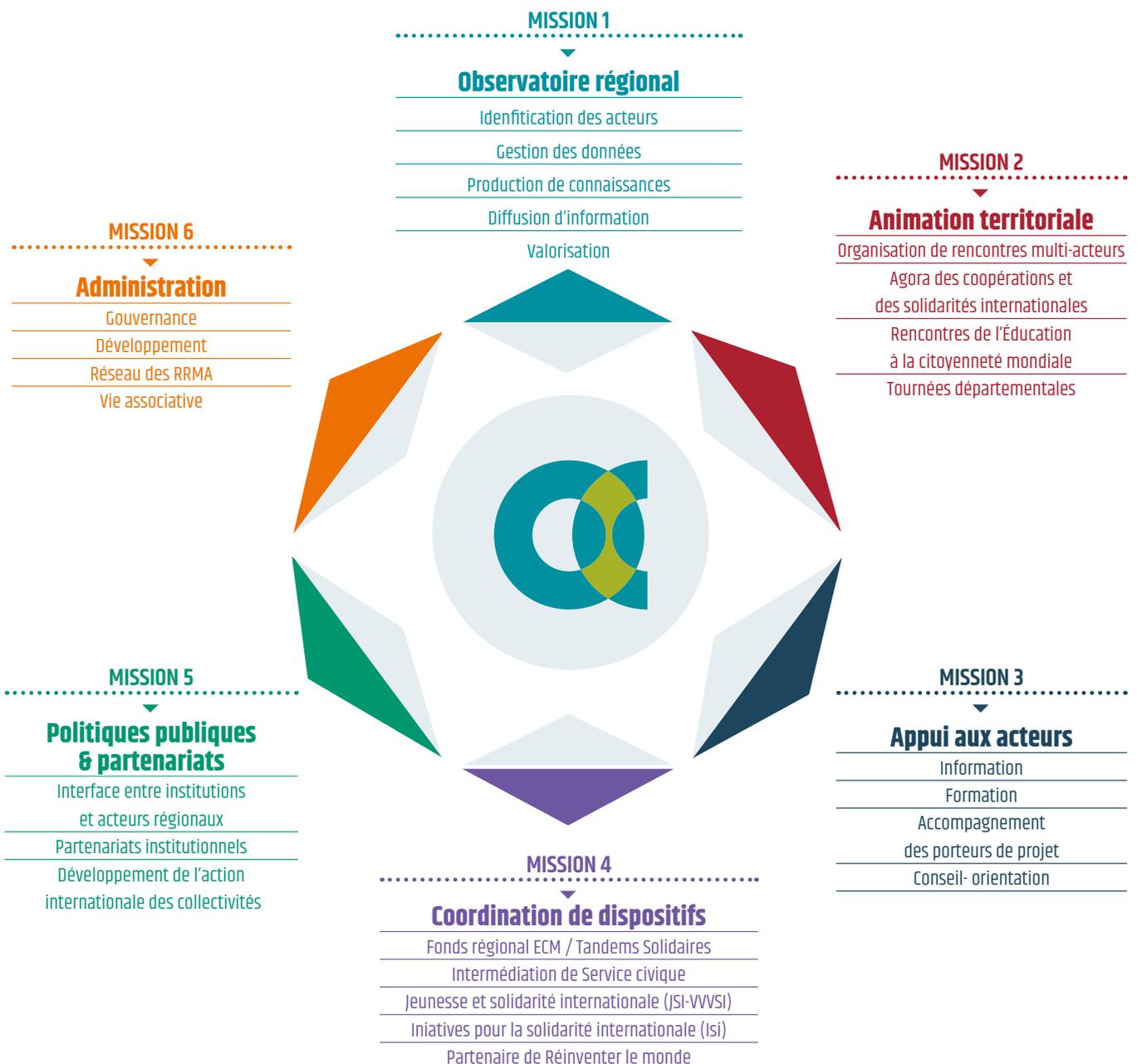
OCCITANIE
COOPÉRATION,
L'OBSERVATOIRE
RÉGIONAL



Le Réseau régional multi-acteurs

Occitanie Coopération, association créée en 2012 sous l'impulsion de la Région Occitanie, du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, de collectivités territoriales, d'associations de solidarité internationale et d'entreprises, compte parmi les douze Réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) français réunis au sein de la Conférence inter-régionale des réseaux régionaux multi-acteurs (Cirrma).

Véritable centre de ressources régional dédié au développement de la coopération et de la solidarité internationales, le Réseau est ouvert à tous ceux qui souhaitent s'informer sur ces sujets. Son activité s'organise autour de six missions principales.



La mission d'observatoire

Commune à l'ensemble des RRMA, la mission d'observatoire vise à observer et analyser les dynamiques qui sont à l'œuvre dans les régions françaises. Elle a pour finalités :

- de disposer d'une base de données fiable et actualisée des acteurs,
- de faciliter la mise en réseau et l'interconnaissance des acteurs,
- de produire de la connaissance sur les dynamiques régionales,
- de mieux répondre aux besoins des acteurs régionaux,
- d'orienter l'action d'Occitanie Coopération en fonction des évolutions du territoire.

Parmi les productions issues de la mission d'observatoire, le baromètre régional se veut un véritable outil d'aide à la décision. Il porte à la connaissance du plus large public le "qui fait quoi, où et comment" et les évolutions et tendances du secteur illustrées de cartes et de graphiques.

Ces données ont également été agrégées à celles des autres RRMA pour l'élaboration du 2^e baromètre interrégional. Fin 2023, 16222 acteurs ont été identifiés en France métropolitaine et dans les Antilles par les RRMA. Les 3240 acteurs identifiés au total pour la région Occitanie représentent 20 % des acteurs identifiés par l'ensemble des RRMA.

Collecte et analyse des données

Depuis sa création, Occitanie Coopération dispose des sources de données suivantes :

- éléments renseignés par les acteurs lors de leur référencement dans l'Annuaire régional de la coopération et de la solidarité internationales, accessible depuis le site d'Occitanie Coopération ;
- données agrégées par une veille régulière sur les actualités de la coopération et de la solidarité internationales ;
- renseignements obtenus au fil des rencontres, des appuis acteurs, ou via les formulaires etc. ;
- informations transmises par les institutions ou bailleurs de fonds partenaires.

À l'occasion de cette seconde édition, deux méthodes ont été employées pour affiner notre connaissance des données :

- l'actualisation et la qualification des données existantes portant sur les acteurs, leurs pays, les domaines d'action et les ODD. 60% des données ont ainsi été mises à jour par les acteurs eux-mêmes ou par l'équipe d'Occitanie Coopération.
- une investigation complémentaire a été menée portant en particulier sur la mise en œuvre des projets et notamment les activités menées dans les zones à risques.
- les chiffres présentés dans ce baromètre sont issus des données d'Occitanie Coopération en 2023.

Méthodologie et évolution de l'approche

L'ensemble des données collectées est catégorisé selon des référentiels définis et communs à tous les RRMA. Cette harmonisation permet ainsi d'analyser les données aux échelles départementale, régionale et interrégionale.

Cette connaissance est utile à plusieurs niveaux :

- permettre à chaque acteur d'identifier les structures qui travaillent sur les mêmes domaines d'action et/ou dans les mêmes pays aux fins d'échanges d'expériences, de synergies ou de mutualisation,
- porter à la connaissance des collectivités les forces en présence sur leur territoire afin de mieux cibler leur soutien et d'en tenir compte dans leur programme de coopération décentralisée,
- ajuster les services et axes de développement d'Occitanie Coopération aux dynamiques régionales observées,
- mesurer l'évolution de l'engagement régional sous différents critères.

En 2021, lors du premier baromètre, notre connaissance des acteurs était partielle (identification soit du pays d'intervention, soit du domaine d'action). 2175 acteurs étaient identifiés : le pays d'intervention était connu pour 1701 d'entre eux et le secteur d'intervention pour 1991 acteurs.

Elle est aujourd'hui plus complète pour 2123 acteurs sur les 3240 répertoriés en Occitanie. Pour cet échantillon, nous disposons des données suivantes : typologie, localisation, domaine d'action, type d'activité, pays d'intervention, ODD ciblés.



© Occitanie Coopération



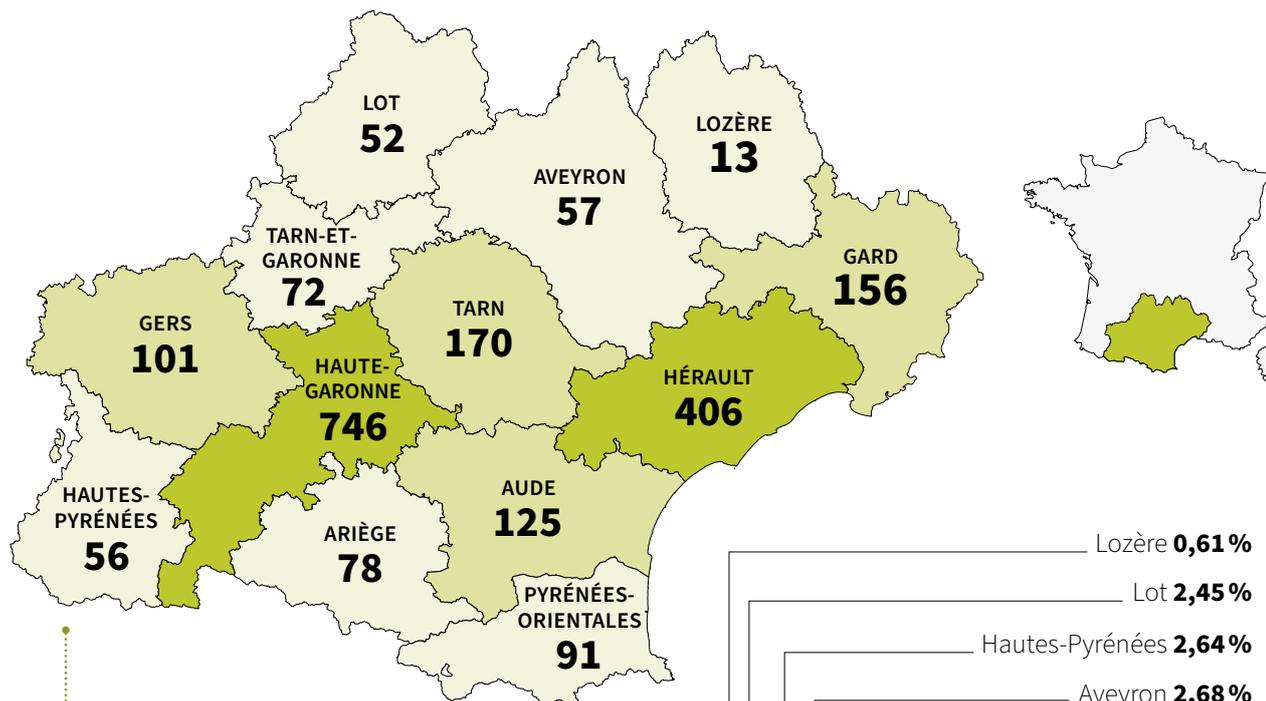
LOCALISATION DES ACTEURS EN OCCITANIE



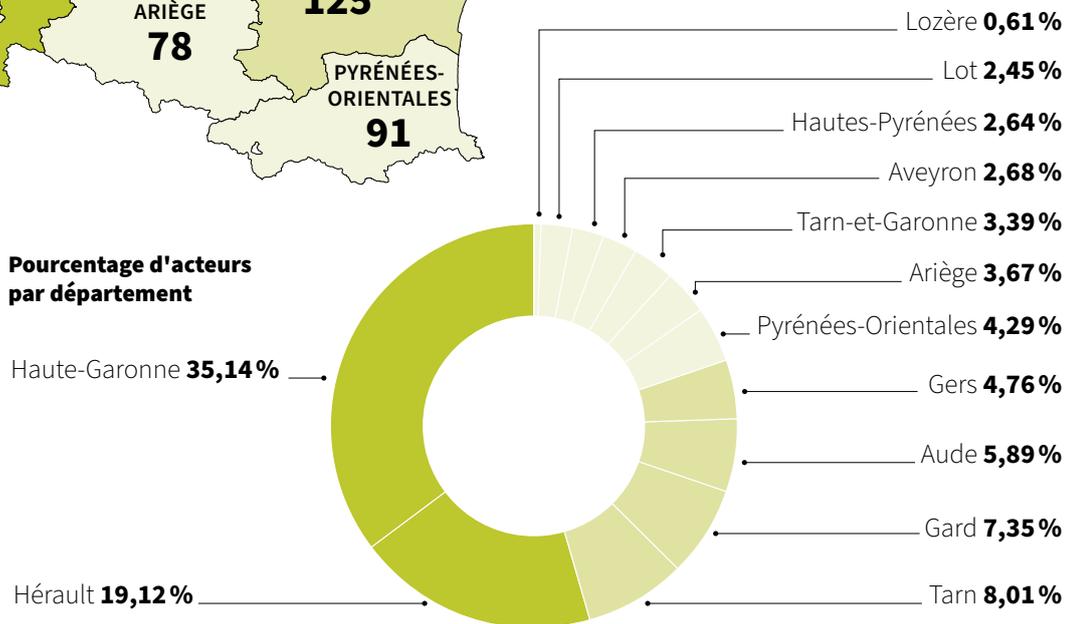
La cartographie de la dynamique régionale est indispensable à la mise en réseau et à l'interconnaissance. Elle permet de renforcer notre proximité avec les acteurs et d'analyser les dynamiques qui se développent. Elle donne à voir la répartition des acteurs à différentes échelles : régionale, départementale et intercommunale et constitue ainsi un outil d'aide à la décision.

Le niveau départemental

Nombre d'acteurs par département



Pourcentage d'acteurs par département



La carte ci-dessus met en évidence trois niveaux d'intensité en nombre d'acteurs :

- **2 départements** - Haute-Garonne et Hérault - regroupent plus de la moitié de l'échantillon observé,
- **4 départements** comptent entre 100 et 200 acteurs: Tarn, Gard, Aude et Gers,
- **7 départements** comptent moins de 100 acteurs: Ariège, Aveyron, Hautes-Pyrénées, Lot, Pyrénées-Orientales, Tarn-et-Garonne; la Lozère est le département le moins doté avec 13 acteurs localisés sur son territoire.

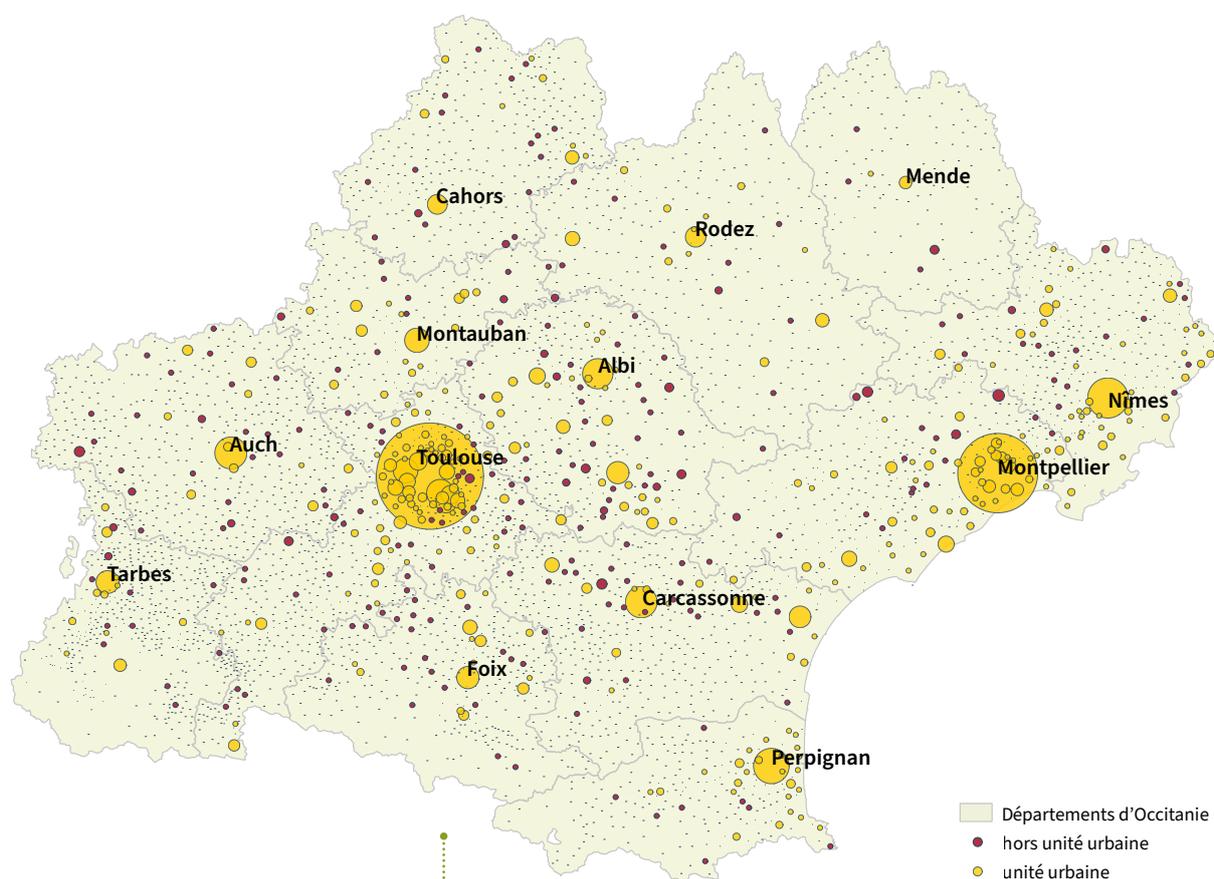
Répartition des acteurs dans les unités urbaines et hors unités urbaines

Selon les référentiels internationaux, le lieu d'habitation est catégorisé de deux manières :

- les unités urbaines qui correspondent à « une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants »¹ ;
- les zones « hors unités urbaines » qui pourraient correspondre à l'ancienne dénomination « zones rurales ».

Selon l'Insee, en Occitanie, le territoire rural représente 90% de la superficie de la région (66271 km²) et 9 départements sur 13 sont considérés comme ruraux. « La Haute-Garonne est le seul département dit principalement urbain, le Gard, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales sont considérés comme intermédiaires »¹.

Répartition des acteurs selon la zone d'habitation



1829 acteurs sont basés dans les unités urbaines, soit 86,15% de l'échantillon et 294 acteurs sont implantés hors unités urbaines, soit 13,85% de l'échantillon.

Le lieu d'implantation se révèle un facteur déterminant de l'engagement en termes de coopération et de solidarité internationales.

1. INSEE : <https://www.insee.fr/fr/information/4802589>

Le niveau intercommunal (EPCI)

DÉFINITION

Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des structures administratives qui permettent à plusieurs communes d'exercer des compétences en commun. Sous ce terme sont regroupés: les métropoles, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les communautés de communes, les syndicats de communes et les syndicats mixtes.

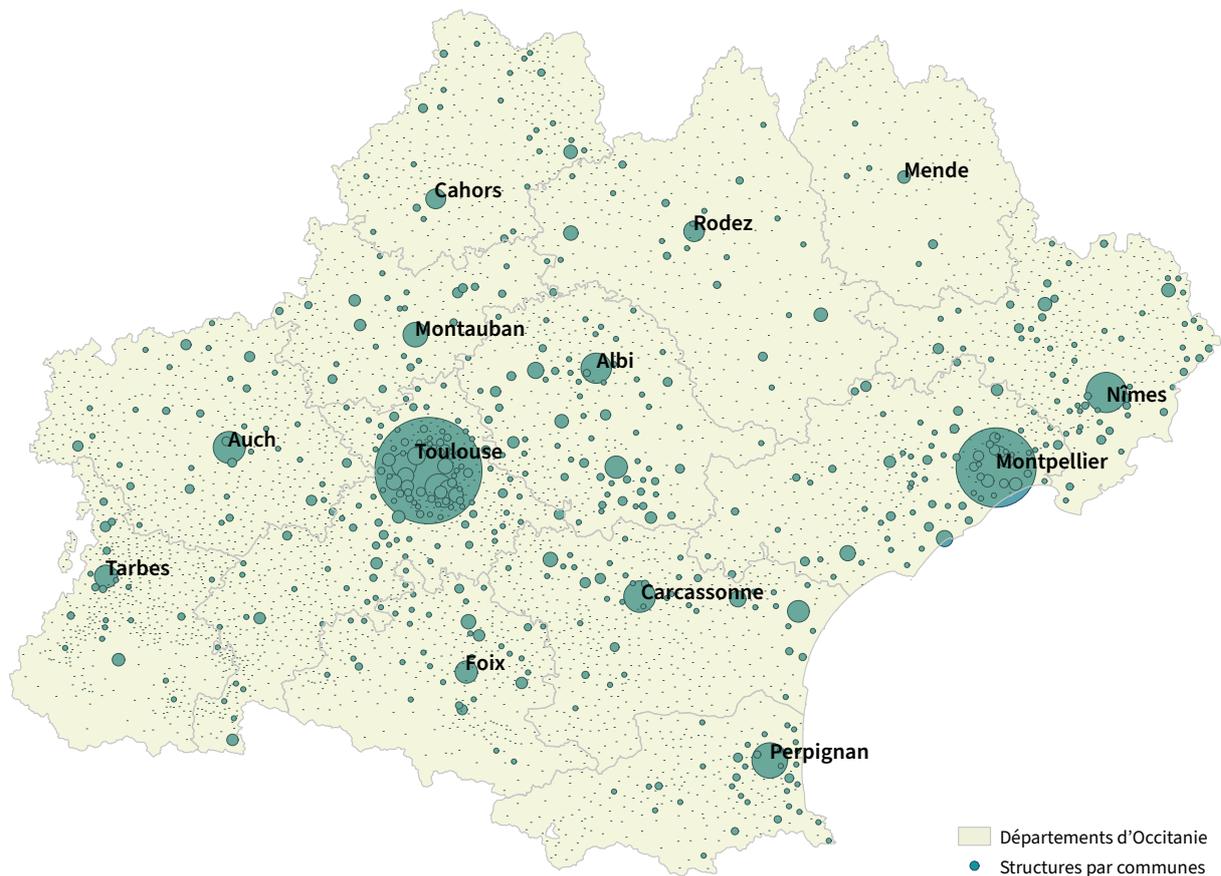
Les 10 intercommunalités les plus engagées

Intercommunalités	Proportion d'acteurs	
	en nombre	en %
Toulouse Métropole	532	25,06 %
Montpellier Méditerranée Métropole	296	13,94 %
CA du Sicoval	88	4,15 %
CA de Nîmes Métropole	80	3,77 %
CU Perpignan Méditerranée Métropole	64	3,01 %
CA Carcassonne Agglomération	58	2,73 %
CA Grand Auch Cœur de Gascogne	50	2,36 %
CA de Castres Mazamet	41	1,93 %
CA de l'Albigeois (C2A)	41	1,93 %
CA Gaillac-Graulhet	34	1,60 %

- 10 intercommunalités concentrent 60,48 % des structures
- Les acteurs sont répartis sur 145 EPCI soit 90,06 % des EPCI régionaux (161 au total).
- En moyenne on dénombre 15 acteurs par EPCI.
- Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole rassemblent plus d'un tiers (39 %) de l'échantillon observé.
- Ces chiffres sont à rapprocher des constats suivants :
 - Les communes de Toulouse et Montpellier concentrent 31,84 % des acteurs (cf carte p17).
 - Concernant la métropole toulousaine : 4,51 % des acteurs se situent dans les communes limitrophes de Toulouse et 13,91 % dans les communes périphériques.
 - Concernant la métropole montpelliéraine : 10,47 % se situent dans les communes de la couronne de Montpellier et 7,77 % dans les autres communes du pôle principal.

Le niveau communal

Répartition des acteurs régionaux au niveau communal



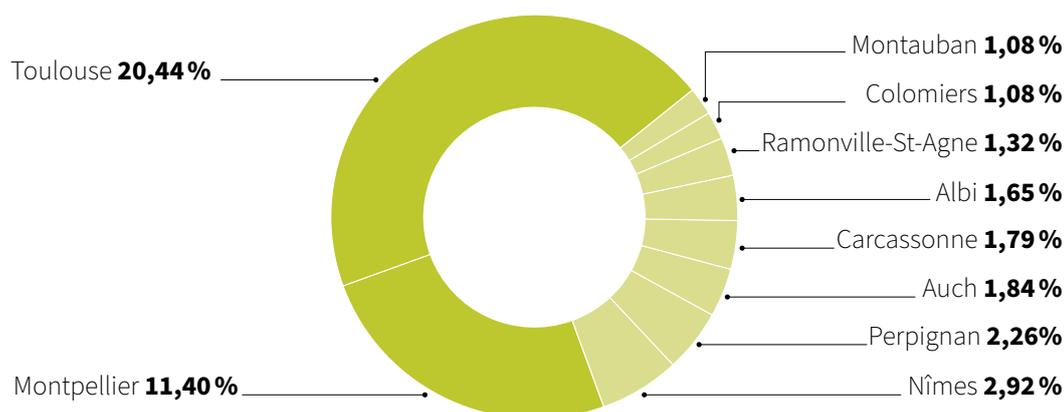
L'échantillon d'acteurs étudiés met en évidence une implantation dans 568 communes sur les 4454 que compte la région, soit 1/8^e du territoire régional.

Les villes de Toulouse et Montpellier arrivent en tête de classement avec respectivement 434 et 242 acteurs soit 31,84% de l'échantillon.

L'écart entre la deuxième et la troisième place du classement (Nîmes) est significatif: il est presque 4 fois inférieur à Montpellier et 7 fois inférieur à Toulouse.

Les 10 communes les plus engagées

Communes	Proportion d'acteurs
	en nombre
Toulouse	434
Montpellier	242
Nîmes	62
Perpignan	48
Auch	39
Carcassonne	38
Albi	35
Ramonville Saint-Agne	28
Colomiers	23
Montauban	23



nombre d'acteurs	nombre de communes	%
1	350	61,62 %
2	105	18,49 %
3 ou 4	56	9,86 %
5 à 10	38	6,69 %
11 à 20	9	1,58 %
21 à 50	7	1,23 %
51 à 100	1	0,18 %
Plus de 100	2	0,35 %

LECTURE DU TABLEAU

350 communes comptent un seul acteur.

On compte en moyenne 3,74 acteurs par commune. Cette moyenne est toutefois à nuancer puisque dans 350 communes sur les 568 (61,62 %) un seul acteur est identifié et Toulouse et Montpellier concentrent un tiers des acteurs.

Rapport entre densité d'acteurs et densité de population

Il s'agit ici d'affirmer ou d'infirmer le postulat selon lequel plus il y a d'habitants plus il y a d'acteurs engagés, induisant une corrélation directe entre ces deux variables. Cette corrélation est étudiée à l'échelle départementale.

Département	nombre d'habitants en 2023 ²	nombre d'acteurs	ratio
09 - Ariège	154581	78	0.05 %
11 - Aude	379775	125	0.03 %
12 - Aveyron	279504	57	0.02 %
30 - Gard	757435	156	0.02 %
31 - Haute-Garonne	1470367	746	0.05 %
32 - Gers	192820	101	0.05 %
34 - Hérault	1232805	406	0.03 %
46 - Lot	175308	52	0.03 %
48 - Lozère	76648	13	0.017 %
65 - Hautes-Pyrénées	230583	56	0.024 %
66 - Pyrénées-Orientales	490594	91	0.02 %
81 - Tarn	394546	170	0.04 %
82 - Tarn-et-Garonne	266039	72	0.03 %
Total général	6 101 005	2 123	0.035 %
Haute-Garonne + Hérault	2 703 172	1 152	0.04 %

LECTURE DU TABLEAU

L'Ariège compte 0,05 % acteurs de solidarité internationale par habitant.

Le calcul du coefficient de corrélation entre le nombre d'acteurs et le nombre d'habitants est de 0,975. Ce résultat indique une forte corrélation entre ces deux variables, ce qui signifie que, généralement, plus un département a d'habitants, plus il compte d'acteurs engagés dans la coopération et la solidarité internationale.

Toutefois, les données du tableau montrent que ce postulat n'est pas systématiquement vérifié. Certains départements comme le Gers enregistrent un nombre d'acteurs supérieur à d'autres départements où la densité de population est plus forte (Aveyron, Hautes-Pyrénées, Pyrénées Orientales etc.).

L'Aveyron, le Gard, les Hautes-Pyrénées, le Lot, la Lozère, les Pyrénées-Orientales et le Tarn-et-Garonne se situent en deçà de cette moyenne et peuvent être considérés comme ayant un faible niveau d'engagement en matière de solidarité et de coopération internationale. La Lozère présente le résultat le plus faible.

Ces départements sont majoritairement constitués de zones rurales, cela confirme notre constat initial sur la répartition des acteurs selon leur localisation en zone rurale ou urbaine (cf. page 15). On peut aussi en déduire que la présence ou les activités menées par Occitanie Coopération sur un territoire ont une influence sur l'identification et la mobilisation des acteurs. La présence physique de l'équipe en Haute-Garonne et dans l'Hérault favorise la proximité et la connaissance; les tournées départementales, la participation à des événements organisés par les acteurs, les formations dispensées dans les départements y contribuent également.



À retenir

- Les acteurs sont majoritairement situés en Haute-Garonne et dans l'Hérault (54,26%), territoires respectifs des métropoles de Toulouse et de Montpellier.
- 12,75 % des communes d'Occitanie abritent au moins un acteur. Parmi celles-ci, les deux tiers ne comptent qu'un seul acteur sur leur territoire.
- Le volume d'acteurs est déterminé par le lieu d'implantation : 94,72 % des acteurs se concentrent dans les aires d'attraction des villes.
- On observe une forte corrélation entre le nombre d'habitants et le nombre d'acteurs.



© Occitanie Coopération



TYPOLOGIE DES ACTEURS



Les données présentées dans ce chapitre reflètent le niveau de relation et de proximité qu'Occitanie Coopération a su construire au fil du temps avec les acteurs.

Les associations et les collectivités territoriales constituent le premier cercle tandis que les relations avec le secteur de l'enseignement et de la recherche se développent.

Les relations avec les acteurs économiques, les hôpitaux et le secteur culturel sont plus marginales. Les prises de contact (rendez-vous, invitations aux rencontres, enquêtes...) se sont avérées souvent infructueuses.

L'investissement du secteur économique en faveur de la solidarité internationale a longtemps été fonction de l'engagement personnel des dirigeants ou de salariés et s'inscrivait dans une démarche caritative ou de mobilisation au moment de crises humanitaires. Aujourd'hui, les démarches RSE, le développement d'entreprises à mission et la notion d'entreprise citoyenne modifient cette tendance. Occitanie Coopération souhaite dans une prochaine étude identifier plus spécifiquement les fondations d'entreprises et fonds de dotation ainsi que les entreprises qui seraient intéressées par le mécénat de compétences et les congés de solidarité internationale. De plus, un rapprochement avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) est également envisagé.

La coopération dans le secteur médical se fait le plus souvent par spécialité (diabétologie, parasitologie, oncologie...), ou corporation (infirmières, pharmaciens, médecins...). Il n'existe pas à notre connaissance de recensement de ces initiatives que ce soit à l'échelle régionale ou nationale, ni même au sein des établissements de santé eux-mêmes. En effet, s'il existe des programmes de coopération hospitalière (d'établissement à établissement) plus facilement identifiables, beaucoup d'initiatives émanent des praticiens eux-mêmes dans le cadre de dynamiques associatives ou de réseaux personnels et sont très peu visibles.

Quant au secteur culturel, s'il est également très dense en Occitanie, il dispose de ses propres réseaux de coopération, d'échanges et dispositifs de financement. Le champ d'observation d'Occitanie Coopération concernerait prioritairement les actions de coopération et de solidarité internationales portées par des acteurs culturels, qui concourent à l'aide au développement plutôt qu'aux industries culturelles et créatives qui contribuent au rayonnement de la culture française. Cela nécessiterait une étude à part entière et un travail plus rapproché avec les services du Ministère de la Culture.

Principes de classification des acteurs

Les acteurs de la coopération et de la solidarité internationales sont classés selon cinq grandes catégories qui regroupent chacun différents types de structures.



Associations : associations locales, antennes d'associations nationales, structures jeunesse, associations étudiantes, réseaux et collectifs associatifs, comités de jumelage et organisations de solidarité internationale issues de l'immigration (Osim).



Éducation, enseignement, recherche et santé : établissements scolaires, enseignement supérieur, instituts et laboratoires de recherche, centres de formation ou d'apprentissage, réseaux et associations d'établissements d'enseignement, hôpitaux et centres de soins.



État et collectivités : collectivités territoriales, services déconcentrés de l'État, agences et organismes publics, établissements publics de coopération intercommunale.

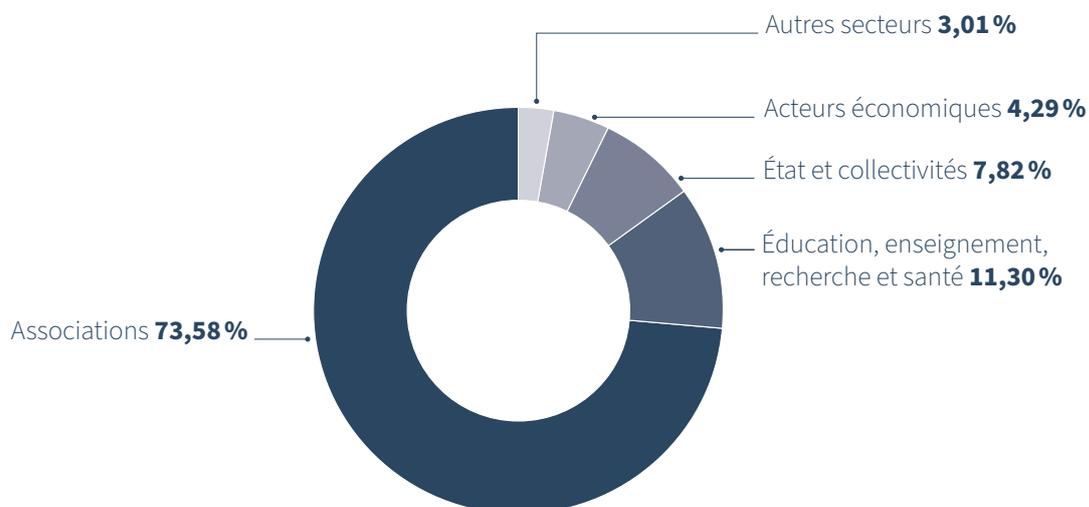


Acteurs économiques : entreprises, groupements d'entreprise et coopératives, consultants, experts, bureaux d'études, syndicats professionnels.



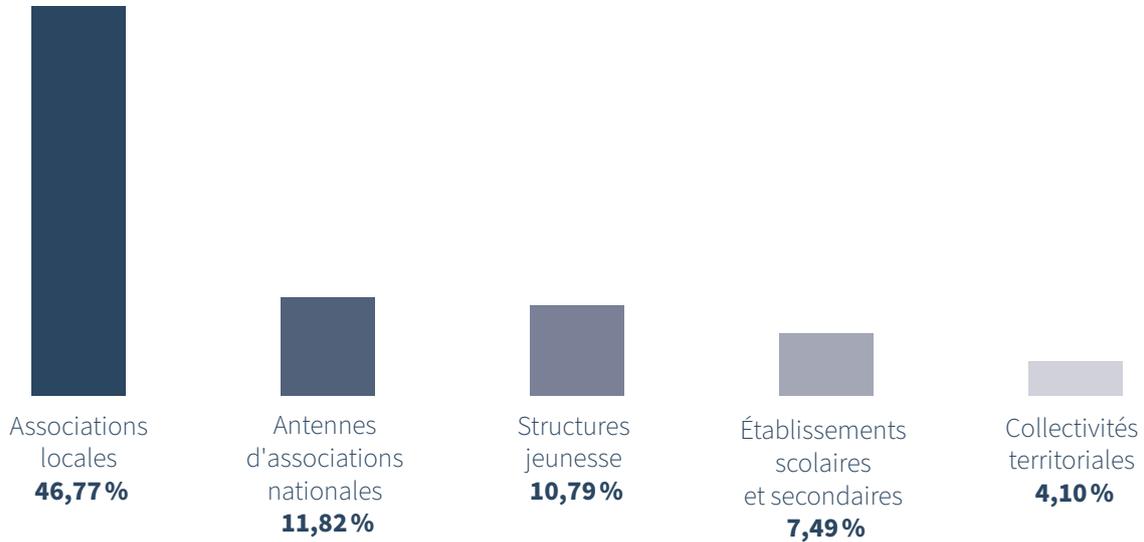
Autres secteurs : représentations consulaires et ambassades, fondations, secteur culturel.

Répartition des acteurs par catégorie



type de structure	nb d'acteurs	% total acteurs	% de la catégorie
Associations	1562	73,58 %	100 %
Antennes d'associations nationales	251	11,82 %	16,07 %
Associations étudiantes	28	1,32 %	1,79 %
Associations locales	993	46,77 %	63,57 %
Comités de jumelage	24	1,13 %	1,54 %
OSIM	13	0,61 %	0,83 %
Réseaux, collectifs associatifs	24	1,13 %	1,54 %
Structures jeunesse	229	10,79 %	14,66 %
Éducation, enseignement, recherche et santé	240	11,30 %	100 %
Centres de formation ou d'apprentissage	19	0,89 %	7,92 %
Enseignement supérieur	31	1,46 %	12,92 %
Établissements scolaires	159	7,49 %	66,25 %
Hôpitaux, centres santé-soins	3	0,14 %	1,25 %
Instituts, laboratoires de recherche	26	1,22 %	10,83 %
Réseaux, groupements d'établissements d'enseignement	2	0,09 %	0,83 %
État et collectivités	166	7,82 %	100 %
Agences ou organismes publics	27	1,27 %	16,27 %
Collectivités territoriales	87	4,10 %	52,41 %
EPCI	19	0,89 %	11,45 %
Services déconcentrés de l'État	33	1,55 %	19,88 %
Acteurs économiques	91	4,29 %	100 %
Consultants, experts, bureaux d'études	33	1,55 %	36,26 %
Entreprises, groupements d'entreprises, coopératives	58	2,73 %	63,74 %
Syndicats professionnels	0	-	-
Autres secteurs	64	3,01 %	100 %
Secteur culturel	1	0,05 %	1,56 %
Fondations	4	0,19 %	6,25 %
Représentations consulaires, ambassades	59	2,78 %	92,19 %
Total	2 123	100 %	

Catégories d'acteurs les plus représentées



On relève que les acteurs les moins représentés sont les Osim (0,61%), les fondations (0,19%), les hôpitaux et les centres de santé-soins (0,14%), les réseaux et groupements d'établissements d'enseignement (0,09%) et le secteur culturel (0,05%).

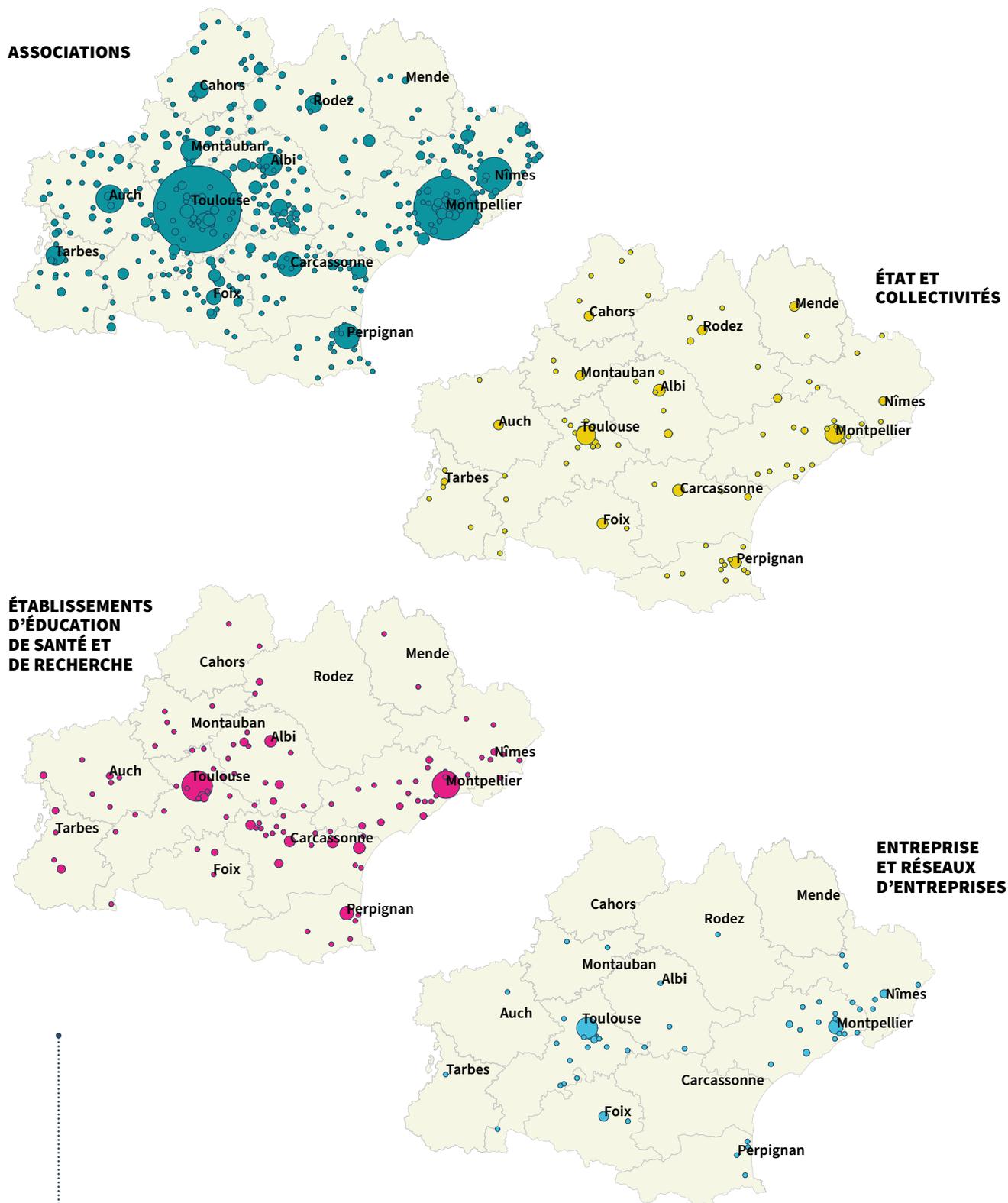
À noter que les Osim ne sont référencées que si elles se définissent elles-mêmes comme telles. Dans le cas contraire, elles sont référencées en tant qu'association locale.

Comme expliqué plus haut, la représentation particulièrement faible des hôpitaux et des centres de soins est liée à la difficulté de collecter les données les concernant.



©SOL

Répartition géographique par grandes catégories d'acteurs



Ces cartes mettent en évidence la prépondérance du tissu associatif en Haute-Garonne (26,66 %), dans l'Hérault (12,48 %) et dans le Gard et le Tarn (6,17 %). Suivent les établissements d'éducation, de santé et de recherche en Haute-Garonne (3,16 %) et dans l'Hérault (2,96 %).

Répartition des types d'acteurs au niveau départemental

départements	Ariège 09	Aude 11	Aveyron 12	Gard 30	Haute- Garonne 31	Gers 32	Hérault 34	Lot 46	Lozère 48	Haute- Pyrénées 65	Pyrénées Orientales 66	Tarn 81	Tarn-et- Garonne 82
nb d'acteurs	78	125	57	156	746	101	406	52	13	56	91	170	72
Type de structure	nb	%	nb										

ASSOCIATIONS - 1 562 ACTEURS

Antennes d'associations nationales	251	11,82%	2	24	4	25	85	16	49	3	-	7	6	23	7
Associations étudiante	28	1,32%	-	-	-	1	11	1	11	1	-	-	3	-	-
Associations locales	993	46,77%	36	41	23	101	375	51	195	23	3	18	32	62	33
Comités de jumelage	24	1,13%	8	1	1	1	4	4	1	-	1	-	1	1	1
Osim	13	0,61%	-	-	-	-	9	-	2	-	-	-	1	1	-
Réseaux, collectifs associatifs	24	1,13%	1	-	-	-	15	2	3	-	-	1	2	-	-
Structures jeunesse	229	10,79%	16	12	16	3	67	11	4	14	2	16	6	44	18
Total secteur associatif	1562	73,57%	63	78	44	131	566	85	265	41	6	42	51	131	59

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET SANTÉ - 240 ACTEURS

Centres de formation ou d'apprentissage	19	0,89%	-	1	-	-	6	2	2	-	1	1	1	5	-
Enseignement supérieur	31	1,46%	-	1	-	2	17	-	9	-	1	-	1	-	-
Établissements scolaires	159	7,49%	4	33	3	7	33	7	33	2	-	6	9	17	5
Hôpitaux, centres santé-soins	3	0,14%	-	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-
Instituts, laboratoires de recherche	26	1,22%	-	-	-	-	9	-	15	-	-	-	2	-	-
Réseaux, associations d'établissements d'enseignement	2	0,09%	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Total établissements d'éducation, de santé et de recherche	240	11,29%	4	36	3	9	67	9	61	2	2	7	13	22	5

Type de structure	départements		Ariège 09	Aude 11	Aveyron 12	Gard 30	Haute- Garonne 31	Gers 32	Hérault 34	Lot 46	Lozère 48	Haute- Pyrénées 65	Pyrénées Orientales 66	Tarn 81	Tarn-et- Garonne 82
	nb	%	nb												
			78	125	57	156	746	101	406	52	13	56	91	170	72

ÉTAT ET COLLECTIVITÉS - 166 ACTEURS

Agences ou organismes publics	27	1,27%	1	2	1	-	5	-	10	1	1	-	2	3	1
Collectivités territoriales	87	4,10%	2	5	5	4	18	4	17	3	2	4	13	7	3
EPCI	19	0,89%	1	1	2	1	3	-	4	4	-	1	-	1	1
Services déconcentrés de l'État	33	1,55%	2	2	1	2	8	1	8	1	2	1	2	2	1
Total état et collectivités	166	7,82%	6	10	9	7	34	5	39	9	5	6	17	13	6

ACTEURS ÉCONOMIQUES - 91 ACTEURS

Consultants, experts, bureaux d'études	33	1,55%	3	-	-	2	13	-	12	-	-	-	1	1	1
Entreprises, groupements d'entreprises, coopératives	58	2,73%	2	-	1	6	26	1	15	-	-	1	3	2	1
Total secteur économique	91	4,28%	5	0	1	8	39	1	27	0	0	1	4	3	2

AUTRES SECTEURS - 64 ACTEURS

Établissements ou espaces culturels	1	0,05%	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fondations	4	0,19%	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	1	-
Représentations consulaires, ambassades	59	2,78%	-	-	-	1	38	-	14	-	-	-	6	-	-
Total autres secteurs	64	3,02%	0	1	0	1	40	1	14	0	0	0	6	1	0
Total de tous les types de structure	2 123	100%	78	125	57	156	746	101	406	52	13	56	91	170	72

ANALYSE

Le secteur associatif est prépondérant, notamment les associations locales qui représentent à elles seules la moitié (46,77 %) de cette typologie d'acteurs. Elles sont majoritairement présentes en Haute-Garonne (17,66 %) et dans l'Hérault (9,19 %).

Les antennes d'associations nationales sont le deuxième acteur le plus présent. Elles sont plus équitablement réparties dans toute l'Occitanie, avec une légère surreprésentation en Haute-Garonne puis dans l'Hérault. Les collectivités territoriales, moins nombreuses, suivent cette tendance également.

Les structures jeunesse sont localisées dans toute l'Occitanie avec une légère surreprésentation en Haute-Garonne puis dans le Tarn.

Les établissements scolaires et secondaires sont également situés dans toute l'Occitanie et davantage présents dans l'Aude, en Haute-Garonne et dans l'Hérault.

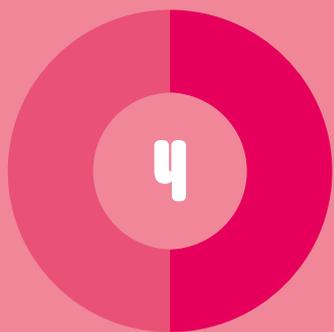
Parmi les autres acteurs de l'échantillon, quelques tendances se dégagent :

- l'Ariège est le département qui compte le plus de comités de jumelage identifiés par Occitanie Coopération,
- les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont proportionnellement plus investis dans le Lot et l'Hérault, puis en Haute-Garonne,
- les réseaux et associations d'établissements d'enseignement que nous avons identifiés sont exclusivement localisés dans l'Aude et l'Hérault,
- les quatre fondations identifiées sont situées en Haute-Garonne, dans le Gers et le Tarn,
- les hôpitaux et centres de santé-soins sont exclusivement situés en Haute-Garonne et dans l'Hérault,
- les instituts et laboratoires de recherche sont localisés dans l'Hérault, la Haute-Garonne et les Pyrénées-Orientales,
- les représentations consulaires et ambassades se concentrent dans quatre départements (Haute-Garonne, Hérault, Gard, Pyrénées-Orientales).



À retenir

- Le secteur associatif représente plus de 73% des acteurs identifiés dont près de la moitié sont des associations locales.
- Quelque soit le type d'acteur, ils sont principalement situés en zones urbaines.



DOMAINES D'ACTION





© Occitanie Coopération

À partir de leurs observations sur leur territoire respectif, les réseaux régionaux multi-acteurs ont défini 27 domaines d'intervention et 152 types d'activité (cf. page 83). Cette catégorisation par domaine permet notamment d'étudier les expertises présentes sur le territoire d'action et d'organiser des échanges techniques entre les acteurs.

Principes de catégorisation des champs d'action

Les domaines d'action sont catégorisés selon l'arborescence suivante : grands domaines, secteurs d'intervention et type d'action (cf. annexe page 83).

EXEMPLE

Un acteur est porteur d'un projet qui vise à assurer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement d'un village en Côte d'Ivoire. Il mène également des actions d'éducation à la citoyenneté mondiale en France.

La catégorisation est la suivante :

DOMAINES D'INTERVENTION : Eau-assainissement - Éducation à la citoyenneté mondiale

TYPES D'ACTIVITÉ : Adduction d'eau potable, Équipement eau - Animation et intervention

ODD : ODD 6 Eau propre - assainissement - ODD 4 éducation de qualité

Les domaines d'action

Un classement des domaines d'action est établi en fonction de chaque type d'acteurs et en fonction de leur zone d'intervention.

Les domaines d'action des acteurs d'Occitanie par catégorie d'acteurs

DOMAINES	nb acteurs	%	acteurs engagés à l'international	SECTEUR ASSOCIATIF		ÉDUCATION RECHERCHE SANTÉ		ÉTAT COLLECTIVITÉS		SECTEUR ÉCONOMIQUE		AUTRES SECTEURS	
				nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
TOTAL	2 123			1 562		240		166		91		64	
Éducation à la citoyenneté mondiale	692	33%	29%	500	32%	151	63%	35	21%	5	5,5%	1	1,5%
Éducation	544	26%	75%	453	29%	55	23%	30	18%	5	5,5%	1	1,5%
Culture	529	25%	69%	432	28%	14	6%	19	11,5%	4	4%	60	94%
Mobilité - volontariat	396	19%	38%	333	21%	25	10%	34	20%	4	4%	-	-
Enseignement, formation	343	16%	81%	229	15%	84	35%	20	12%	9	9%	1	1,5%
Croissance économique - Emploi	300	14%	70%	249	16%	8	3%	16	10%	27	30%	-	-
Santé	283	13%	97%	254	16%	10	4%	13	8%	3	3%	3	5%
Agriculture - Souveraineté alimentaire	279	13%	90%	202	13%	40	17%	13	8%	23	25%	1	1,5%
Eau, assainissement	261	12%	95%	162	10%	13	5%	62	37%	22	24%	2	3%
Appui - Conseil - Formation	259	12%	61%	116	7%	9	4%	29	17,5%	46	50,5%	59	92%
Action sociale	244	11,5%	79%	229	15%	7	3%	4	2%	3	3%	1	1,5%
Information	219	10%	9%	214	14%	2	1%	2	1%	1	1%	-	-
Environnement	142	7%	75%	102	6,5%	15	6%	10	6%	15	16,5%	-	-
Gouvernance	130	6%	90%	94	6%	6	2,5%	21	13%	9	9%	-	-
Urgence	117	5,5%	97%	110	7%	1	0,4%	3	2%	3	3%	-	-
Justice - Paix	96	4,5%	45%	91	6%	3	1%	2	1%	-	-	-	-
Biodiversité	92	4%	67%	73	5%	8	3%	8	5%	3	3%	-	-
Égalité H-F	92	4%	83%	77	5%	10	4%	3	2%	2	2%	-	-
Patrimoine	89	4%	92%	57	4%	3	1%	25	15%	4	4%	-	-
Énergie	73	3%	94%	55	3,5%	4	2%	5	3%	9	9%	-	-
Tourisme	67	3%	91%	52	3%	1	0,4%	10	6%	4	4%	-	-
Déchets	64	3%	72%	48	3%	7	3%	4	2%	5	5,5%	-	-
Sport	64	3%	72%	47	3%	1	0,4%	16	10%	-	-	-	-
Migrations	34	2%	41%	32	2%	1	0,4%	1	0,5%	-	-	-	-
Gestion des territoires	18	1%	83%	8	0,5%	2	1%	4	2%	4	4%	-	-
Habitat	15	1%	53%	8	0,5%	-	-	4	2%	3	3%	-	-
Pêche	5	0,2%	100%	3	0,2%	-	-	-	-	2	2%	-	-

LECTURE DU TABLEAU

La pêche est le domaine le moins investi. Cinq acteurs mènent ce type d'activité soit 0,2% de l'échantillon étudié. Ces cinq acteurs interviennent tous à l'international, soit un taux d'internationalisation de 100%. Trois de ces acteurs sont des associations. Ainsi, 0,2% des 1562 associations œuvrent dans le domaine de la pêche.

DOMAINES D'ACTION

- Trois domaines comptabilisent plus de 25% d'acteurs: l'éducation à la citoyenneté mondiale, l'éducation, la culture. Ce classement peut être modifié quand on observe les domaines au regard de la typologie des acteurs.
- Ainsi, les **associations** sont majoritairement investies dans les domaines suivants: éducation, éducation à la citoyenneté mondiale, culture, mobilité et volontariat, et santé. Ceci s'explique par une implication conséquente des associations en Occitanie sur les questions d'ouverture au monde des citoyens (notamment des jeunes), d'animation des territoires et le développement de politiques publiques locales pour les accompagner. Sur les 692 structures qui agissent dans le domaine de l'ECM, 500 sont des associations.
- Sur le plan international, ce type d'acteurs est particulièrement investi sur les questions d'éducation, de formation et de soutien à la scolarisation des enfants (parrainage).
- S'agissant du domaine de la santé, l'appel à projets de la Fondation Pierre Fabre initié depuis 2016 a certainement permis le développement d'un certain nombre de projets et de mieux identifier les acteurs associatifs agissant dans ce domaine.
- Plus d'un tiers des **collectivités** sont positionnées sur les actions relevant des domaines "Eau, assainissement". Sur ce point, rappelons que la loi Oudin-Santini permet aux collectivités territoriales de consacrer jusqu'à 1% de leur budget Eau et assainissement à des projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement à l'international. Ce dispositif ainsi que les financements des Agences de l'eau favorisent l'engagement des collectivités territoriales dans ce domaine. Par ailleurs, le partenariat tissé entre Occitanie Coopération, les Agences de l'eau des bassins Adour-Garonne et Rhône Méditerranée Corse et le Programme solidarité Eau (pS-Eau) permet de soutenir les actions d'information et d'accompagnement des collectivités territoriales dans ce domaine.
- La moitié des **acteurs économiques** œuvrent dans les domaines Appui, conseil, formation - Croissance économique, emploi - Agriculture, souveraineté alimentaire - Eau, assainissement, et environnement. Les entreprises qui contactent Occitanie Coopération développent des services qui peuvent intéresser les acteurs du développement, notamment les collectivités territoriales (expertises ou technologies innovantes dans les domaines de l'eau, énergie, déchets ou conseil sur les questions de gouvernance, évaluation des projets, réalisations d'études, développement de l'entrepreneuriat...). Les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) sont de plus en plus nombreux à se rapprocher d'Occitanie Coopération.
- Les **autres acteurs** sont principalement engagés dans le domaine de la Culture ou de l'Appui, conseil, formation.
- 12 domaines sur 27 sont investis chacun par moins de 5% des acteurs: justice, paix, biodiversité, égalités des genres, patrimoine, énergie, tourisme, déchets, migrations, gestion des territoires, habitat et pêche.

Les services de base

Sous cette dénomination sont regroupés l'ensemble des services qui répondent aux exigences de la vie collective et de la dignité humaine et qui servent l'intérêt général. Pour les porteurs de projet concernés, il s'agit ici de contribuer à la mise en place ou à l'amélioration de l'un ou plusieurs des services suivants :

- eau potable,
- installations sanitaires et d'hygiène de base,
- soins de santé essentiels y compris les services de santé mentale, de santé reproductive et vaccins,
- éducation,
- énergie,
- régimes de protection sociale,
- mobilité et transports de base,
- collecte des déchets,
- télécommunications.

Niveau d'implication des acteurs en matière d'accès aux services de base

SERVICES	nb acteurs	%	hors de France en %	Secteur associatif en %	Éducation, recherche, santé en %	État et collectivités en %	Secteur économique en %	Autres secteurs en %
Éducation	544	25,62	75,00	29,00	22,92	18,07	5,49	1,56
Enseignement, formation	343	16,16	81,34	14,66	35,00	12,05	9,89	1,56
Santé	283	13,33	97,17	16,26	4,17	7,83	3,30	4,69
Eau, assainissement	261	12,29	95,02	10,37	5,42	37,35	24,18	3,13
Action sociale	244	11,49	78,69	14,66	2,92	2,41	3,30	1,56
Énergie	73	3,44	94,52	3,52	1,67	3,01	9,89	0,00
Déchets	64	3,01	71,88	3,07	2,92	2,41	5,49	0,00
Gestion des territoires	18	0,85	83,33	0,51	0,83	2,41	4,40	0,00
TOTAL	1 119	52,71	78,82	52,62	57,08	66,27	50,55	6,25

LECTURE DU TABLEAU

261 acteurs interviennent dans le domaine de l'eau et l'assainissement, ils interviennent à 95% à l'international. Plus d'un tiers des collectivités territoriales engagées développent des actions dans le domaine de l'eau et l'assainissement.

- Notre observation révèle que plus de la moitié de notre échantillon est impliquée dans l'accès aux services de base et que les trois quarts d'entre eux mènent des projets à l'international.
- Quatre catégories d'acteurs sur cinq sont fortement engagées sur l'accès aux services de base : plus de la moitié de leur effectif s'y consacre. À noter qu'un même acteur peut mener des activités dans plusieurs domaines (ex : eau et déchets - éducation et santé...)



© Kafosaze

Les types d'activité

Une fois établi qu'un acteur se mobilise dans un domaine d'intervention, rien ne précise de quelle façon ni sur quel volet il intervient. Une analyse des types d'activité permet alors d'affiner la connaissance des actions réalisées sur le terrain ou sur le territoire régional.

Nombre moyen de types d'activité développée par acteur

% d'acteurs	< 1%	1 à 2%	2 à 5%	5 à 10%	10 à 15%	15 à 20%	> 20%
Types d'activité par acteur	48	38	43	15	5	2	1

LECTURE DU TABLEAU

Entre 15 à 20% des 2 123 acteurs étudiés développent deux types d'activité.



À retenir

- Les acteurs d'Occitanie interviennent en moyenne sur quatre types d'activité différents.
- Deux tiers d'entre eux déploient leurs actions autour de 1 à 5 types d'activité et 40 % ne dépassent pas 2 types d'activité.
- 152 types d'activité ont été inventoriés par les RRMA. Les acteurs d'Occitanie investissent 150 d'entre eux, dont 127 par moins de 5% des acteurs.
- 23 types d'activité comptabilisent plus de 5 % d'acteurs, dont 8 types d'activité comptabilisent chacune plus de 10 %.

Les 23 types d'activité les plus investis

Types d'activité	proportion d'acteurs engagés	
	en nombre	% du total acteurs
Accès aux soins, prise en charge médicale	114	5,37 %
Action éducative	295	13,90 %
Action sociale enfance, jeunesse	171	8,05 %
Adduction d'eau potable	180	8,48 %
Agriculture	118	5,56 %
Agro-écologie, agriculture biologique	124	5,84 %
Animation et organisation d'événements	623	29,35 %
Appui aux organisations paysannes, coopératives, petits producteurs	131	6,17 %
Assainissement	124	5,84 %
Centre de ressources, centre de documentation	208	9,80 %
Collecte, don, envoi de matériel, équipements éducatifs	170	8,01 %
Conférences, débats, rencontres	280	13,19 %
Création artistique	108	5,09 %
Cultures et langues	282	13,28 %
Élaboration d'outils pédagogiques	216	10,17 %
Équipement en eau	116	5,46 %
Exposition, tournées, festival	148	6,97 %
Formation, développement de pratiques artistiques	155	7,30 %
Information jeunesse	201	9,47 %
Préservation/protection de l'environnement	109	5,13 %
Séjours, chantiers, échanges de jeunes	344	16,20 %
Sensibilisation, campagne d'opinion, plaidoyer, mobilisation sociale	360	16,96 %
Volontariat	255	12,01 %

LECTURE DU TABLEAU

116 acteurs, soit 5,46% de l'échantillon total mènent une activité qui concerne l'équipement en eau.

- L'activité Animation et organisation d'événements est menée par près de 30% des acteurs, en cohérence avec le domaine d'action le plus investi à savoir l'éducation à la citoyenneté mondiale.
- Lorsqu'on observe les activités menées par les acteurs qui interviennent exclusivement à l'international (854), les types d'activités qui ressortent le plus sont liées à l'accès aux services de base (cf. p. 49).

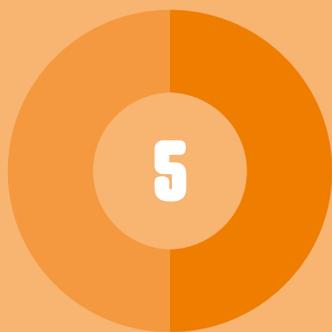


À retenir

- Une spécialisation sectorielle : les acteurs tendent à concentrer leurs interventions sur un nombre restreint de thématiques et de types d'activité traduisant une spécialisation sectorielle des actions de CSI (en moyenne sur 2,57 secteurs d'intervention parmi les 27 secteurs définis).
- Une concentration sectorielle sur la thématique Éducation.
- Un haut niveau d'engagement en faveur des services de base : la moitié des acteurs d'Occitanie mènent des actions sur ce sujet et près de 80% d'entre eux à l'international.
- Une territorialisation en Occitanie des actions en faveur de l'ECM, du volontariat et de l'accueil des migrant·e·s.
- Les actions dans les secteurs de la santé, de l'eau, de l'urgence humanitaire et de la pêche sont exclusivement menées à l'international.



©z-unsplash



CONTINENTS ET PAYS CIBLÉS



Les actions relevant du champ de la coopération et de la solidarité internationales sont d'une grande diversité. Certaines sont mises en œuvre à l'international, d'autres sont réalisées en France. Parmi ces dernières on peut citer :

- le plaidoyer (lutte contre la corruption, lutte pour l'égalité des genres, pour les droits humains...),
- l'organisation d'événements récurrents autour d'une thématique ou d'un pays: festivals tels que Festisol, Alimenterre, Ingénieuse Afrique, la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes, biennale Europe Afrique... ,
- l'éducation à la citoyenneté mondiale,
- l'organisation de la mobilité internationale solidaire des jeunes (service civique, volontariat, chantiers...),
- les actions conduites auprès des migrants et des réfugiés,
- le soutien aux projets (appui-conseil, mécénat, collectes de fonds ou de matériel...).

Les zones d'intervention

Répartition des acteurs par département selon les zones d'intervention

Les acteurs agissent soit sur l'une ou l'autre zone (France ou hors France), soit sur les deux. Le tableau ci-dessous permet d'identifier cette répartition et de se rendre compte du niveau d'implication des acteurs de la CSI en Occitanie.

Département	nombre d'acteurs (sur 2 123)	action menée hors de France	acteurs intervenant exclusivement hors de France	acteurs intervenant en France	acteurs intervenant exclusivement en France
Ariège	78	64,10%	34,62%	65,38%	35,90%
Aude	125	47,20%	27,20%	72,80%	52,80%
Aveyron	57	54,39%	45,61%	54,39%	45,61%
Gard	156	75,64%	51,92%	48,08%	24,36%
Gers	101	65,35%	40,59%	59,41%	34,65%
Haute-Garonne	746	68,63%	42,49%	57,51%	31,37%
Hautes-Pyrénées	56	48,21%	37,5%	62,5%	51,79%
Hérault	406	72,17%	39,16%	60,84%	27,83%
Lot	52	51,92%	46,15%	53,85%	48,08%
Lozère	13	46,15%	38,46%	61,54%	53,85%
Pyénées-Orientales	91	69,23%	45,05%	54,95%	30,77%
Tarn	170	50,59%	30,00%	70,00%	49,41%
Tarn-et-Garonne	72	50,00%	37,50%	62,50%	50,00%

LECTURE DU TABLEAU

Parmi les 406 acteurs de l'Hérault, 60,84% interviennent en France et 72,17% mènent des actions à l'international.

En additionnant les acteurs qui agissent en France et ceux qui agissent hors de France, dans chaque département, le total excède les 100%. Ceci s'explique par le fait que certains acteurs agissent sur les deux zones ou exclusivement sur l'une d'entre elles.



À retenir

- À l'exception du Gard, plus de la moitié des acteurs de chaque département intervient en France avec une variation allant de 53,85 % (Lot) à 72,8 % (Aude).
- La proportion des acteurs intervenant exclusivement en France est significative (749); elle oscille selon les départements entre 25 % et plus de 50 % des acteurs. Dans l'Aude, les Hautes-Pyrénées, la Lozère et le Tarn-et-Garonne, elle est égale ou supérieure à 50 %.
- La proportion des acteurs intervenant exclusivement hors de France est moindre, excepté dans le Gard où elle dépasse 50 % des acteurs.
- Dans les départements présentant une forte proportion d'acteurs intervenant en France, nous pouvons supposer des dynamiques en faveur de l'ECM, de l'appui aux acteurs français et de l'accompagnement des populations vulnérables et des réfugiés et plus globalement de sensibilisation aux enjeux et thématiques de la CSI, plus conséquentes que dans les autres départements. C'est le cas pour le Tarn, les Hautes-Pyrénées et l'Aude où plus de 70 % des acteurs du département interviennent en France et plus de 40 % mènent des actions d'ECM.

Répartition des catégories d'acteurs par zone d'intervention

CATÉGORIES D'ACTEURS ET TYPES DE STRUCTURES ASSOCIÉS	TOUTES ZONES (2 123 acteurs)			HORS FRANCE (1 374 acteurs)		
	nb d'acteurs	proportion du total d'acteurs	proportion dans la catégorie d'acteurs	nb d'acteurs	proportion parmi les acteurs intervenant à l'international	proportion dans la catégorie d'acteurs
ASSOCIATIONS	1562	73,58 %		1031	75,04 %	
Antennes d'associations nationales	251	11,82 %	16,07 %	124	9,02 %	12,03 %
Associations étudiantes	28	1,32 %	1,79 %	21	1,53 %	2,04 %
Associations locales	993	46,77 %	63,57 %	829	60,33 %	80,41 %
Comités de jumelage	24	1,13 %	1,54 %	24	1,75 %	2,33 %
OSIM	13	0,61 %	0,83 %	12	0,87 %	1,16 %
Réseaux, collectifs associatifs	24	1,13 %	1,54 %	11	0,80 %	1,07 %
Structures jeunesse	229	10,79 %	14,66 %	10	0,73 %	0,97 %

LECTURE DU TABLEAU

75% des acteurs qui interviennent à l'international sont des associations, 9% d'entre elles sont des antennes d'associations nationales.

CONTINENTS ET PAYS CIBLÉS

CATÉGORIES D'ACTEURS ET TYPES DE STRUCTURES ASSOCIÉS	TOUTES ZONES (2 123 acteurs)			HORS FRANCE (1 374 acteurs)		
	nb d'acteurs	proportion du total d'acteurs	proportion dans la catégorie d'acteurs	nb d'acteurs	proportion parmi les acteurs intervenant à l'international	proportion dans la catégorie d'acteurs
ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET SANTÉ	240	11,30%		109	7,93%	
Centres de formation ou d'apprentissage	19	0,89%	7,92%	8	0,58%	7,34%
Enseignement supérieur	31	1,46%	12,92%	25	1,82%	22,94%
Établissements scolaires	159	7,49%	66,25%	48	3,49%	44,04%
Hôpitaux, centres santé-soins	3	0,14%	1,25%	3	0,22%	2,75%
Instituts, laboratoires de recherche	26	1,22%	10,83%	23	1,67%	21,10%
Réseaux, associations d'établissements d'enseignement	2	0,09%	0,83%	2	0,15%	1,83%

CATÉGORIES D'ACTEURS ET TYPES DE STRUCTURES ASSOCIÉS	TOUTES ZONES (2 123 acteurs)			HORS FRANCE (1 374 acteurs)		
	nb d'acteurs	proportion du total d'acteurs	proportion dans la catégorie d'acteurs	nb d'acteurs	proportion parmi les acteurs intervenant à l'international	proportion dans la catégorie d'acteurs
ÉTAT ET COLLECTIVITÉS	166	7,82%		106	7,71%	
Agences ou organismes publics	27	1,27%	16,27%	9	0,66%	8,49%
Collectivités territoriales	87	4,10%	52,41%	84	6,11%	79,25%
EPCI	19	0,89%	11,45%	11	0,80%	10,38%
Services déconcentrés de l'État	33	1,55%	19,88%	2	0,15%	1,89%

CATÉGORIES D'ACTEURS ET TYPES DE STRUCTURES ASSOCIÉS	TOUTES ZONES (2 123 acteurs)			HORS FRANCE (1 374 acteurs)		
	nb d'acteurs	proportion du total d'acteurs	proportion dans la catégorie d'acteurs	nb d'acteurs	proportion parmi les acteurs intervenant à l'international	proportion dans la catégorie d'acteurs
ACTEURS ÉCONOMIQUES	91	4,29%		65	4,29%	
Consultants, experts, bureaux d'études	33	1,55%	36,26%	23	1,67%	35,38%
Entreprises, groupements d'entreprises, coopératives	58	2,73%	63,74%	42	3,06%	64,62%
Syndicats professionnels	0	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%

CATÉGORIES D'ACTEURS ET TYPES DE STRUCTURES ASSOCIÉS	TOUTES ZONES (2 123 acteurs)			HORS FRANCE (1 374 acteurs)		
	nb d'acteurs	proportion du total d'acteurs	proportion dans la catégorie d'acteurs	nb d'acteurs	proportion parmi les acteurs intervenant à l'international	proportion dans la catégorie d'acteurs
AUTRES SECTEURS	64	3,01%				
Etablissements, espaces culturels	1	0,05%	1,56%	0	0,00%	0,00%
Fondations	4	0,19%	6,25%	4	0,29%	6,35%
Représentations consulaires, ambassades	59	2,78%	92,19%	59	4,29%	93,65%

- Sur les 2 123 acteurs identifiés, 1 374 mènent une action à l'international soit près de 65%.

Associations

- Les associations locales agissent quant à elles à 83% à l'international (829 sur 993 identifiées), elles représentent 60% de l'ensemble des acteurs intervenant à l'international et 80% des acteurs de leur catégorie qui interviennent à l'international.
- Au sein du secteur associatif, les antennes d'associations nationales interviennent majoritairement sur le territoire d'Occitanie. Cela peut s'expliquer par le fait que les actions internationales sont généralement pilotées par le siège de leur organisation et que les antennes mènent plutôt des actions d'Ecsi, de collecte de fonds, de plaidoyer sur les territoires.
- Seules 10 structures jeunesse sur 229 et un tiers des établissements scolaires mènent des actions à l'international. Cela représente 0,8% de tous les établissements primaires et secondaires d'Occitanie. Tout comme les structures jeunesse et les antennes d'associations nationales, leur action est plutôt réalisée en France et plus précisément au sein de l'établissement. On peut également en déduire que ces deux types d'acteurs sont plus particulièrement impliqués sur la sensibilisation des jeunes aux enjeux de la planète.

État et collectivités

Les 84 collectivités territoriales représentent 6,11% des acteurs engagés à l'international. Seulement trois d'entre elles interviennent uniquement en France.

Cette internationalisation des collectivités s'effectue de plusieurs manières :

- mise en œuvre de projets propres à la collectivité en direct ou via un opérateur (coopération décentralisée),
- soutien financier et/ou technique aux acteurs de leur territoire, en particulier par des appels à projets.
- Seuls 6,06% des services déconcentrés de l'État ciblent l'international. Ceci s'explique logiquement par les missions qui leur sont confiées.

Autres secteurs

- Concernant les représentations consulaires et ambassades, par nature elles interviennent dans le pays où elles sont basées. Leur forte proportion dans la catégorie peut s'expliquer par leur référencement qui est facilité (l'identification des pays et des secteurs d'intervention est plus simple que pour d'autres acteurs).
- L'unique espace culturel référencé n'intervient pas à l'international. Comme expliqué précédemment, ce secteur reste encore à explorer par Occitanie Coopération, tout comme l'identification des fondations.
- Les fondations, le secteur hospitalier, et le secteur de l'enseignement et de la recherche représentent respectivement 0,29%, 0,22% et 7,71% des acteurs intervenant à l'international.

Éducation, enseignement, recherche et santé

Bien que 42,11% des centres de formation et d'apprentissage agissent hors de France, ils ne constituent que 0,58% des acteurs agissant à l'international.

Les régions d'intervention

Pour les besoins d'analyse de la localisation de l'engagement des acteurs dans le monde, les RRMA ont adopté un regroupement des pays en 13 grandes régions : Afrique australe, Afrique centrale, Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Amérique centrale et du Sud, Amérique du Nord, Asie centrale et Nord-Est, Asie du Sud et Sud-Est, Moyen et Proche Orient, Caraïbes, Europe, Océanie.

Les acteurs d'Occitanie déploient leurs activités principalement en Europe, en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord. En effet l'essentiel des relations tissées avec les pays d'Amérique du Nord, la Chine, le Japon ou d'Océanie concerne des coopérations à dominante économique, universitaire ou culturelle, secteurs sur lesquels Occitanie Coopération ne détient que peu d'informations.

L'Afrique est le continent qui concentre une moitié de l'échantillon (47,76%). Les trois quarts (73,80%) des acteurs qui agissent à l'international interviennent sur ce continent : 47,74% en Afrique de l'Ouest et 20,09% en Afrique du Nord. L'Afrique de l'Est est peu investie (3,34%) ce qui est souvent motivé par la barrière de la langue.

Les trois grandes régions les moins investies sont l'Amérique du Nord (2,54%), l'Asie centrale et Nord-Est (2,26%) et l'Océanie (0,52%).

70,14% des acteurs interviennent dans une seule grande région. Les autres se limitent à deux régions.

Un seul acteur intervient dans plus de dix régions, il s'agit d'un bureau de conseil.

Les acteurs du secteur associatif ont tendance à se concentrer sur un minimum de territoires (64,25% des associations locales interviennent dans un seul pays).

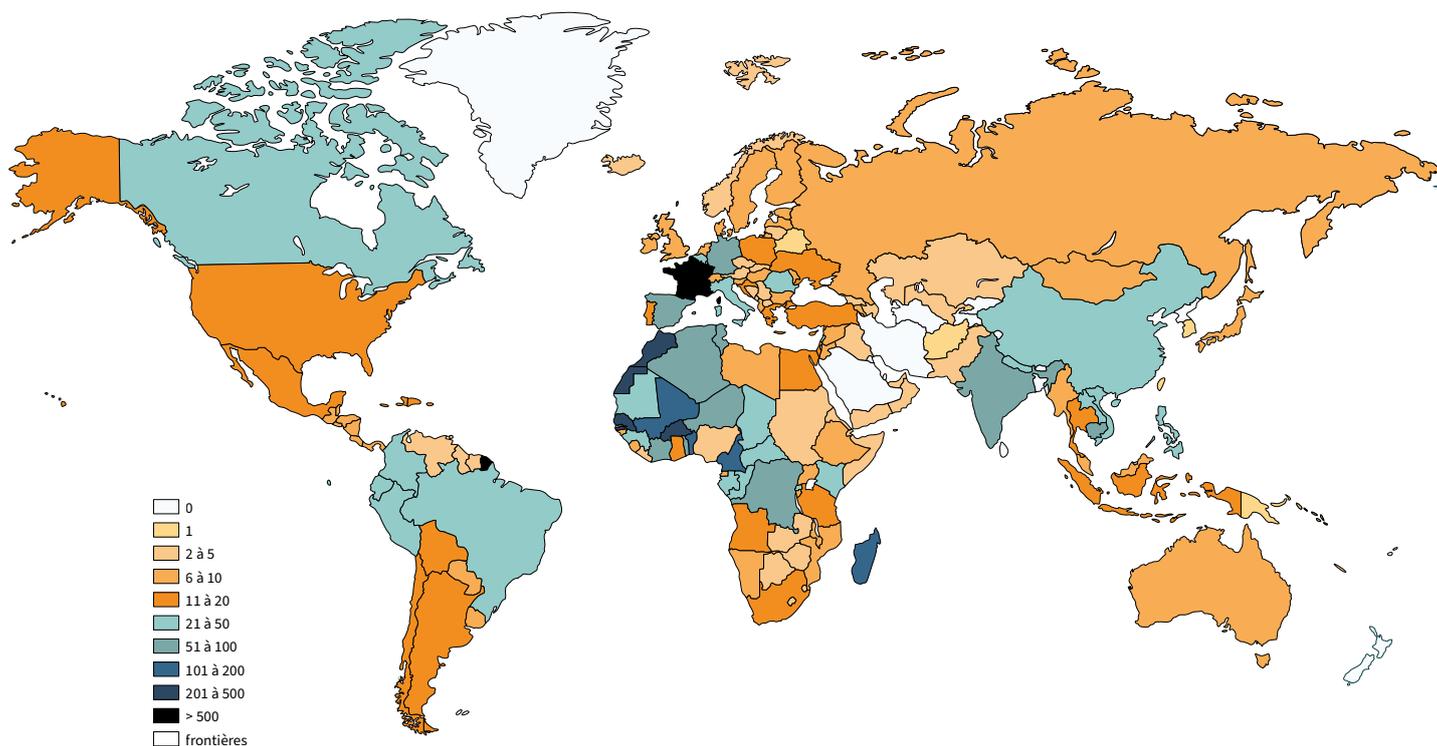
Répartition par région du monde des acteurs

Région	nb de pays	nb d'acteurs engagés	moyenne d'acteurs par pays
Afrique du Nord	5	276	55
Afrique de l'Ouest	16	656	41
Europe	48	1 354	28
Afrique centrale	8	215	27
Afrique australe	11	170	15
Asie du Sud et Sud-Est	22	200	9
Amérique du Nord	6	54	9
Amérique centrale et du Sud	19	142	7
Moyen et Proche Orient	14	97	7
Afrique de l'Est	12	71	6
Asie centrale et Nord-Est	11	48	4
Caraïbes	26	85	3
Océanie	20	11	0,55

Les pays d'intervention

- Le nombre de pays diffère d'une région du monde à l'autre, allant de 5 pays pour l'Afrique du Nord à 48 pour l'Europe. Nous pourrions donc supposer qu'une région dont le nombre de pays est plus faible a plus de chance de compter un nombre total d'acteurs plus faible et inversement. Mais si l'on estime le nombre moyen d'acteurs par pays, cette supposition n'est pas confirmée.
- Par exemple, l'Afrique du Nord regroupe le plus petit nombre de pays mais elle présente le nombre d'acteurs le plus élevé (55,2%). À l'inverse, l'Europe qui possède le plus grand nombre de territoires ainsi que le plus grand volume d'acteurs, se place en troisième position (28,21%) derrière l'Afrique de l'Ouest (41%).
- Ainsi, il convient d'interpréter les résultats en tenant compte du nombre de territoires qui composent chaque région et de ne pas s'en tenir strictement au nombre total d'acteurs.

Carte de la répartition de l'engagement des acteurs en nombre



Au total, les acteurs d'Occitanie interviennent dans 181 pays.

Niveau d'engagement par pays

Les 10 premiers pays d'intervention

Pays	Nombre d'acteurs	% d'acteurs
France	1269	59,77
Sénégal	242	11,40
Burkina Faso	217	10,22
Maroc	214	10,08
Madagascar	144	6,78
Mali	126	5,93
Bénin	116	5,46
Cameroun	104	4,90
Côte d'Ivoire	99	4,66
Espagne ex aequo avec la Tunisie	82	3,86

LECTURE DU TABLEAU

La Côte d'Ivoire est le 9^e pays d'intervention des acteurs de la CSI d'Occitanie. Parmi les 2 123 acteurs, 104 d'entre eux mènent des actions au Cameroun soit 7,5%.

Les deux tiers des acteurs (63,87 %) se concentrent sur un seul pays.

44,18 % des acteurs qui agissent hors de France se concentrent sur un seul pays et 42,79 % de ces mêmes acteurs élargissent jusqu'à 5 pays. 7,93 % sont dans 6 à 10 pays, 4,80 % dans 11 à 20 pays et moins de 1% (0,29 %) dans plus de 20 pays.

La moyenne générale est de 2,25 pays par acteur ; elle passe à 3 pays pour les acteurs qui œuvrent à l'international.

En se focalisant sur les 10 premiers pays d'intervention, on observe une prédominance des pays d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Burkina Faso, Mali, Bénin et Côte d'Ivoire).

Enfin, il résulte de ces observations que lorsqu'on exclut les 749 acteurs qui développent leurs activités exclusivement en France, la France reste le premier pays d'intervention, cela montre une nouvelle fois l'implication des acteurs de la solidarité internationale en matière d'animation territoriale et d'engagement sur leur propre territoire.

Madagascar est le seul territoire insulaire et le seul pays d'Afrique australe présent dans le top 10 des pays d'intervention.

La présence de l'Espagne dans le top 10 traduit la proximité, les liens historiques et culturels et les coopérations transfrontalières (Communauté de travail des Pyrénées, Eurorégion Pyrénées Méditerranée, etc.) tissés avec la région Occitanie.

Notons que ce classement est similaire à celui de 2021, exception faite du Mali et du Burkina Faso en raison des événements géopolitiques et de la dégradation des relations diplomatiques avec la France qui s'en sont suivies.

Niveau d'engagement au regard du niveau de revenu des pays d'intervention

L'analyse qui suit est basée sur le référentiel de la Banque Mondiale. Le tableau ci-après indique la répartition de l'implication des acteurs selon cette classification.

Classification des pays Banque Mondiale - 2022-23		nb d'acteurs impliqués	% de l'échantillon (2 123)
Pays à faible revenu	nb total d'acteurs	551	25,95
	nb d'acteurs agissant exclusivement dans ces pays	246	11,59
Pays à revenu intermédiaire tranche basse	nb total d'acteurs	827	38,95
	nb d'acteurs agissant exclusivement dans ces pays	337	15,87
Pays à revenu intermédiaire tranche haute	nb total d'acteurs	254	11,96
	nb d'acteurs agissant exclusivement dans ces pays	47	2,21
Pays à revenu élevé	nb total d'acteurs	1 363	64,20
	nb d'acteurs agissant exclusivement dans ces pays	872	41,07
	nb d'acteurs agissant hors France	260	12,25

Pays à faible revenu

Afghanistan, Burkina Faso, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, République Arabe Syrienne, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique du Yémen, République populaire démocratique de Corée, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sud-Soudan, Tchad, Togo et Zambie.

Pays à revenu intermédiaire tranche basse

Algérie, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Cap Vert, Cambodge, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Eswatini, États Fédérés de Micronésie, Ghana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Kenya, Kiribati, Kirghizistan, Laos, Lesotho, Liban, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République arabe d'Égypte, République du Congo, République islamique d'Iran, Salvador, Samoa, Sao-Tomé-Et-Principe, Sénégal, Sri Lanka, Tadjikistan, Territoires Palestiniens, Timor-Leste, Tunisie, Ukraine, Vanuatu, Vietnam et Zimbabwe.

Pays à revenu intermédiaire tranche haute

Afrique du Sud, Albanie, Samoa américaines, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bélice, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, Guinée-Équatoriale, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Géorgie, Grenade, Guatemala, Guyana, Îles Marshall, Île Maurice, Irak, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kosovo, Libye, Malaisie, Maldives, Mexique, Moldavie, Monténégro, Namibie, Macédoine du Nord, Palau, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, République Populaire de Chine, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Serbie, Surinam, Thaïlande, Tonga, Turquie, Turkménistan et Tuvalu.

Pays à revenu élevé

Allemagne, Andorre, Antigua et Barbuda, Arabie Saoudite, Aruba, Australie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Belgique, Bermudes, Brunei Darussalam, Canada, Chili, Croatie, Curaçao, Chypres, Corée du Sud, Danemark, Émirats-Arabs-Unis, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Gibraltar, Grèce, Groenland, Guam, Hongrie, Îles Caimans, Îles Channel, Île de Man, Îles Féroé, Îles Mariannes du Nord, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques, Irlande, Islande, Israël, Japon, Koweït, Lettonie, Les Bahamas, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Nauru, Norvège, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Pays-Bas, Pologne, Polynésie Française, Portugal, Porto-Rico, Qatar, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Martin, Seychelles, Singapour, Sint Maarten, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Taiwan, Trinité-et-Tobago et Uruguay.

- 64,2% des acteurs se mobilisent sur les pays à revenu élevé. Les deux tiers d'entre eux interviennent exclusivement dans ces pays soit 41,07 % de l'échantillon. Cela peut s'expliquer par le nombre significatif d'acteurs qui agissent en Europe et plus particulièrement sur le territoire d'Occitanie. Le taux d'acteurs intervenant dans les pays à revenu élevé - hors France - représente 12,25% du total des acteurs.
- Près de 65 % des acteurs interviennent dans les pays à faible revenu et/ou à revenu intermédiaire tranche basse. Près de 45 % d'entre eux mènent des actions exclusivement dans ces territoires. Cette catégorie obtient le nombre moyen de pays d'intervention le plus bas (1,049) et une proportion d'exclusivité de 1,021, autre élément déterminant de la spécialisation des acteurs.

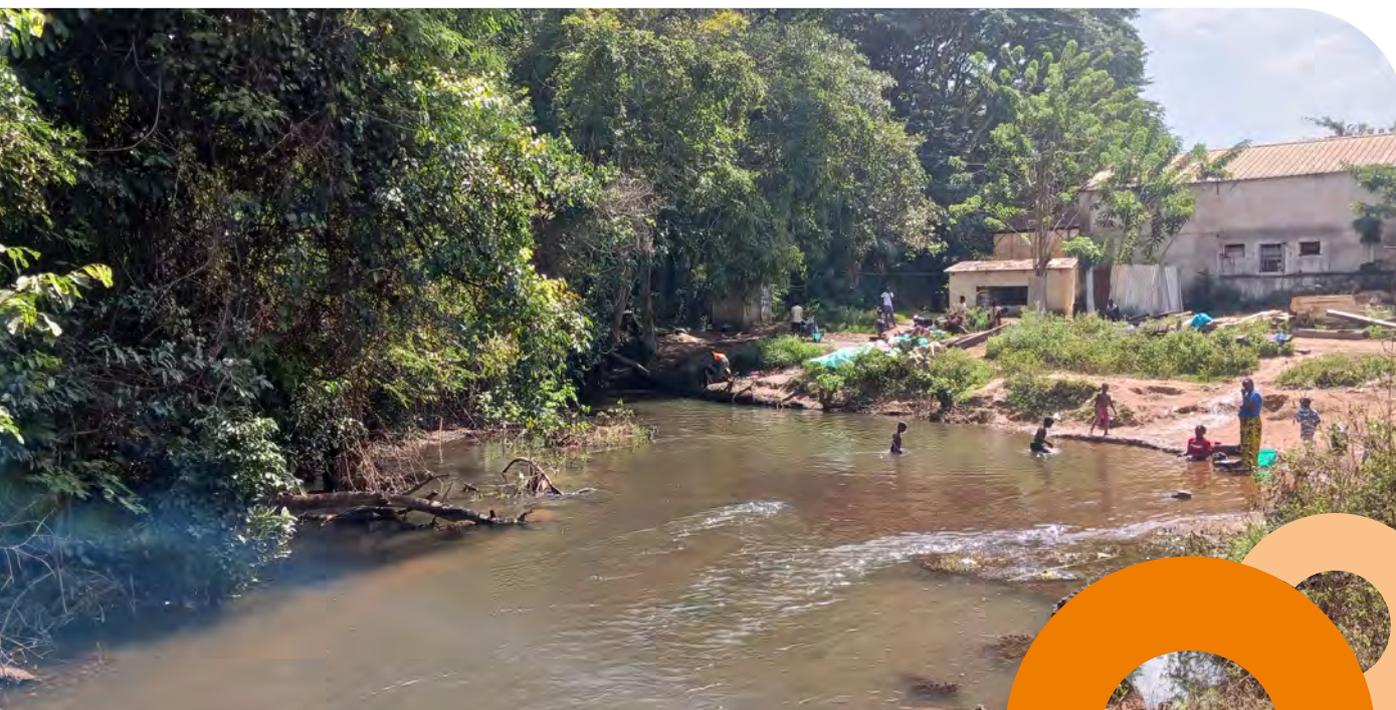
Le choix des pays francophones

- Les pays cibles – hors France - ont été classés en 4 catégories :
 - pays où le français est l'unique langue officielle (23 pays)
 - pays où le français est l'une des langues officielles (16 pays)
 - pays où le français n'est pas une langue officielle mais est couramment parlé par plus de 20 % de la population (7 pays)
 - pays où le français n'est ni une langue officielle ni parlé par plus de 20 % de la population (179 pays).
- Les trois premières catégories sont considérées comme des pays francophones.
- Il ressort que 77,37% des acteurs intervenant exclusivement à l'international se concentrent sur des pays francophones. On observe ainsi une tendance à cibler les pays où la barrière de la langue est réduite.



À retenir

- Les acteurs mènent majoritairement leur action en France et en Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest.
- Les pays à revenu intermédiaire tranche basse sont les plus investis.
- 70,14% des acteurs interviennent dans une seule région du monde et, en moyenne, sur deux pays. Deux tiers d'entre eux se concentrent sur un seul pays.
- Trois quarts des acteurs ciblent les pays francophones (77,37%).



Les zones à risques

En 2023, vingt-quatre pays ont l'ensemble de leur territoire classé rouge, ou rouge et orange par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) français. Nous les qualifions ici de "zones à risques".

Un territoire (tout ou partie d'un pays, groupes de pays...) classé comme tel est un territoire dans lequel la situation sécuritaire est jugée dangereuse, où tout déplacement est déconseillé sauf pour raison impérative. Elle est souvent associée à des risques majeurs tels que des conflits armés, des actes de terrorisme, des troubles politiques ou des crises humanitaires.

Caractéristiques des zones rouges

- Grave insécurité: hostilités directes, conflits armés, risques de terrorisme généralisé.
- Absence d'État de droit: effondrement des institutions, risques de kidnapping, absence de services publics comme la sécurité ou la justice.
- Menace pour la vie: risque élevé pour la sécurité physique des personnes, avec peu ou pas de possibilité d'assistance consulaire sur place.

Caractéristiques des zones orange

- Incertitudes sécuritaires: troubles sporadiques mais dont le niveau de danger est jugé moins critique qu'en zone rouge.
- Risque de tensions politiques ou sociales: manifestations, violences localisées, ou zones à risques isolées.
- Instabilité temporaire: voyages touristiques déconseillés, déplacements professionnels ou impératifs possibles sous certaines conditions, avec une vigilance accrue.

La distinction entre ces zones repose sur des évaluations régulières de la situation sécuritaire des pays, souvent en collaboration avec d'autres instances internationales.

Liste des zones à risques en 2023 :

Afghanistan, Biélorussie, Burkina Faso, Corée du Nord, Érythrée, Haïti, Irak, Iran, Libye, Mali, Myanmar, Niger, Nigéria, Pakistan, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Russie, Somalie, Soudan, Syrie, Tchad, Ukraine, Venezuela et Yémen

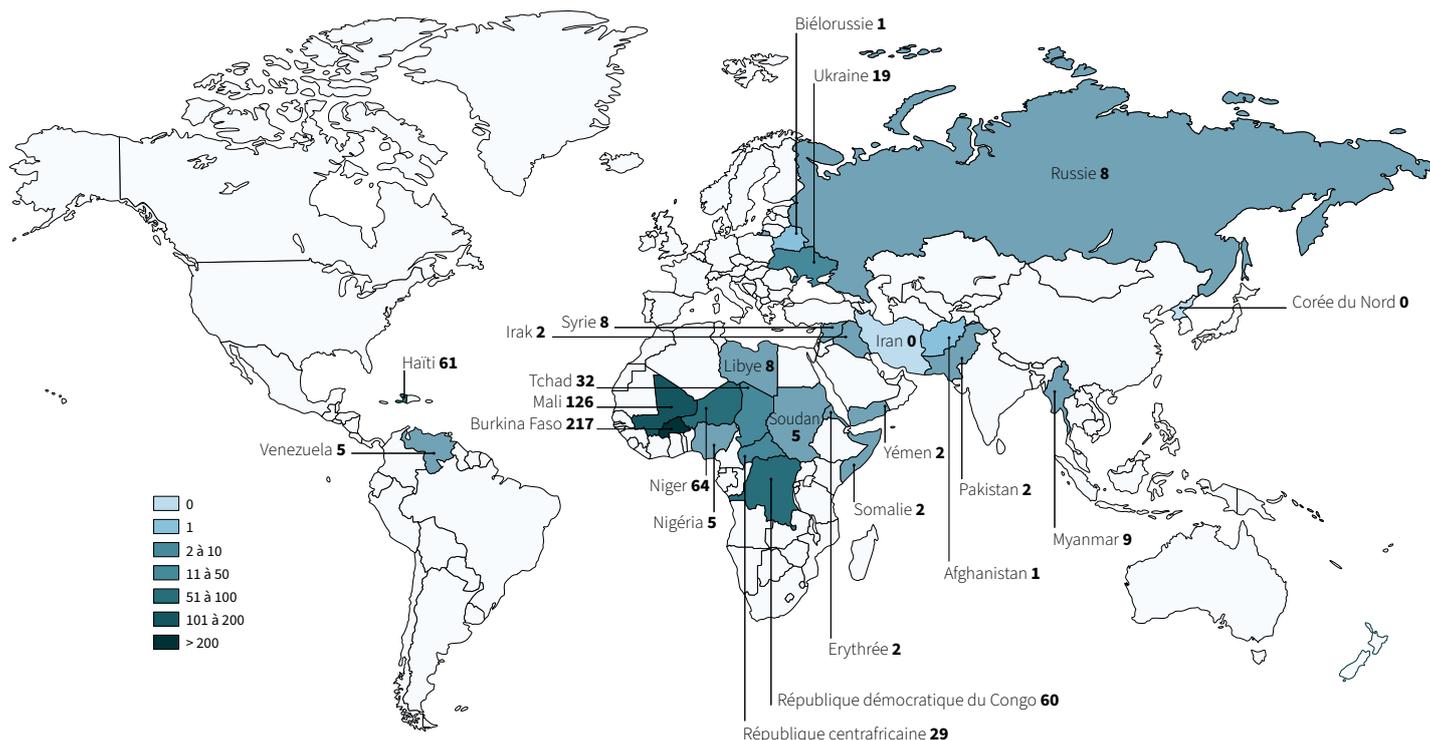
* Les Territoires palestiniens ne sont pas considérés comme zone rouge dans ce Baromètre dans la mesure où cette classification a été décrétée par le MEAE en décembre 2023. Les acteurs référencés par Occitanie Coopération intervenant dans ces territoires y mènent des actions antérieurement à cette date.

Caractéristiques des interventions en zones à risques

Cartographie de l'implication des acteurs en zones à risques

En 2023, 460 acteurs sur les 2 123 que compte l'échantillon étudié interviennent dans les zones à risques soit 21,67%. Cette proportion passe à 33,48% si l'on exclut les acteurs intervenant uniquement en France.

Carte du nombre de structures intervenant en zones à risques



LECTURE DE LA CARTE

Entre 2 et 10 structures d'Occitanie interviennent au Vénézuéla.

Il résulte de ces résultats, la catégorisation suivante :

- les acteurs qui interviennent dans plusieurs pays, soit un pays zone à risques et un ou plusieurs pays hors zones à risques ;
- les acteurs qui interviennent uniquement dans un pays en zone à risques.

À noter que certains de ces pays ont été catégorisés récemment en zone à risques ; de nombreux acteurs y étaient engagés depuis parfois plus de 15 ans (pays de la zone sahéenne, Haïti par exemple).

Catégories d'acteurs

	Nombre d'acteurs	% des 460 acteurs intervenant dans les zones à risques
Associations	365	79,35 %
Acteurs économiques	28	6,09 %
État et collectivités	26	5,65 %
Éducation, enseignement, recherche et santé	19	4,13 %
Autres secteurs	24	5,22 %

Composition des 185 acteurs intervenant exclusivement en zones à risques

Associations	164	88,65 %
Acteurs économiques	1	0,54 %
État et collectivités	14	7,57 %
Éducation, enseignement, recherche et santé	2	1,08 %
Autres secteurs	4	2,16 %

Les domaines d'action prédominants

Acteurs intervenant en zones à risques (460)			Acteurs intervenant exclusivement en zones à risques (185)		
domaines	nb	%	domaines	nb	%
Agriculture, souveraineté alimentaire	137	29,78	Agriculture, souveraineté alimentaire	48	26,22
Eau, Assainissement	128	27,83	Eau, Assainissement	54	29,27
Éducation	150	32,61	Éducation	94	50,61
Enseignement, Formation	91	19,78	Enseignement, Formation	39	21,34
Santé	113	24,57	Santé	53	28,66

Le classement met en évidence une priorité donnée aux projets de développement et par conséquent, des actions sur le moyen ou long terme, plutôt qu'à l'urgence humanitaire (10% de ce groupe d'acteurs). Cela s'explique par le fait que les acteurs sont généralement engagés dans des relations de long terme. Toutefois, quand un pays fait face à une crise, les projets peuvent être perturbés et les partenaires peuvent solliciter une aide d'urgence en attendant que la situation se stabilise.

Types d'activité déployée

Acteurs intervenant en zones à risques (460)			Acteurs intervenant exclusivement en zones à risques (185)		
domaines	nb	%	domaines	nb	%
Action éducative	81	17,61	Accès aux soins, prise en charge médicale	20	10,81
Action sociale enfance, jeunesse	52	11,30	Action éducative	43	23,24
Adduction d'eau potable	89	19,35	Action sociale enfance, jeunesse	25	13,51
Agriculture	54	11,74	Adduction d'eau potable	33	17,84
Agroécologie, agriculture biologique	61	13,26	Collecte/don, équipements éducatifs	24	12,97
Animation, interventions, événements	54	11,74	Construction équipements scolaires	22	11,89
Appui aux organisations paysannes, petits producteurs	70	15,22	Développement local	26	14,05
Assainissement	60	13,04	Équipement eau	18	9,73
Équipement eau	50	10,87	Maraîchage	21	11,35
Maraîchage	51	11,09	Parrainage éducatif, bourse éducative	27	14,59

Nous observons des différences entre les types d'activité les plus déployés par les acteurs en fonction de s'ils interviennent en zones à risques ou exclusivement en zones à risques.

«Appui aux organisations paysannes, coopératives, petits producteurs», «Agroécologie, agriculture biologique», «Assainissement», «Agriculture» et «Animation, interventions, événements» apparaissent dans le top 10 des activités menées par les acteurs intervenant en zones à risques, elles ne figurent pas dans les activités majoritaires des acteurs intervenant uniquement dans ces territoires.

Pour les acteurs intervenant exclusivement en zones à risques, l'accès aux services de base est priorisé. On note qu'une attention particulière est portée sur les questions éducatives.

Investigations complémentaires

À partir des données collectées et compte tenu de la proportion d'acteurs intervenant en zones à risques, nous avons poussé nos investigations en vue d'obtenir davantage de précisions. Ainsi, 39 structures ayant agi ou agissant dans des zones à risques ont été contactées et ce avant fin 2023. Nous présentons ci-après les points saillants de cette investigation.

Pays concernés : Burkina Faso, Haïti, Mali, Myanmar, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Syrie, Tchad, Ukraine, Vénézuéla, Yémen. C'est au Burkina Faso que ces acteurs se sont le plus investis (24 acteurs sur les 39).

Expérience : 5 acteurs ont initié leurs actions dans ces zones avant les années 2000, 12 acteurs à partir des années 2000, 4 acteurs entre 2010-2014 et 4 acteurs depuis 2020.

Continuité de l'intervention : 12 acteurs ont maintenu leurs interventions sans les modifier, 16 acteurs les ont ré-orientées ou ajustées, 11 acteurs y ont mis fin. La réorientation ou l'ajustement des projets porte principalement sur les modalités de mise en œuvre, la modification ou la sélection de partenaires locaux ou la nature des activités.

Relais sur le terrain : En pareille situation, l'appui de personnes ou structures est essentiel à la poursuite des projets. Ces relais sont en premier lieu des partenaires locaux de longue date, des structures publiques locales ou des acteurs français présents sur place (associations, ambassades...). Quelques rares acteurs d'Occitanie effectuent des déplacements sur le terrain dans ces zones (moins de 3%).

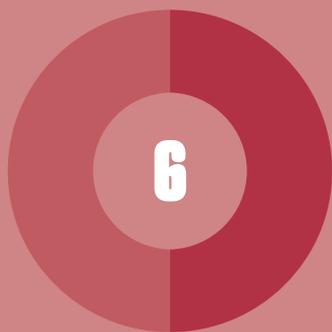
Difficultés : La gestion des imprévus, les changements (règlements, procédures, nominations...), les interdictions de voyager et la sécurité des partenaires sont considérés comme les obstacles ou freins majeurs.

Motifs de l'arrêt de l'activité : Comme indiqué ci-dessus 11 des 39 acteurs interrogés ont cessé leurs activités dans ces territoires. Les trois raisons principales sont la dégradation de la situation sécuritaire, l'insuffisance des financements et la complexité des démarches et du maintien des liens.



À retenir

- Prédominance des interventions dans des pays de la zone sahélienne.
- Les acteurs qui agissent en zones à risques interviennent, en moyenne, dans moins de territoires que tous les acteurs; les acteurs qui agissent uniquement sur ces zones se concentrent sur un seul territoire.
- Seuls 10% de ces acteurs mènent des actions relevant de l'urgence humanitaire. Ils se concentrent majoritairement sur des actions de plus long terme relatives au développement (l'éducation, l'enseignement, la formation, l'agriculture, la souveraineté alimentaire, l'eau et l'assainissement et la santé).
- Les acteurs qui maintiennent leurs interventions dans ces territoires y sont implantés depuis de nombreuses années et s'appuient sur leurs relais locaux.



SYNTHÈSE DE L'ENGAGEMENT DES ACTEURS D'OCCITANIE DANS LE MONDE

Sur la base des données analysées dans les chapitres précédents, nous présentons ci-après et pour chaque région du monde, les quatre données les plus récurrentes pour chacun des items : pays d'intervention, typologie d'acteurs qui œuvrent dans la région, localisation de ces acteurs en Occitanie et types d'activité mise en œuvre.



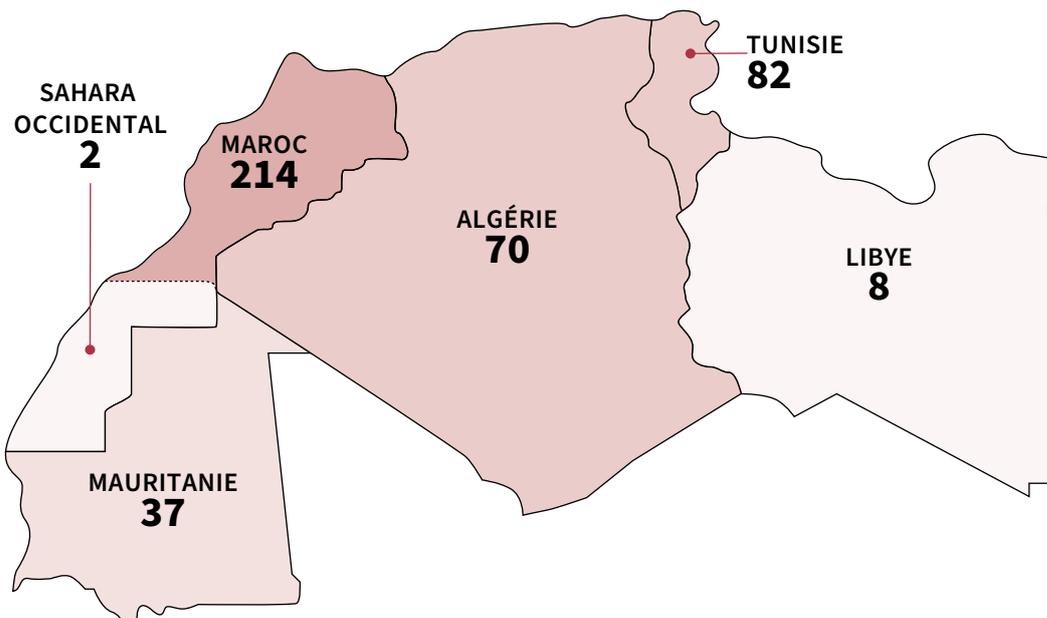
LE CONTINENT AFRICAIN

Afrique du Nord

À SAVOIR

276 acteurs* sont engagés en Afrique du Nord soit 13% des acteurs d'Occitanie.

Le Maroc concentre les trois quarts des acteurs engagés dans cette zone. Le Maroc (4^e) et la Tunisie (10^e) et l'Algérie (12^e) comptent parmi les 12 pays les plus investis tous continents confondus.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales : 130 acteurs (47,10%)

Antennes d'associations nationales : 28 acteurs (10,14%)

Collectivités territoriales : 19 acteurs (6,88%)

À savoir Les collectivités et établissements d'enseignement supérieur représentent moins de 10% des acteurs intervenant dans cette région, néanmoins cette zone est la troisième la plus investie par les collectivités territoriales intervenant à l'international (22,62%) et la première pour les établissements d'enseignement supérieur (68%).



LOCALISATION EN OCCITANIE

Hérault : 111 acteurs (40,22%)

Haute-Garonne : 86 acteurs (31,16%)

Gard : 20 acteurs (7,25%)

À savoir L'Afrique du Nord est la seule région qui place le département de l'Hérault comme première domiciliation des acteurs intervenant sur son territoire.



DOMAINES D'ACTION

Culture : 64 acteurs (23,19%)

Éducation : 63 acteurs (22,83%)

Eau, assainissement : 62 acteurs (22,46%)



ACTIVITÉS

Adduction d'eau potable : 44 acteurs (15,94%)

Cultures et langues : 42 acteurs (15,22%)

Assainissement : 39 acteurs (14,13%)

Animation et organisation d'événements : 39 acteurs (14,13%)



PROFIL TYPE

Association locale héraultaise engagée au Maroc sur des projets d'adduction d'eau potable ou des projets culturels

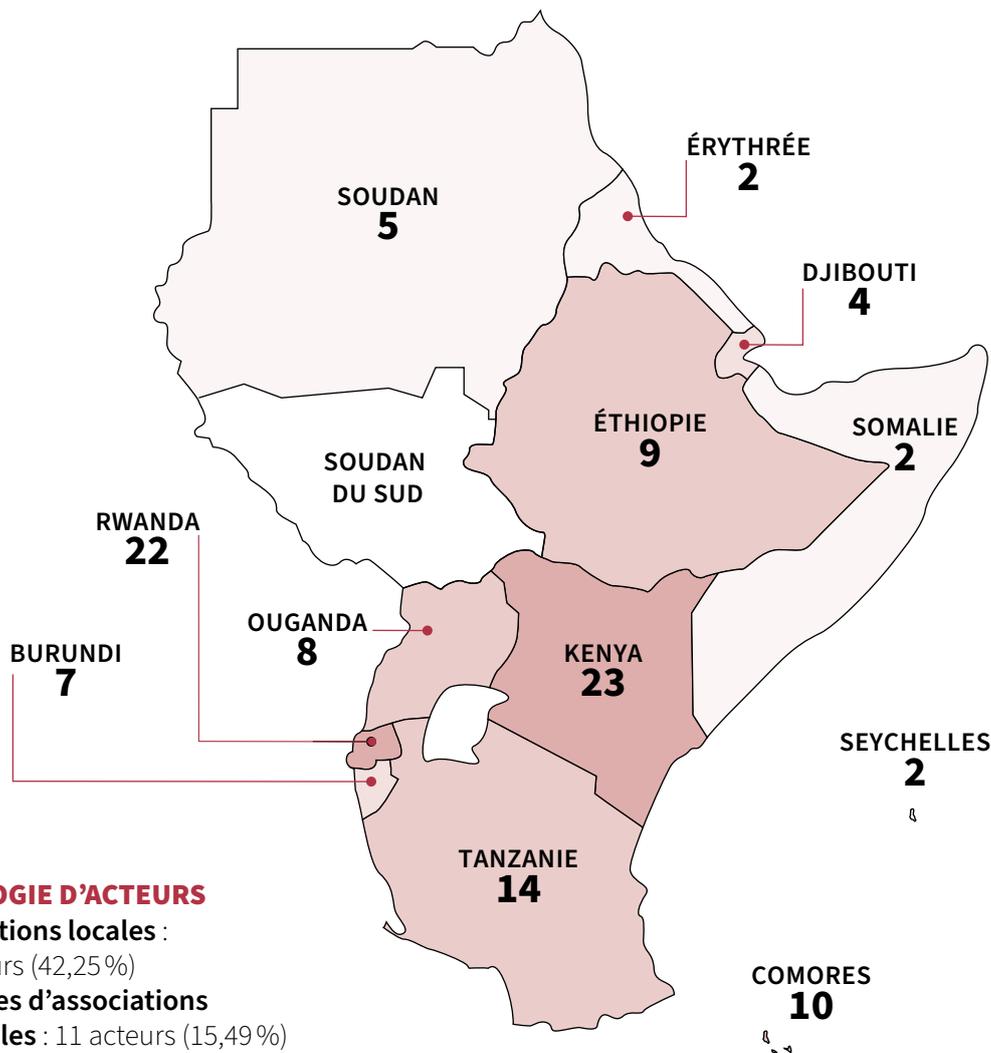
*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

Afrique de l'Est

À SAVOIR

71 acteurs* sont engagés en Afrique de l'Est, soit 3% des acteurs d'Occitanie.

Tous les pays d'Afrique de l'Est sont investis par au moins 1 acteur.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales :

30 acteurs (42,25%)

Antennes d'associations nationales :

11 acteurs (15,49%)

Entreprises, groupements d'entreprises, coopératives :

7 acteurs (9,86%)



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 26 acteurs (36,62%)

Hérault : 18 acteurs (25,35%)

Gard : 6 acteurs (8,45%) ex aequo avec le

Tarn : 6 acteurs (8,45%)



DOMAINES D'ACTION

Agriculture, souveraineté alimentaire :

26 acteurs (36,62%)

Eau, assainissement : 24 acteurs (33,80%)

ex aequo avec Éducation : 24 acteurs (33,80%)

Croissance économique, emploi :

21 acteurs (29,58%)



ACTIVITÉS

Appui aux organisations paysannes, coopératives, petits producteurs :

21 acteurs (29,58%)

Adduction d'eau potable : 16 acteurs (22,54%)

Agriculture, agro-écologie, agriculture biologique : 15 acteurs (21,13%)



PROFIL TYPE

Association locale haut-garonnaise engagée au Kenya sur l'appui aux organisations paysannes et aux petits producteurs

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

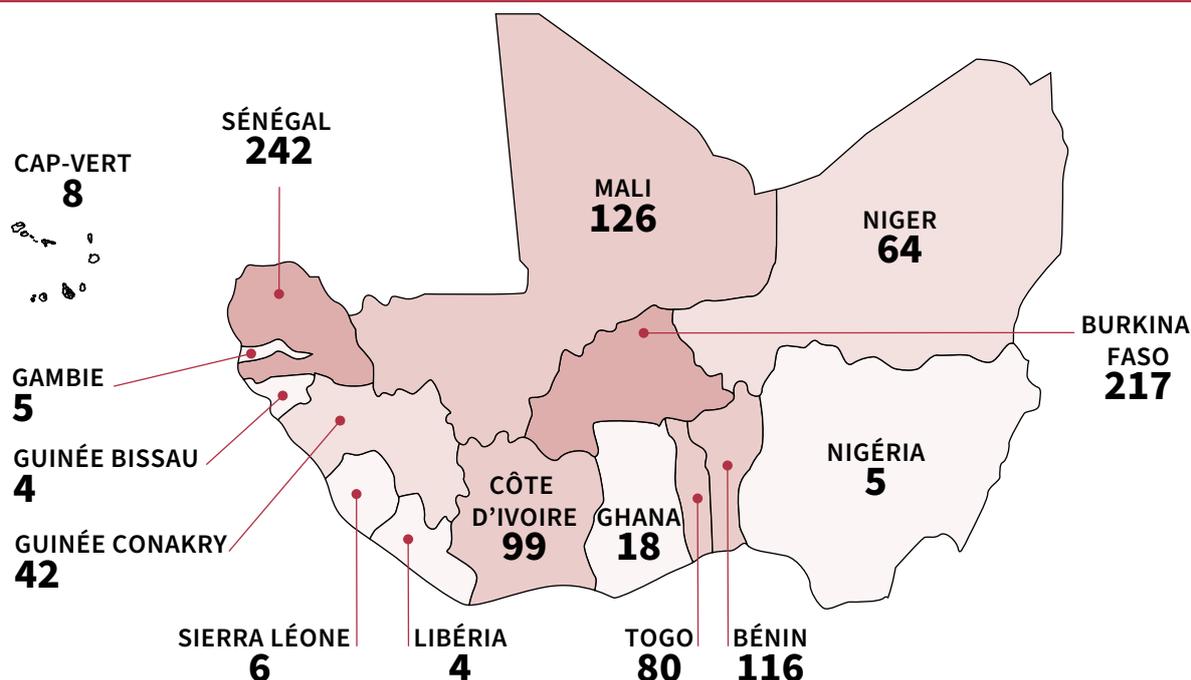
Afrique de l'Ouest

À SAVOIR

656 acteurs* sont engagés en Afrique de l'Ouest soit 30,90% des acteurs d'Occitanie.

En dehors de la France, l'Afrique de l'Ouest est la région du monde qui totalise le plus grand niveau d'engagement (en nombre d'acteurs). Les acteurs qui interviennent en Afrique de l'Ouest ont tendance à intervenir uniquement hors de France.

L'implication des acteurs dans certains pays de la région (Mali, Niger, Burkina notamment) risque de subir une baisse conséquente, compte tenu de la situation géopolitique qu'ils traversent et au regard des dispositions prises en matière de relations diplomatiques avec la France.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales : 412 acteurs (62,80%)

Antennes d'associations nationales : 60 acteurs (9,15%)

Collectivités territoriales : 43 acteurs (6,55%)

À savoir Les 43 collectivités territoriales qui sont engagées en Afrique de l'Ouest représentent la moitié de celles qui sont étudiées dans cette étude (87 au total). L'Afrique de l'Ouest est ainsi un territoire privilégié des actions de coopération et de solidarité internationales des collectivités territoriales d'Occitanie.



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 235 acteurs (35,82%)

Hérault : 138 acteurs (21,04%)

Gard : 63 acteurs (9,60%)



DOMAINES D'ACTION

Éducation :

210 acteurs (32,01%)

Agriculture, souveraineté alimentaire :

175 acteurs (26,68%)

Eau, assainissement :

167 acteurs (25,46%)



ACTIVITÉS

Adduction d'eau potable :

120 acteurs (18,29%)

Action éducative : 109 acteurs (16,62%)

Appui aux organisations paysannes, coopératives, petits producteurs :

87 acteurs (13,62%)



PROFIL TYPE

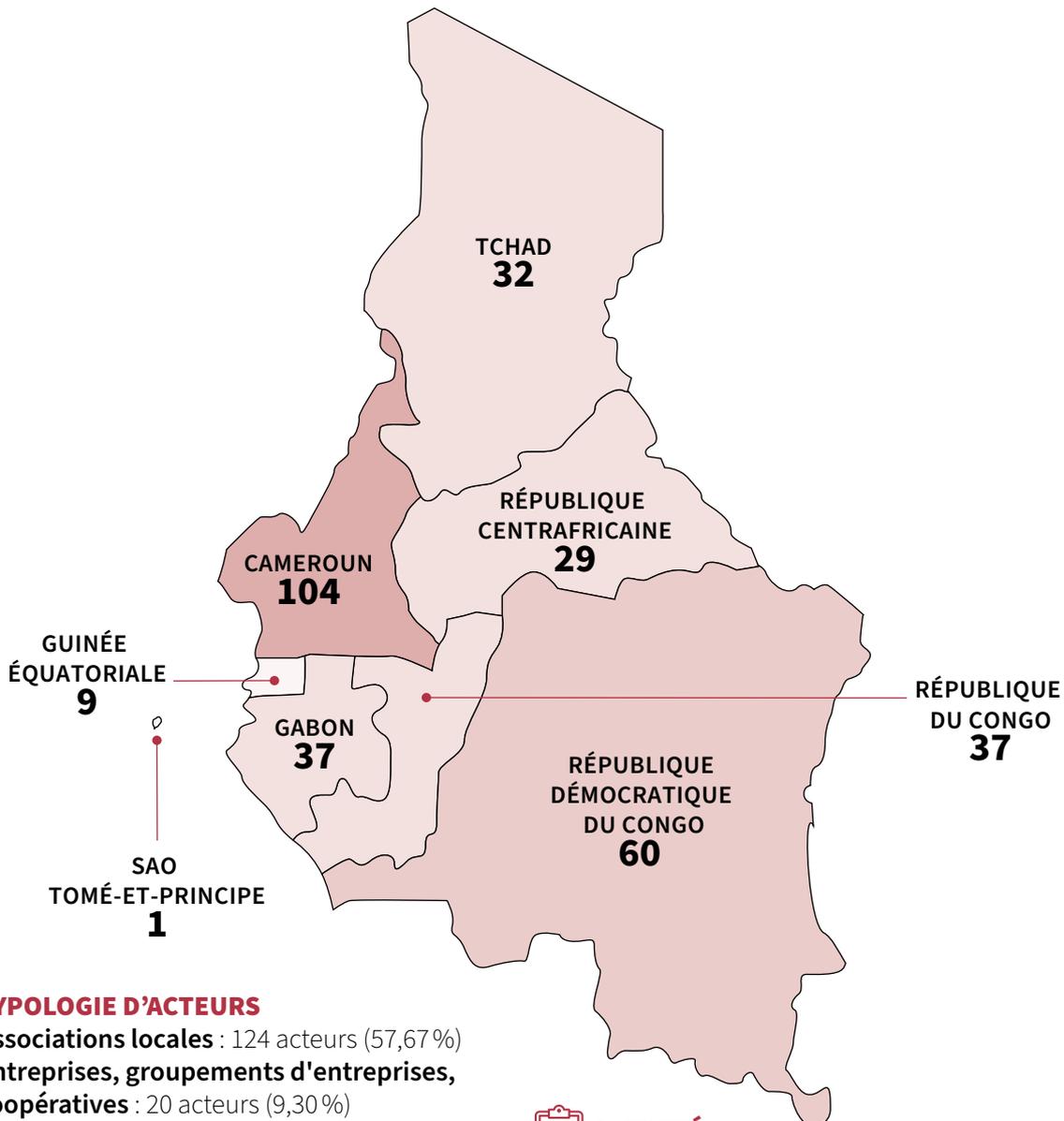
Association locale haut-garonnaise engagée au Burkina Faso sur des projets d'adduction d'eau potable.

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

Afrique Centrale

À SAVOIR

215 acteurs* sont engagés en Afrique centrale soit 10,13% des acteurs d'Occitanie.



TPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales : 124 acteurs (57,67 %)
Entreprises, groupements d'entreprises, coopératives : 20 acteurs (9,30 %)
Antennes d'associations nationales : 19 acteurs (8,84 %)



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 90 acteurs (41,86 %)
Hérault : 47 acteurs (21,86 %)
Gard : 15 acteurs (6,98 %)



DOMAINES D'ACTION

Agriculture - Souveraineté alimentaire : 70 acteurs (32,56 %)
Santé : 52 acteurs (24,19 %)
Éducation : 51 acteurs (23,72 %)



ACTIVITÉS

Appui aux organisations paysannes, coopératives, petits producteurs : 41 acteurs (19,07 %)
Agriculture : 39 acteurs (18,14 %)
Agroécologie, agriculture biologique : 38 acteurs (17,67 %)



PROFIL TYPE

Associations locale haut-garonnaise engagée au Cameroun sur l'appui aux organisations paysannes et aux petits producteurs.

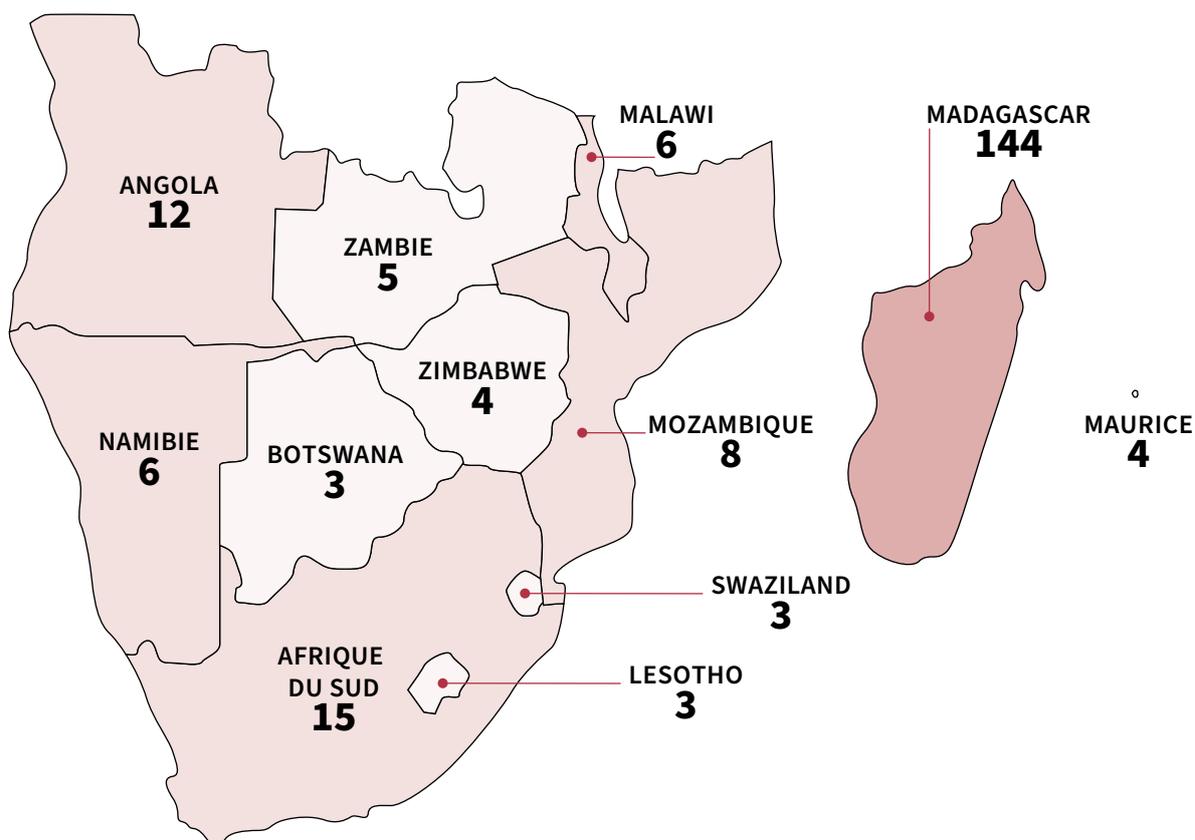
*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

Afrique Australe

À SAVOIR

170 acteurs* sont engagés en Afrique australe, soit 8,01 % des acteurs d'Occitanie.

La plupart des acteurs intervenant en Afrique australe mènent des activités dans d'autres régions du monde. Un tiers d'entre eux (29,41 %) concentrent leurs actions uniquement dans cette zone et un tiers (29,41 %) dans un seul pays de la région. 85 % des acteurs de cette zone interviennent à Madagascar.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales : 81 acteurs (47,65 %)

Antennes d'associations nationales : 33 acteurs (19,41 %)

Entreprises, groupements d'entreprises, coopératives : 16 acteurs (9,41 %)



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 61 acteurs (35,88 %)

Hérault : 44 acteurs (25,88 %)

Gard : 24 acteurs (14,12 %)



DOMAINES D'ACTION

Agriculture - Souveraineté alimentaire : 59 acteurs (34,71 %)

Eau, assainissement : 50 acteurs (29,41 %)

Éducation : 48 acteurs (28,24 %)

ex aequo avec **Enseignement, formation** : 48 acteurs (28,24 %)



ACTIVITÉS

Agroécologie, agriculture biologique : 36 acteurs (21,18 %)

Appui aux organisations paysannes, coopératives, petits producteurs : 35 acteurs (20,59 %)

Action éducative : 34 acteurs (20 %)



PROFIL TYPE

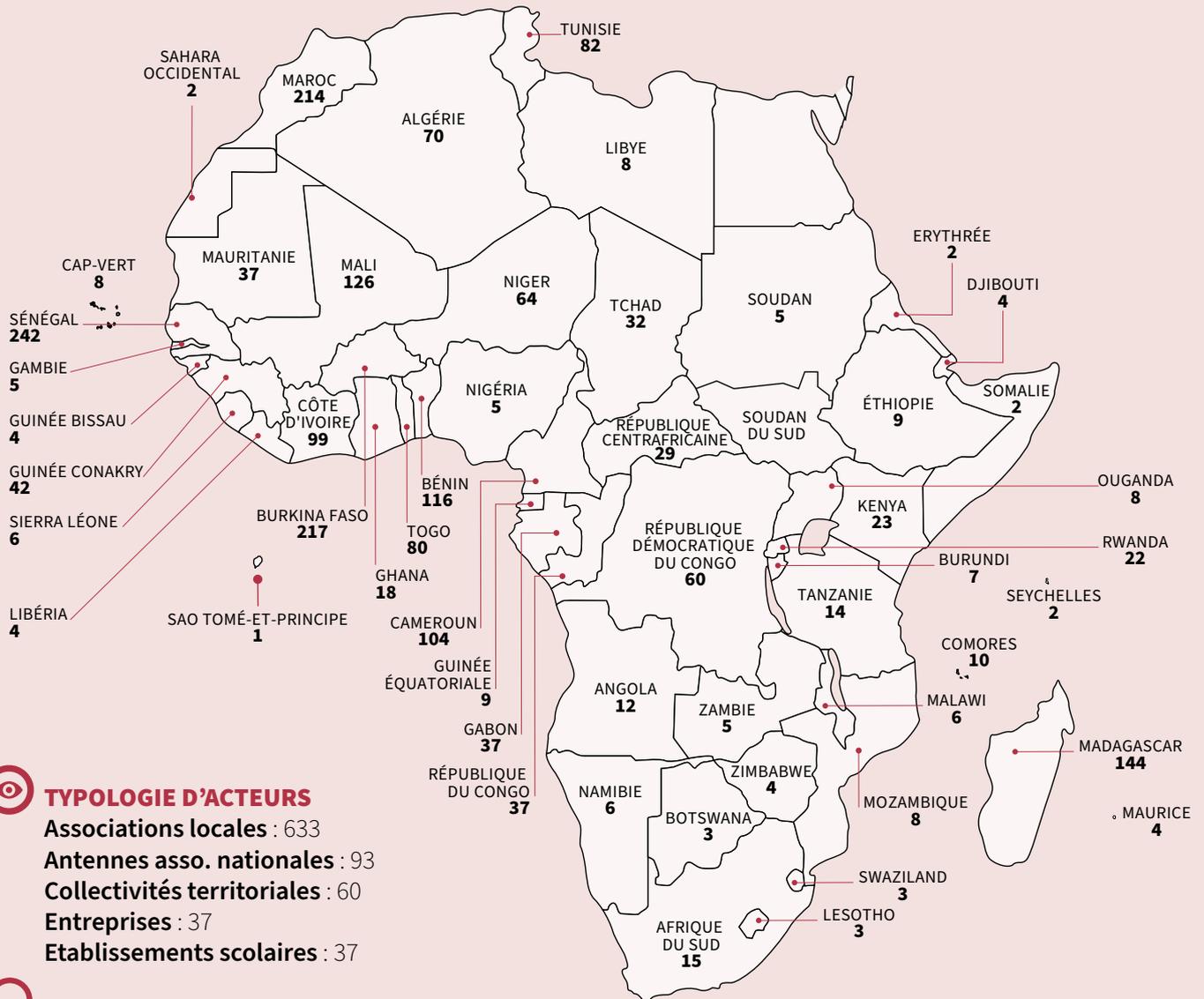
Association locale haut-garonnaise engagée à Madagascar sur des projets d'agroécologie ou d'agriculture biologique.

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

Synthèse de la coopération et de la solidarité internationales en Afrique

À SAVOIR

1 014 structures interviennent en Afrique soit 47,76% de l'échantillon.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

- Associations locales : 633
- Antennes asso. nationales : 93
- Collectivités territoriales : 60
- Entreprises : 37
- Etablissements scolaires : 37



LOCALISATION EN OCCITANIE

- Haute-Garonne : 368
- Hérault : 226
- Gard : 96
- Tarn : 63
- Aude : 51



DOMAINES D'ACTION

- Éducation : 323
- Santé : 232
- Agriculture - Souveraineté alimentaire : 231
- Enseignement, formation : 230
- Eau et assainissement : 222



ACTIVITÉS

- Action éducative : 166
- Adduction d'eau potable : 159
- Animation et organisation d'événements : 140
- Collecte, don, envoi matériel, équipements éducatifs : 137
- Cultures et langues : 119

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

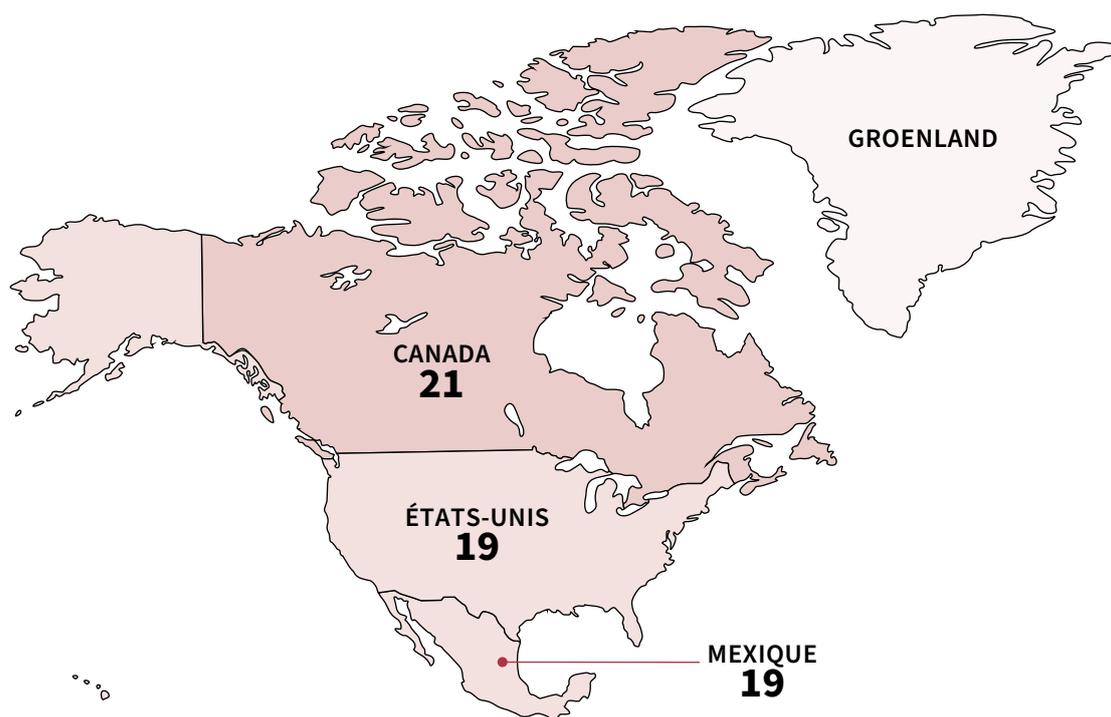
LES AMÉRIQUES

Amérique du Nord

À SAVOIR

54 acteurs* sont engagés en Amérique du Nord soit 2,54 % des acteurs d'Occitanie.

Comme évoqué en préambule, les données concernant cette zone sont très incomplètes car peu ou pas suivies par Occitanie Coopération et ne sont certainement pas représentatives des relations de notre territoire avec ces pays. Aucune action n'a été identifiée aux Bermudes, au Groënland, à Saint-Pierre et Miquelon.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales :

16 acteurs (29,63 %)

Antennes d'associations nationales :

6 acteurs (11,11 %)

Collectivités territoriales :

6 acteurs (11,11 %)

À savoir Près d'un tiers des catégories d'acteurs n'interviennent pas en Amérique du Nord.

À savoir En Amérique du Nord, les secteurs d'intervention sont équivalents à ceux de la zone Europe, mais sensiblement différents des autres régions du monde. Dans ces deux régions, caractérisées par des pays aux niveaux de revenus considérés comme élevés, les domaines d'action sont différents des régions du monde où les revenus des pays sont inférieurs. Cela s'observe également au niveau des types d'activités.



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 23 acteurs (42,59 %)

Hérault : 13 acteurs (24,07 %)

Pyrénées-Orientales : 4 acteurs (7,41 %)

Tarn : 4 acteurs (7,41 %)



DOMAINES D'ACTION

Mobilité, volontariat : 23 acteurs (42,59 %)

Culture : 20 acteurs (37,04 %)

Éducation à la citoyenneté mondiale :

16 acteurs (29,63 %)



ACTIVITÉS

Séjours, chantiers, échanges de jeunes (ECM) : 18 acteurs (33,33 %)

Animation et interventions, organisation d'événements (ECM) : 15 acteurs (27,78 %)

Conférences, débats, rencontres (ECM) : 12 acteurs (22,22 %)



PROFIL TYPE

Association locale haut-garonnaise engagée au Canada dans la mobilité et le volontariat.

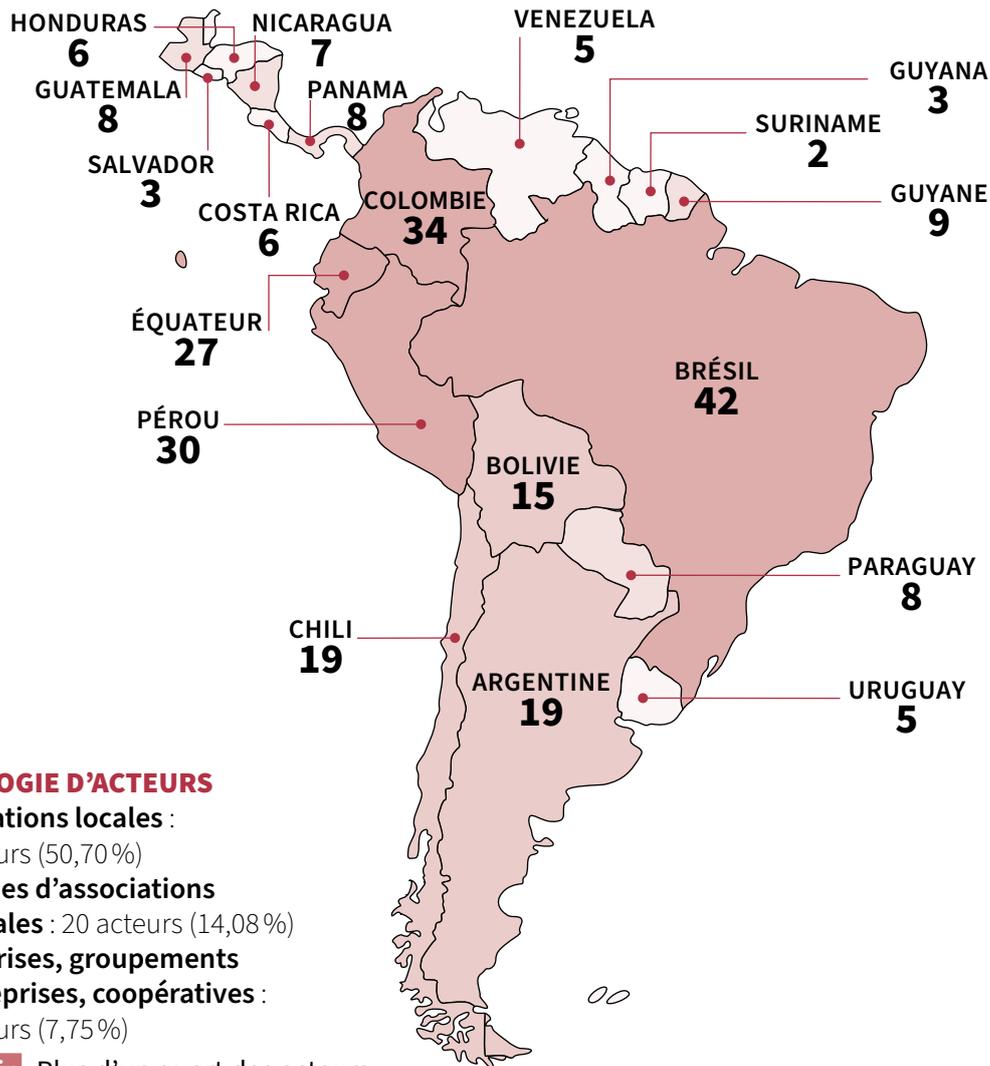
*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

Amérique Centrale et Amérique du Sud

À SAVOIR

142 acteurs* sont engagés en Amérique Centrale et en Amérique du Sud, soit 6,69% des acteurs d'Occitanie.

Aucune action n'a été identifiée au Belize.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales :

72 acteurs (50,70%)

Antennes d'associations

nationales : 20 acteurs (14,08%)

Entreprises, groupements

d'entreprises, coopératives :

11 acteurs (7,75%)

À savoir Plus d'un quart des acteurs économiques interviennent en Amérique centrale ou en Amérique du Sud.



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 58 acteurs (40,85%)

Hérault : 37 acteurs (26,06%)

Gard : 13 acteurs (9,15%)



DOMAINES D'ACTION

Agriculture, souveraineté alimentaire :

39 acteurs (27,46%)

Enseignement, formation :

35 acteurs (24,65%)

Culture : 33 acteurs (23,24%)

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays



ACTIVITÉS

Appui aux organisations paysannes, coopératives, petits producteurs :

21 acteurs (14,79%)

Action sociale/enfance, jeunesse :

21 acteurs (14,79%)

Animation et organisation d'événements :

21 acteurs (14,79%)



PROFIL TYPE

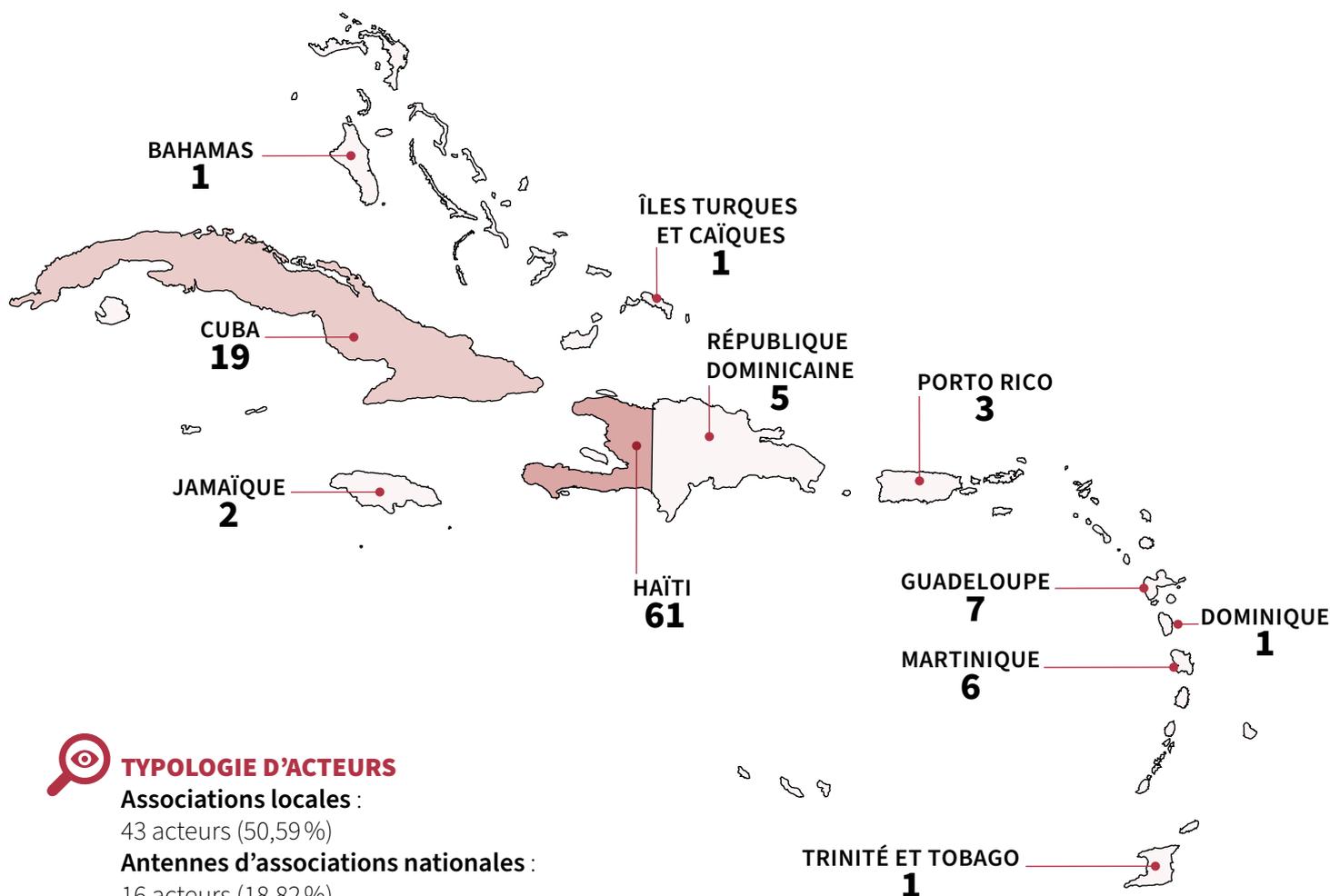
Association locale haut-garonnaise engagée au Brésil sur de l'appui aux organisations paysannes et aux petits producteurs.

Les Caraïbes

À RETENIR

85 acteurs* sont engagés dans la Zone Caraïbes soit 4% des acteurs d'Occitanie.

Aucune action n'est identifiée dans les territoires suivants de la zone Caraïbes : Anguilla, Antigua et Barbade, Antilles néerlandaises, Aruba, Barbade, Grenade, Îles Caïman, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques, Montserrat, Saint-Barthélemy, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte-Lucie.



TPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales :

43 acteurs (50,59%)

Antennes d'associations nationales :

16 acteurs (18,82%)

Entreprise, groupement d'entreprises, coopérative : 8 acteurs (9,41%)



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 35 acteurs (41,18%)

Hérault : 26 acteurs (30,59%)

Gard : 5 acteurs (5,88%)



DOMAINES D'ACTION

Éducation : 27 acteurs (31,76%)

Agriculture, souveraineté alimentaire : 26 acteurs (30,59%)

Eau, assainissement : 25 acteurs (29,41%)



ACTIVITÉS

Agroécologie, agriculture biologique : 19 acteurs (22,35%)

Adduction d'eau potable : 18 acteurs (21,18%)

Action éducative : 17 acteurs (20%)



PROFIL TYPE

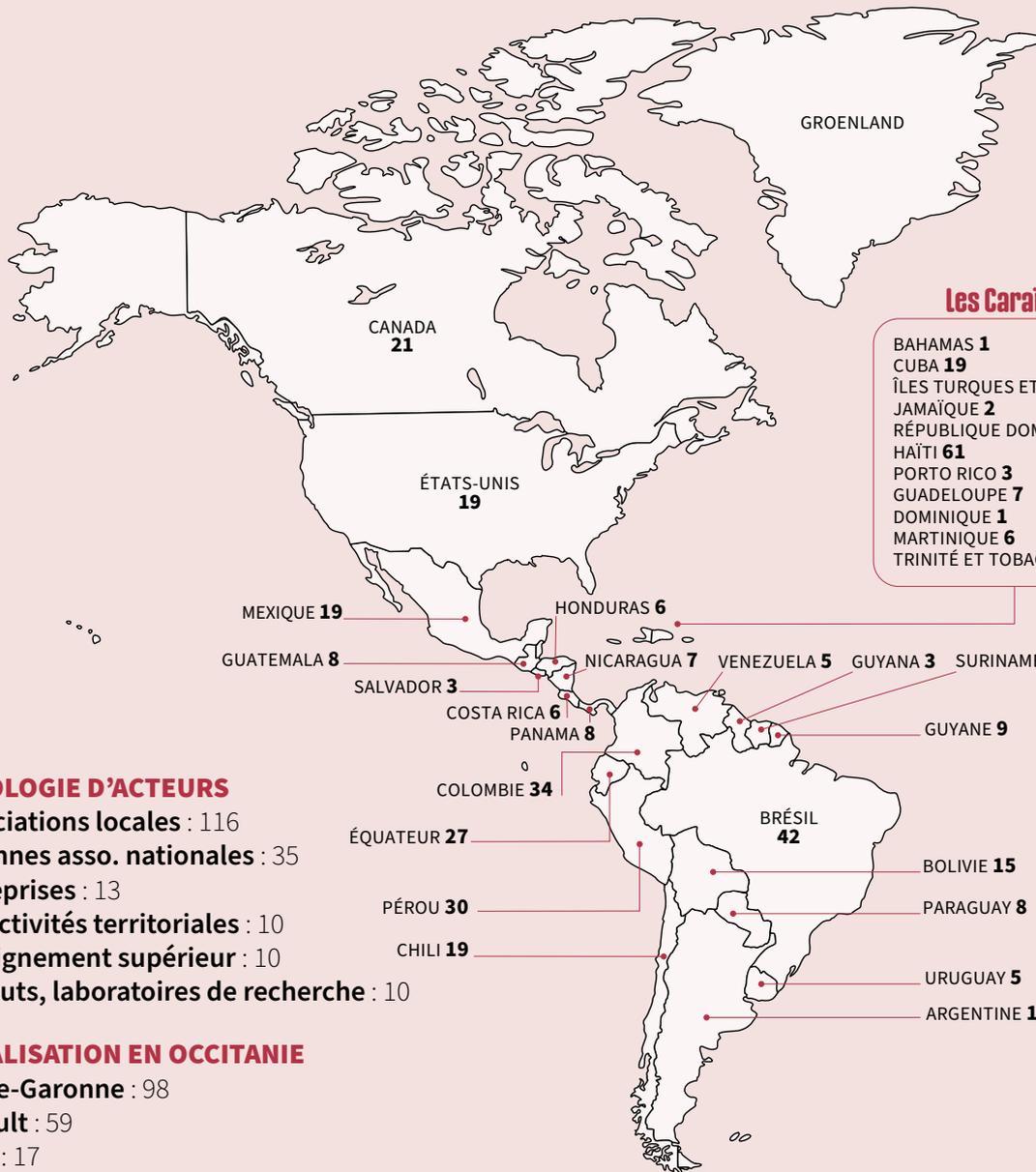
Association locale haut-garonnaise engagée en Haïti sur des projets d'agroécologie, agriculture biologique.

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

Synthèse de la coopération et de la solidarité internationales en Amérique et dans les Caraïbes

À SAVOIR

232 acteurs* interviennent en Amérique et dans les Caraïbes, ce qui représente 10,93% de l'échantillon.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales : 116
 Antennes asso. nationales : 35
 Entreprises : 13
 Collectivités territoriales : 10
 Enseignement supérieur : 10
 Instituts, laboratoires de recherche : 10



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 98
 Hérault : 59
 Gard : 17
 Tarn : 13
 Pyrénées Orientales : 9



DOMAINES D'ACTION

Culture : 63
 Education : 59
 Agriculture, souveraineté alimentaire : 55
 Eau et assainissement : 52
 Enseignement et formation : 48
 Action sociale : 48



ACTIVITÉS

Action sociale, enfance et jeunesse : 36
 Animation et organisation d'événements : 35
 Cultures et langues : 35
 Agroécologie, agriculture biologique : 35
 Appui aux organisations paysannes, coopératives, petits producteurs : 31
 Conférences, débats, rencontres : 31

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

L'EUROPE

À SAVOIR

1354 acteurs* sont engagés en Europe soit 63,78% de l'échantillon observé.

On constate un écart très important entre le premier pays de la liste (France) et les suivants, tous trois pays frontaliers.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales : 433 acteurs (31,98%)

Structures jeunesse : 227 acteurs (16,77%)

Antennes d'associations nationales : 186 acteurs (13,74%)

À retenir Dans l'ensemble des acteurs qui agissent hors de France, les structures jeunesse ne représentent que 1,32%. Les antennes d'associations nationales, les représentations consulaires et les ambassades totalisent 9,75% et les établissements scolaires 7,77%.

97,92% des établissements scolaires intervenant à l'international ciblent prioritairement l'Europe, 43,75% l'Afrique de l'Ouest et 18,75% l'Afrique du Nord.

La moitié (49,43%) des collectivités territoriales privilégie également la zone Europe faisant de cette région leur deuxième territoire de prédilection après l'Afrique de l'Ouest (51,19%).

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 457 acteurs (33,75 %)

Hérault : 271 acteurs (20,01 %)

Tarn : 121 acteurs (8,94 %)



DOMAINES D'ACTION

Éducation à la citoyenneté mondiale :
643 acteurs (47,49 %)

Culture : 432 acteurs (31,91 %)

Mobilité, volontariat : 360 acteurs (26,59 %)



ACTIVITÉS

Animation et interventions, organisation d'événements en ECM : 588 acteurs (43,43 %)

Sensibilisation, campagne d'opinion, plaidoyer, mobilisation sociale :

343 acteurs (25,33 %)

Séjours, chantiers, échanges de jeunes :

319 acteurs (23,56 %)

Caractérisation des 1354 acteurs intervenant en Europe

zones d'intervention	nombre d'acteurs	% des acteurs intervenant en Europe (1354)	% de l'échantillon général (2123)
un seul des pays d'Europe	1336	98,67	62,93
uniquement en Europe	845	62,41	39,80
en France	1269	93,72	59,77
uniquement en France	749	55,32	35,28

LECTURE DU TABLEAU

845 structures interviennent uniquement en Europe, soit 62,41% des 1354 structures qui ont choisi ce continent et 39,80% de l'échantillon total étudié (2123 acteurs).

À retenir En Europe, les activités s'inscrivent majoritairement dans les domaines de l'éducation à la citoyenneté mondiale, la culture, la mobilité internationale des jeunes, et l'éducation. Cette région du monde est la plus investie (1354 acteurs) avant l'Afrique de l'Ouest (656 acteurs).



PROFIL TYPE

Association locale haut-garonnaise engagée en France dans l'éducation à la citoyenneté mondiale.

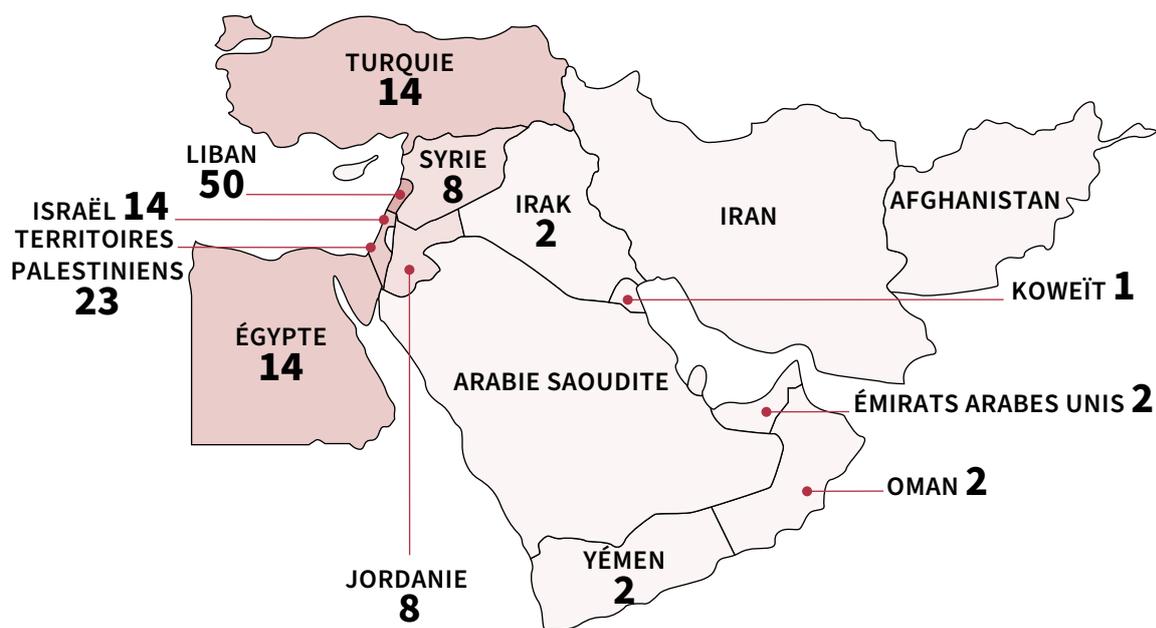
*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

LE PROCHE ET MOYEN ORIENT

À SAVOIR

97 acteurs* sont engagés au Proche ou Moyen Orient soit 4,57% des acteurs d'Occitanie.

Aucune action n'est identifiée en Arabie Saoudite, à Bahreïn, en Iran, au Qatar.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales : 41 acteurs (42,27%)

Collectivités territoriales : 18 acteurs (18,56%)

Antennes d'associations nationales : 13 acteurs (13,40%)

À noter La présence en seconde position des collectivités territoriales. Le Moyen et le Proche Orient sont ainsi la quatrième zone privilégiée des collectivités territoriales intervenant à l'international (21,43% d'entre elles).



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 35 acteurs (36,08%)

Hérault : 27 acteurs (27,84%)

Aude : 7 acteurs (7,22%)

À noter Même si la proportion d'acteurs originaires de l'Aude dans cette zone est faible, leur présence dans le top 3 des départements d'origine est à noter.



ACTIVITÉS

Eau et assainissement : 22 acteurs (22,68%)

Adduction d'eau potable : 21 acteurs (21,65%)

Équipement eau : 17 acteurs (17,53%)



PROFIL TYPE

Association locale haut-garonnaise engagée au Liban dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.



DOMAINES D'ACTION

Eau, assainissement : 31 acteurs (31,96%)

Agriculture, souveraineté alimentaire : 18 acteurs (18,56%)

Culture : 18 acteurs (18,56%)

Santé : 18 acteurs (18,56%)

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

L'ASIE

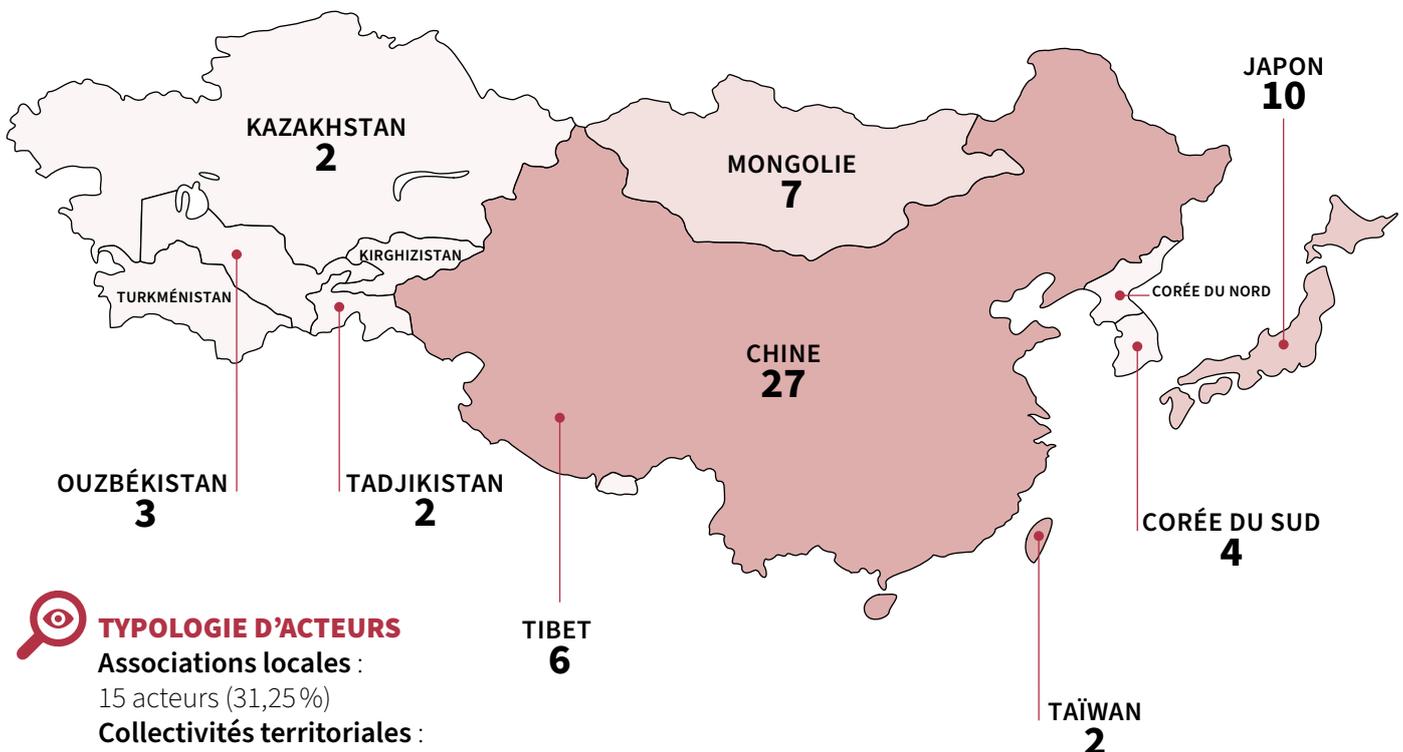
Asie du Nord-Est et Asie centrale

À SAVOIR

48 acteurs* sont engagés en Asie du Nord-Est et en Asie centrale soit 2,26% des acteurs d'Occitanie.

Les acteurs intervenant dans cette région interviennent également en Afrique du Nord : 52,08 % d'entre eux interviennent au Maroc et 20,83 % en Tunisie.

Aucune action n'est identifiée en Corée du Nord, au Kirghizistan et au Turkménistan.



TPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales :

15 acteurs (31,25%)

Collectivités territoriales :

10 acteurs (20,83%)

Antennes d'associations nationales :

5 acteurs (10,42%)



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 17 acteurs (35,42%)

Hérault : 13 acteurs (27,08%)

Tarn : 3 acteurs (6,25%)

Tarn-et-Garonne : 3 acteurs (6,25%)

À noter Même si la proportion d'acteurs originaires du Tarn-et-Garonne dans cette zone est faible, leur présence dans le top 3 des départements d'origine est à noter.



DOMAINES D'ACTION

Culture : 14 acteurs (29,17%)

Enseignement, formation :

14 acteurs (29,17%)

Patrimoine : 11 acteurs (22,92%)



ACTIVITÉS

Cultures et langues : 10 acteurs (20,83%)

Assainissement : 9 acteurs (18,75%)

Patrimoine bâti : 8 acteurs (16,67%)

Adduction d'eau potable : 8 acteurs (16,67%)

Coopération entre établissements (enseignement/formation) :

8 acteurs (16,67%)

Animation et organisation d'événements :

8 acteurs (16,67%)



PROFIL TYPE

Association locale haut-garonnaise engagée en Chine sur des projets culturels.

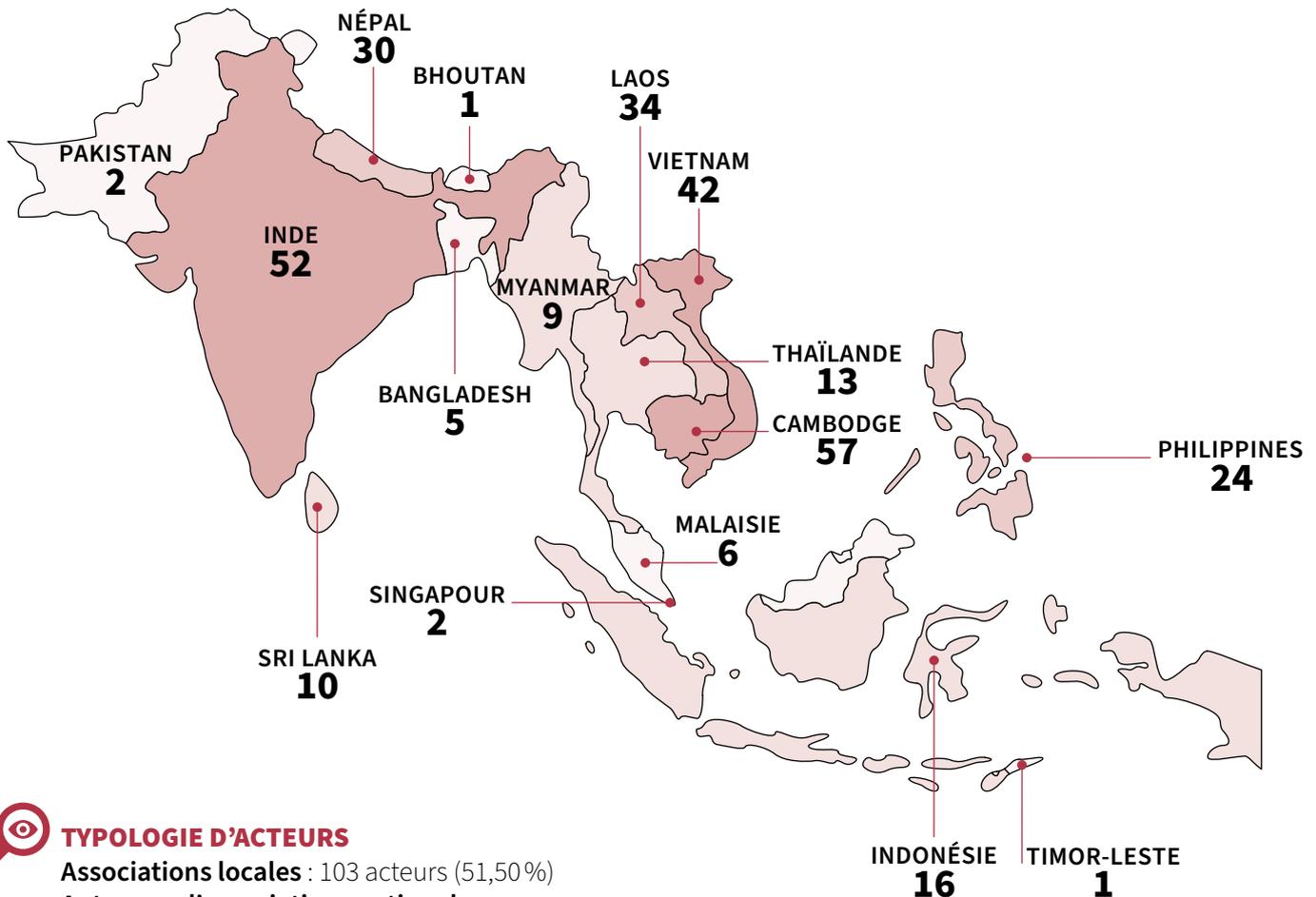
*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

Asie du Sud et du Sud-Est

À SAVOIR

200 acteurs* sont engagés en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est soit 9,42 % des acteurs d'Occitanie.

Aucun acteur n'est engagé dans les 6 autres territoires de cette grande région : Bornéo, Brunei Darussalam, Cachemire, Maldives, Nouvelle-Guinée.



TPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales : 103 acteurs (51,50 %)

Antennes d'associations nationales :

35 acteurs (17,50 %)

Enseignement supérieur : 15 acteurs (7,50 %)

À savoir 60% des acteurs de l'enseignement supérieur interviennent dans cette région.



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 82 acteurs (41 %)

Hérault : 46 acteurs (23 %)

Gard : 16 acteurs (8 %)



DOMAINES D'ACTION

Éducation : 56 acteurs (28 %)

Enseignement, formation :

49 acteurs (24,50 %)

Santé : 47 acteurs (23,50 %)



ACTIVITÉS

Action éducative : 35 acteurs (17,50 %)

Action sociale enfance, jeunesse :

29 acteurs (14,50 %)

Adduction d'eau potable : 26 acteurs (13 %)



PROFIL TYPE

Association locale haut-garonnaise engagée au Cambodge sur des actions éducatives.

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays

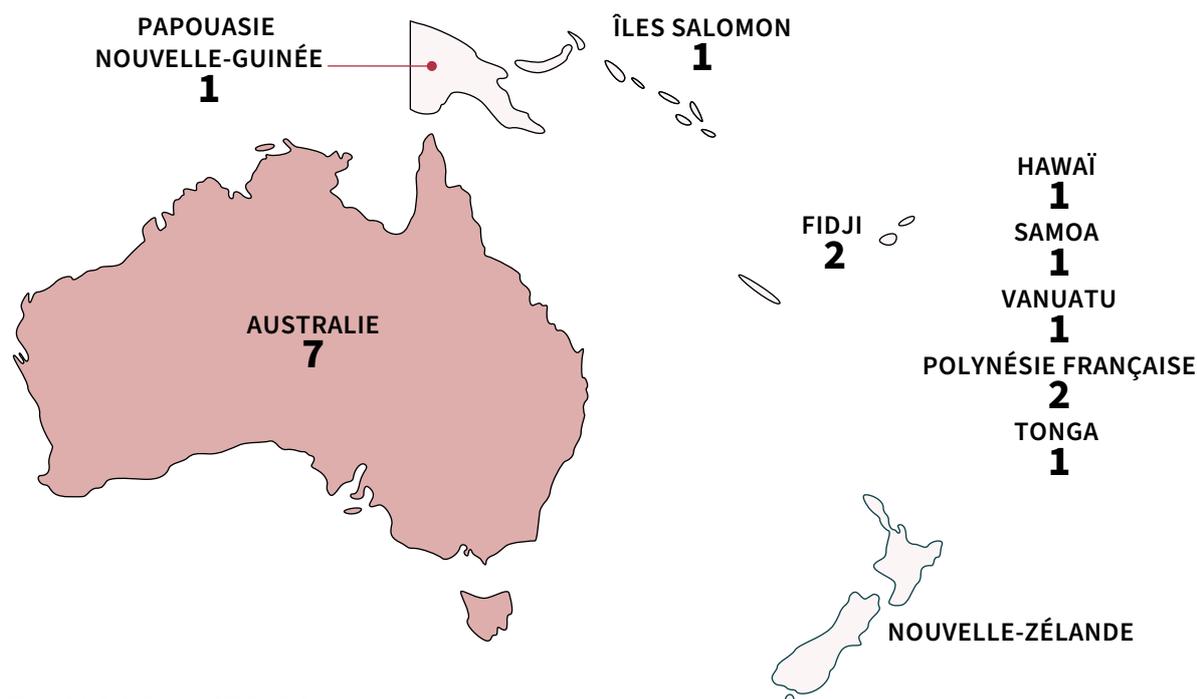
L'Océanie

À RETENIR

11 acteurs* sont engagés en Océanie soit 0,52% des acteurs d'Occitanie.

Aucune action n'a été identifiée dans les territoires suivants : Îles Cook, Îles Marquises, Îles Marshall, Kiribati, Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle Zélande, Palau, Tuvalu, Wallis et Futuna.

Aucun acteur n'est identifié en Nouvelle-Zélande. Pour autant, les coopérations universitaires conclues avec la France laissent supposer que les universités et équipes de recherche d'Occitanie sont concernées. Occitanie Coopération ne dispose pas de ces données actuellement.



TYPOLOGIE D'ACTEURS

Associations locales : 3 acteurs (27,27%)

Antennes d'associations nationales :

2 acteurs (18,18%)

Consultants, experts, bureaux d'études :

2 acteurs (18,18%)

À savoir La totalité des acteurs qui mènent des actions en Océanie correspondent à moins de 0,52% de l'ensemble des acteurs étudiés.



LOCALISATION EN OCCITANIE

Haute-Garonne : 3 acteurs (27,27%)

Tarn : 2 acteurs (18,18%)

Tarn-et-Garonne : 2 acteurs (18,18%)



DOMAINES D'ACTION

Appui - Conseil - Formation auprès des acteurs français : 4 acteurs (36,36%)

Culture : 4 acteurs (36,36%)

Éducation à la citoyenneté mondiale : 4 acteurs (36,36%)



ACTIVITÉS

Animation et organisation d'événements

ECM : 4 acteurs (36,36%)

Appui auprès des collectivités territoriales, des établissements publics, des institutions : 3 acteurs (27,27%)

Appui auprès des entreprises, acteurs économiques : 3 acteurs (27,27%)

Gestion des ressources naturelles : 3 acteurs (27,27%)

Préservation/protection de l'environnement : 3 acteurs (27,27%)

Assainissement : 3 acteurs (27,27%)

Gestion rationnelle des ressources en eau : 3 acteurs (27,27%)



PROFIL TYPE

Association locale haut-garonnaise engagée en Australie dans le domaine de l'appui, conseil, formation.

*Un acteur peut intervenir dans plusieurs pays



SYNTHÈSE PAR TYPOLOGIE D'ACTEURS



Associations

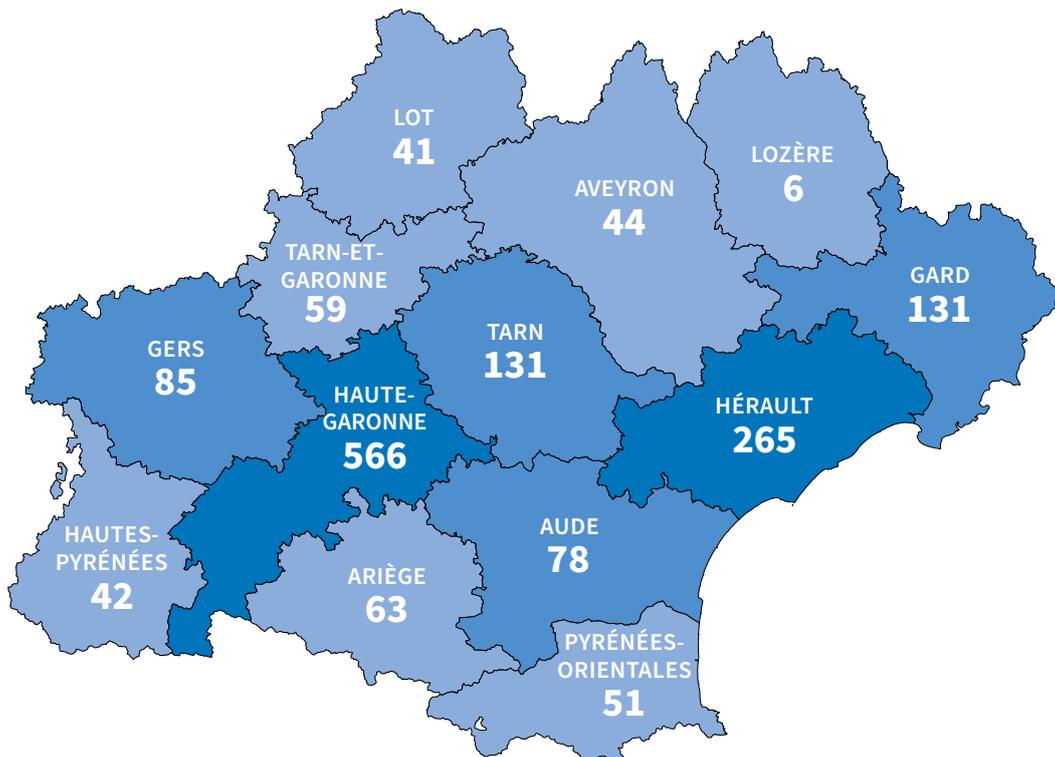
Avec 1562 acteurs (73,58%), le secteur associatif est le plus représenté au sein de la dynamique régionale. Près de la moitié (46,77%) sont des associations locales. Réparties sur l'ensemble du territoire d'Occitanie, les associations sont majoritairement présentes en Haute-Garonne et dans l'Hérault. Les acteurs de ce secteur se concentrent principalement sur les métropoles de Toulouse et Montpellier et dans les préfetures et sous-préfetures.

STRUCTURES REGROUPÉES DANS CETTE CATÉGORIE

- associations locales
- antennes d'associations nationales
- structures jeunesse
- associations étudiantes
- réseaux et collectifs associatifs
- comités de jumelage
- organisations de solidarité internationale issues de l'immigration



LOCALISATION EN OCCITANIE



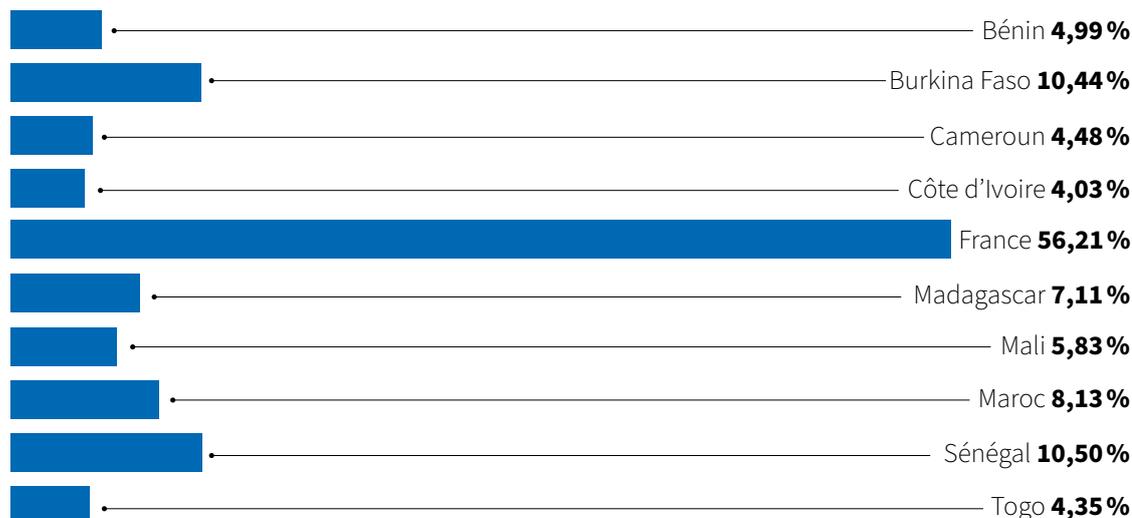
ZONE D'INTERVENTION

531 acteurs
soit **33,99%**
interviennent
uniquement
en France

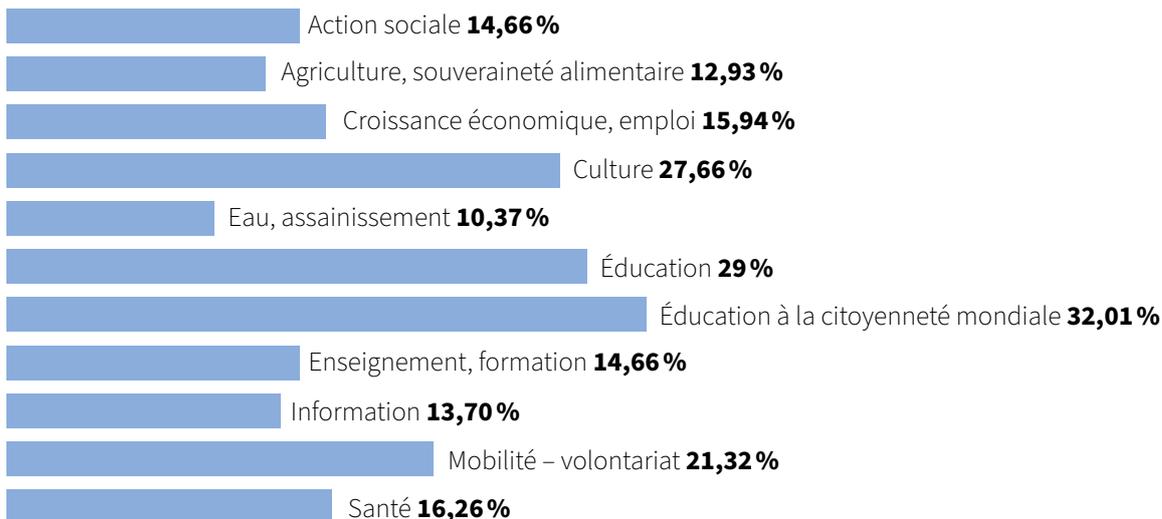
684 acteurs
soit **43,79%**
interviennent
uniquement
hors de France



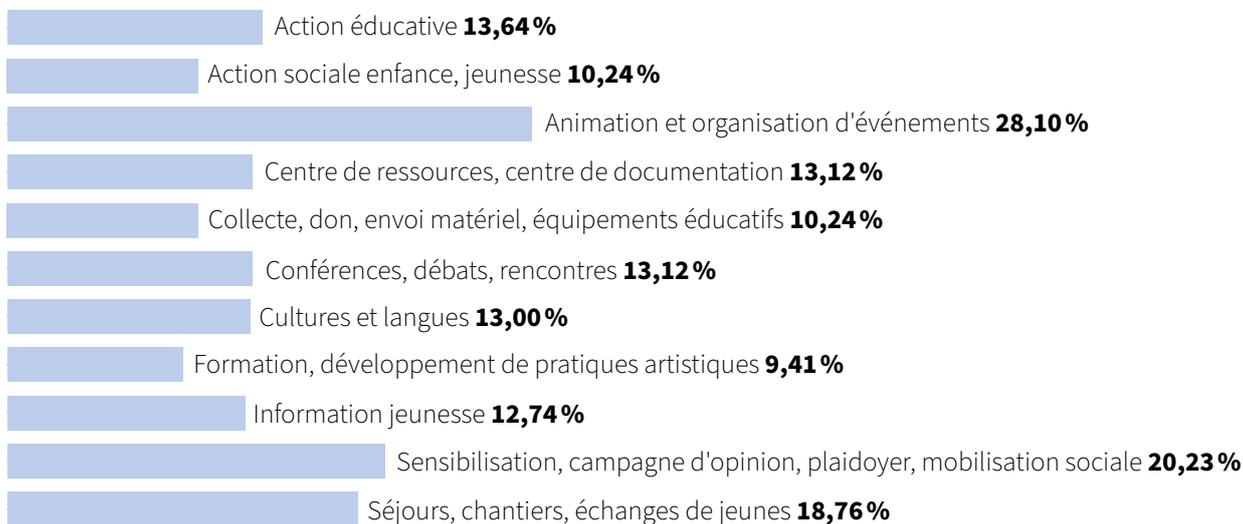
PAYS CIBLE



DOMAINES D'ACTION



TYPES D'ACTIVITÉ



État et collectivités

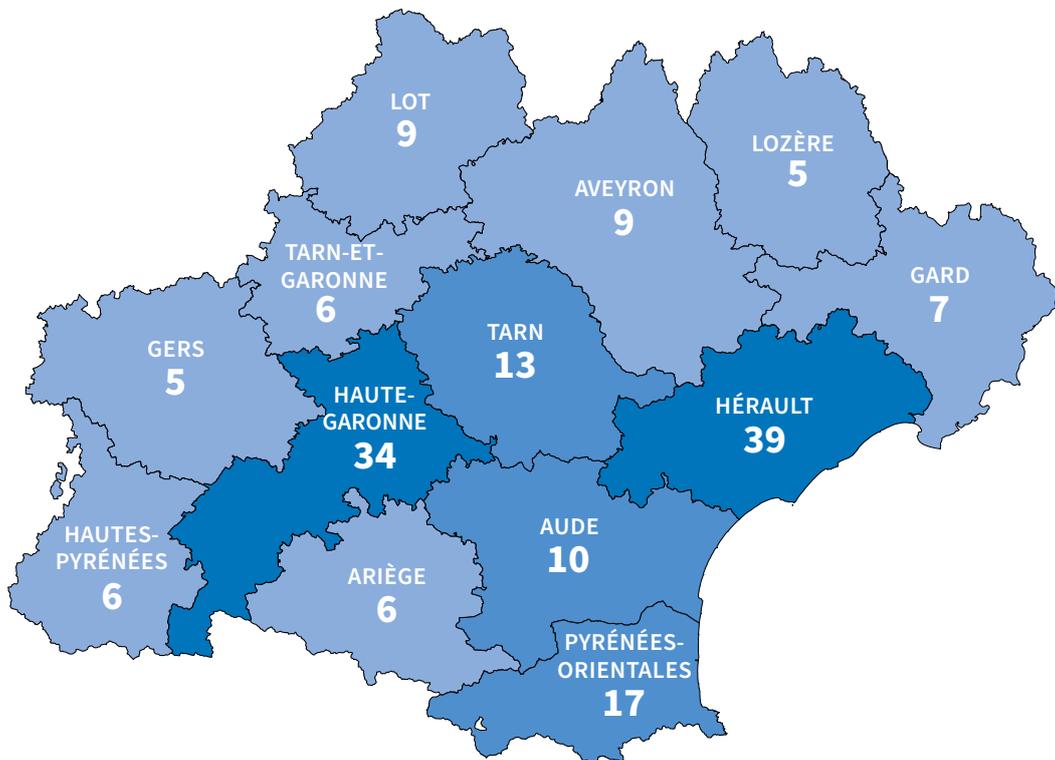
Les 166 acteurs de cette catégorie représentent 7,82% des acteurs de la coopération et de la solidarité internationales d'Occitanie. Il s'agit majoritairement des collectivités territoriales (52,41%). Les actions et projets sont orientés principalement sur l'eau et l'assainissement (37,35%). C'est également le secteur le plus engagé sur les actions en faveur des services de base (66,27%).

STRUCTURES REGROUPÉES DANS CETTE CATÉGORIE

- collectivités territoriales
- services déconcentrés de l'État
- agences et organismes publics
- établissements publics de coopération intercommunale



LOCALISATION EN OCCITANIE



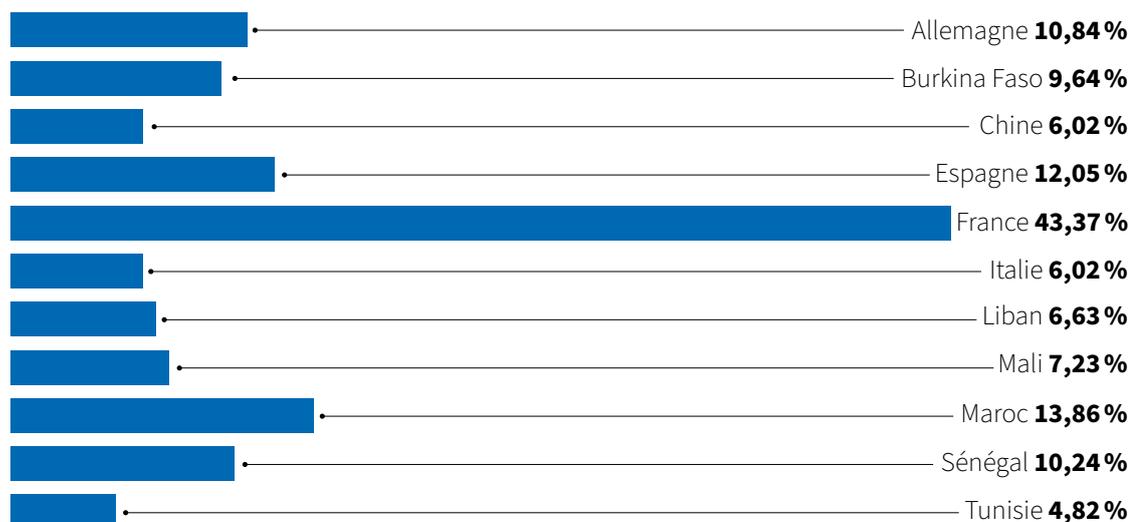
ZONE D'INTERVENTION

60 acteurs
soit **36,14%**
interviennent
uniquement
en France

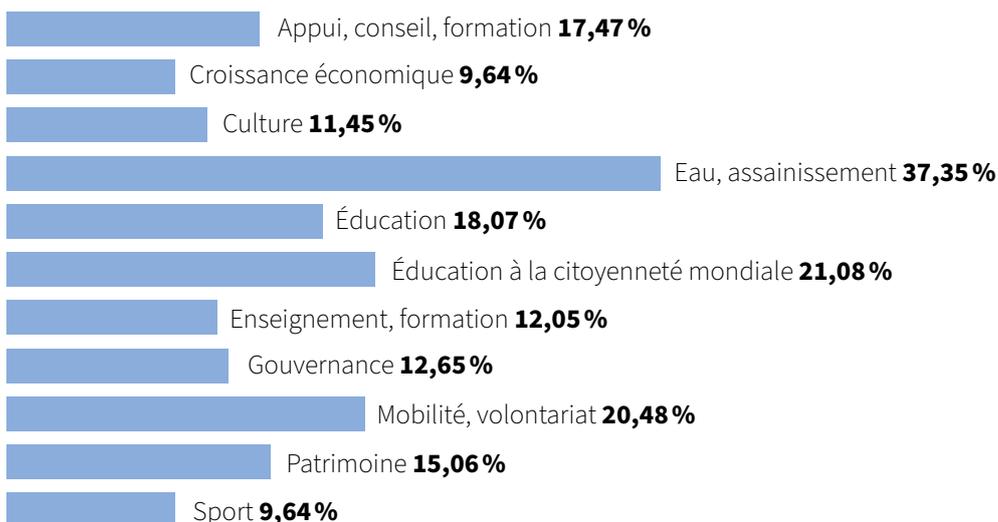
94 acteurs
soit **56,63%**
interviennent
uniquement
hors de France



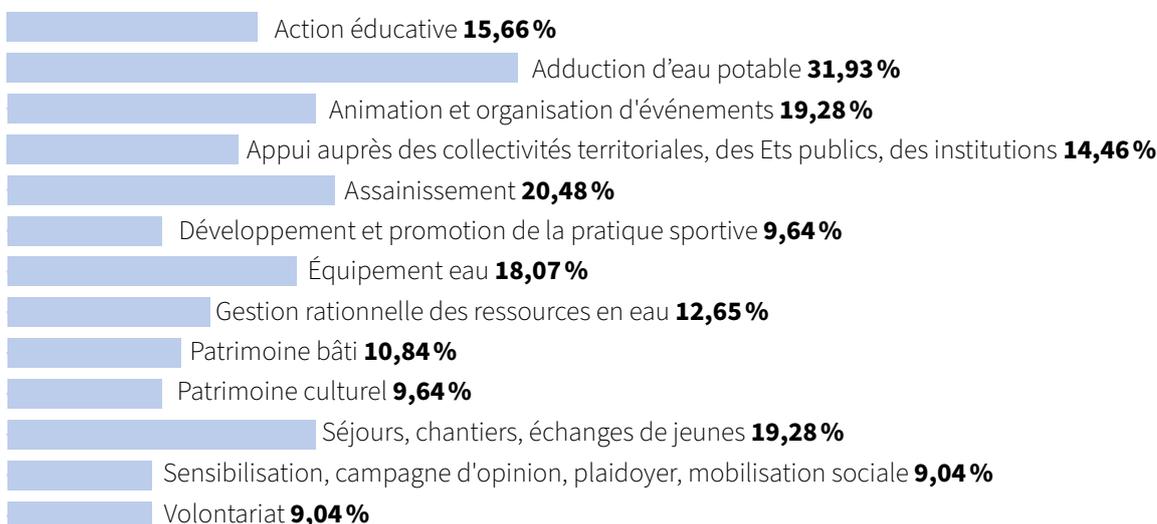
PAYS CIBLE



DOMAINES D'ACTION



TYPES D'ACTIVITÉ



Éducation, enseignement, recherche et santé

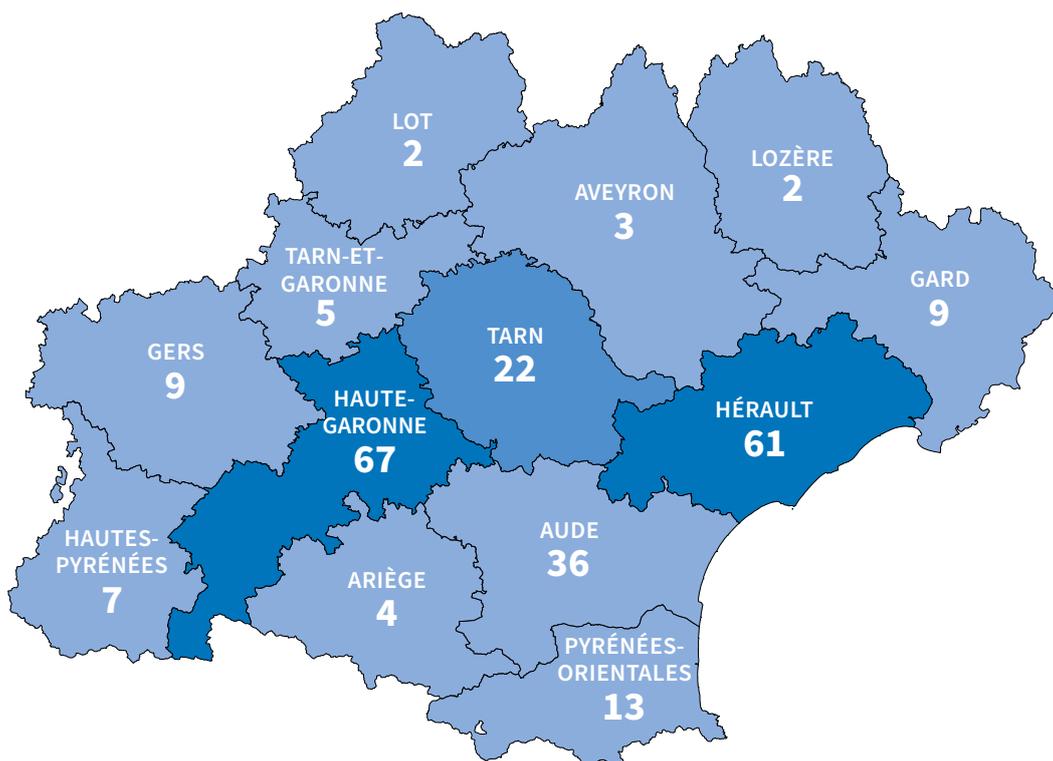
Ce secteur occupe la deuxième position en termes de nombre d'acteurs investis dans la coopération et la solidarité internationales comptabilisant 240 acteurs, soit 11,30%. 66,25% d'entre eux sont des établissements scolaires ce qui correspond à 3% de ces établissements en Occitanie. Les activités sont déployées sur le territoire régional et le plus souvent dans les classes. Un peu moins d'un tiers d'entre eux intervient à l'international et essentiellement en Europe.

STRUCTURES REGROUPÉES DANS CETTE CATÉGORIE

- établissements scolaires
- établissements de l'enseignement supérieur, instituts et laboratoires de recherche
- centres de formation ou d'apprentissage
- réseaux et associations d'établissements d'enseignement
- hôpitaux et centres de soins



LOCALISATION EN OCCITANIE



ZONE D'INTERVENTION

135 acteurs
soit **14,58%**
interviennent
uniquement
en France

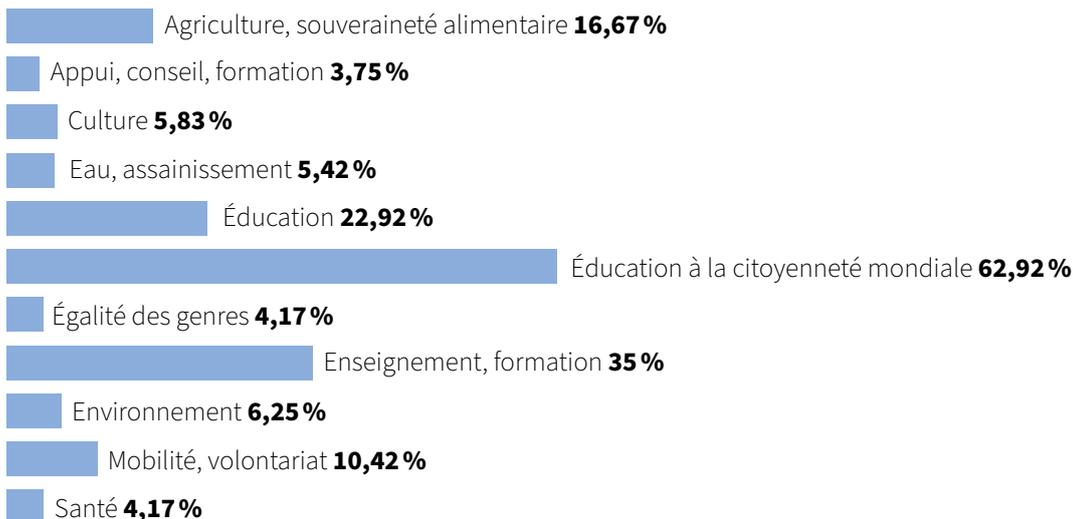
39 acteurs
soit **16,25%**
interviennent
uniquement
hors de France



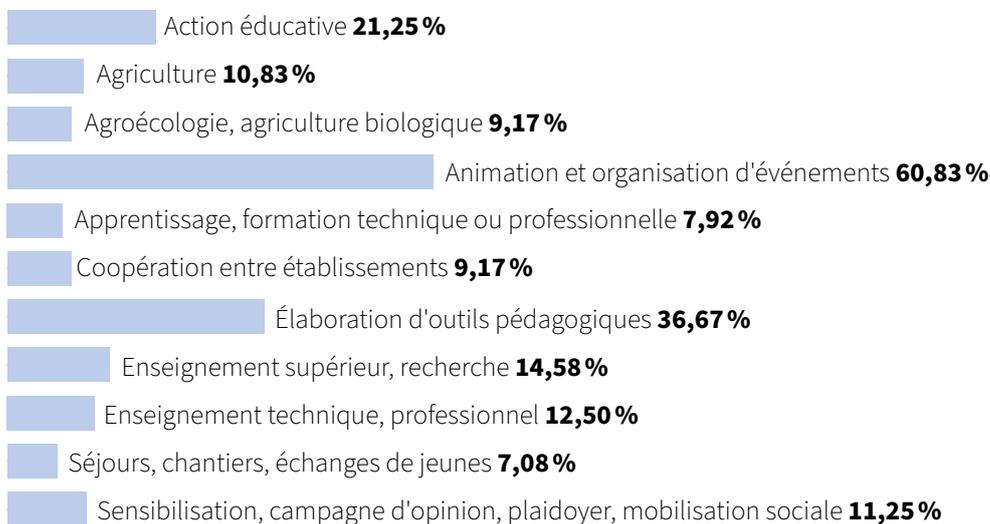
PAYS CIBLE



DOMAINES D'ACTION



TYPES D'ACTIVITÉ



Acteurs économiques

Cette catégorie totalise 91 acteurs soit 4,29% des 2123 acteurs étudiés. Ils sont situés dans les aires d'attraction des villes (98%) et interviennent pour plus d'un quart d'entre eux en Amérique centrale et en Amérique du Sud. C'est la deuxième catégorie d'acteurs à intervenir en zones de crise après le secteur associatif. La moitié d'entre eux mènent des actions d'appui-conseil en particulier dans les phases d'études et de conception. À noter que le secteur économique est engagé dans les domaines d'action les plus diversifiés.

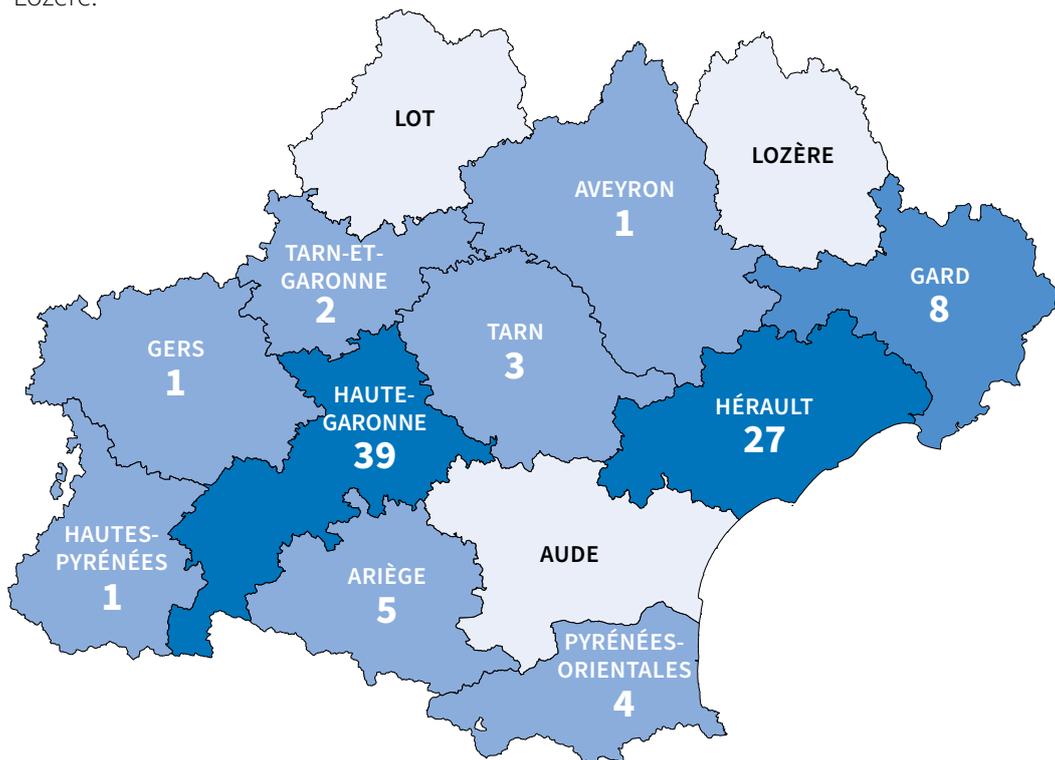
STRUCTURES REGROUPÉES DANS CETTE CATÉGORIE

- entreprises
- groupements d'entreprise et coopératives
- consultants, experts et bureaux d'études
- syndicats professionnels



LOCALISATION EN OCCITANIE

Aucun acteur de cette catégorie n'est identifié au 31 décembre 2023 dans l'Aude, le Lot et la Lozère.



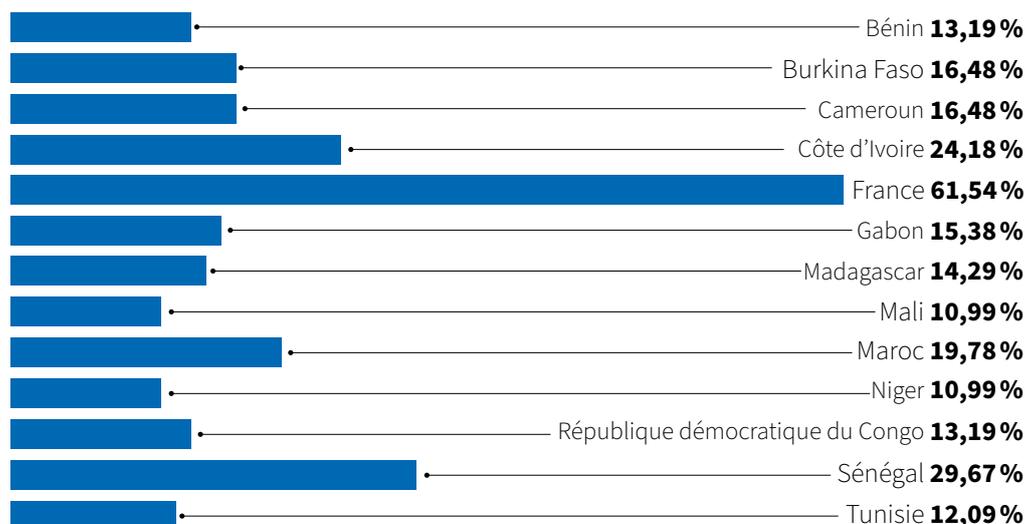
ZONE D'INTERVENTION

26 acteurs
soit **28,57%**
interviennent
uniquement
en France

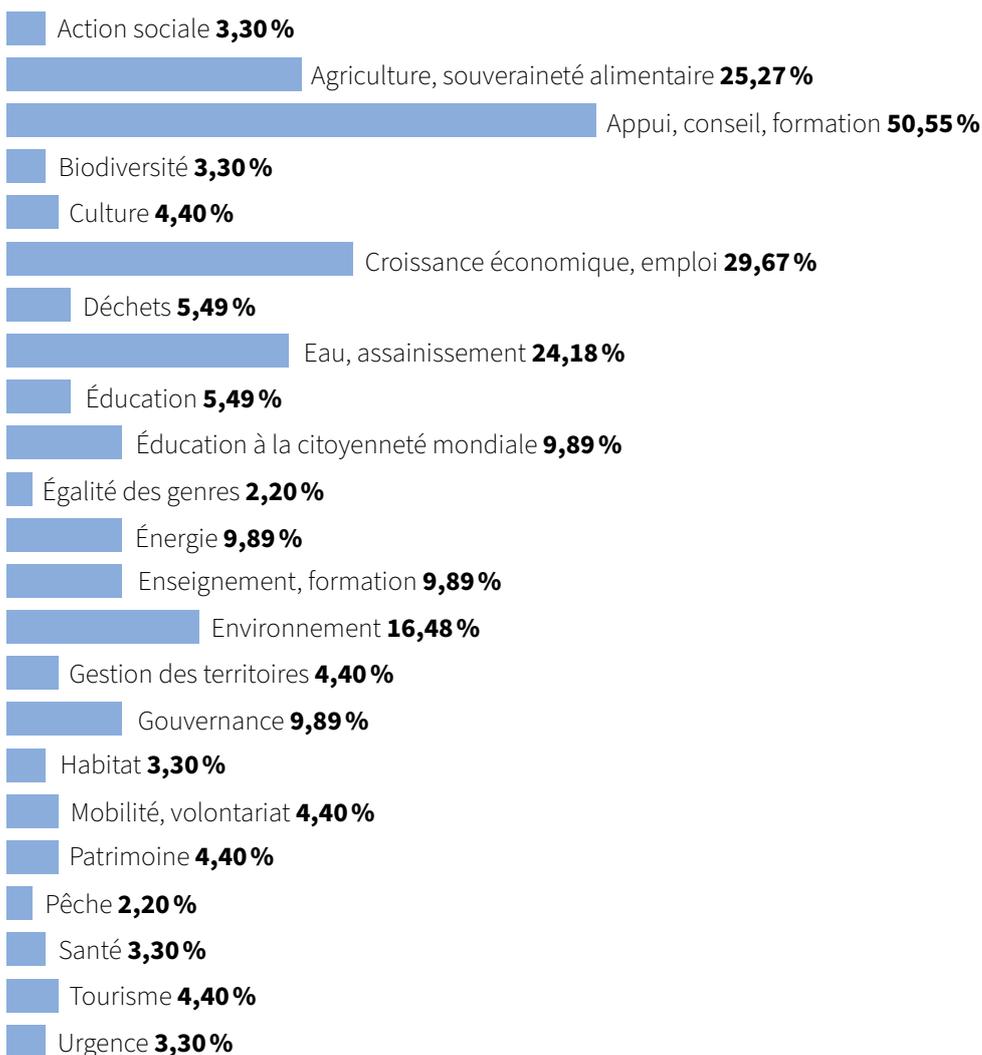
35 acteurs
soit **38,46%**
interviennent
uniquement
hors de France



PAYS CIBLE



DOMAINES D'ACTION

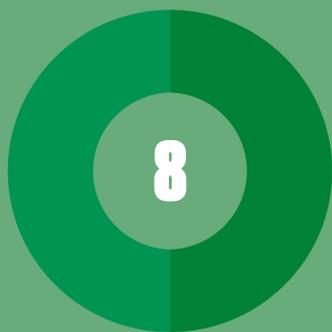




TYPES D'ACTIVITÉ



© Occitanie Coopération



CONTRIBUTION DES ACTEURS D'OCCITANIE AUX ODD



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Les Objectifs de développement durable (ODD)

L'Agenda 2030 élaboré par l'Organisation des Nations Unies fixe 17 Objectifs de développement durable à horizon 2030⁴. Communément appelés ODD, ils constituent le cadre d'une feuille de route déclinée dans tous les pays à tous les niveaux, en vue de la construction d'un avenir meilleur et plus durable pour tous. En particulier, il est question de répondre aux défis mondiaux auxquels l'humanité est confrontée, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice.

L'identification des ODD auxquels contribuent les acteurs régionaux est, par conséquent, une donnée importante pour rendre compte de la mobilisation des acteurs sur ces enjeux communs auprès des institutions, collectivités, décideurs concernés et des acteurs eux-mêmes.

Cette identification est faite à partir du type d'activité, analysé précédemment. À chacun des 152 types d'activités inventoriés correspond un objectif de développement durable. Ce fléchage a été élaboré dans le respect des référentiels onusiens.

4. pour en savoir plus : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>

Niveau d'engagement par ODD				
ODD	proportion des 2123 acteurs		dont à l'international	
	en nb	en %	en nb	%
 01 - Pas de pauvreté	94	4,43 %	71	75,53 %
 02 - Faim "zéro"	293	13,80 %	265	90,44 %
 03 - Bonne santé et bien-être	339	15,97 %	331	97,64 %
 04 - Éducation de qualité	1485	69,95 %	871	58,65 %
 05 - Égalité entre les sexes	92	4,33 %	76	82,61 %
 06 - Eau propre et assainissement	291	13,71 %	278	95,53 %
 07 - Énergie propre et d'un coût abordable	73	3,44 %	69	94,52 %
 08 - Travail décent et croissance économique	305	14,37 %	268	87,87 %
 09 - Industrie, innovation et infrastructure	17	0,80 %	16	94,12 %
 10 - Inégalités réduites	313	14,74 %	186	59,42 %
 11 - Villes et communautés durables	236	11,12 %	207	87,71 %
 12 - Consommation et production responsables	111	5,23 %	87	78,38 %
 13 - Lutte contre les changements climatiques	57	2,68 %	48	84,21 %
 14 - Protection de la faune et flore aquatiques	34	1,60 %	20	58,82 %
 15 - Protection de la faune et flore terrestres	169	7,96 %	124	73,37 %
 16 - Paix, justice et institutions efficaces	123	5,79 %	54	43,90 %
 17 - Partenaires pour la réalisation des objectifs	726	34,20 %	368	50,69 %

LECTURE DE LA CARTE

4,43% des acteurs identifiés interviennent sur l'ODD 1. Parmi eux, 75,53% interviennent à l'international.

- L'ODD 04 domine le classement avec 69,95% des acteurs qui contribuent à son avancement, suivi par l'ODD 17 ce qui met en évidence l'intensité des dynamiques partenariales qui sont à l'œuvre dans les projets.
- Notre étude révèle en outre qu'un tiers des acteurs (36,13%) se concentrent sur un seul ODD confirmant ainsi le constat d'une spécialisation sectorielle. Les deux autres tiers s'engagent en moyenne sur 2 ODD distincts; une diversification qui reste donc très limitée.
- Les acteurs intervenant à l'international agissent en priorité sur l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, les infrastructures, l'énergie et la lutte contre la faim.

Remarque : L'ODD 16 « Paix, justice et institutions efficaces » fait apparaître un engagement de moindre intensité à l'international qu'en France. Cela s'explique par le niveau d'implication des acteurs en France auprès des migrants et réfugiés qui concerne le même ODD.

Les principaux ODD ciblés en zones à risques

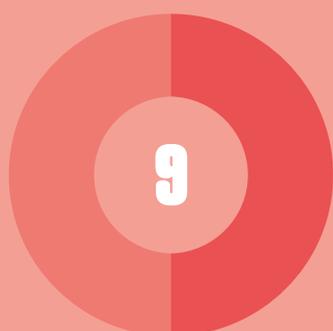
Les acteurs qui agissent sur ces zones, travaillent en moyenne sur 2,81 ODD ce qui est légèrement supérieur à l'ensemble des acteurs (2,24 ODD) et à ceux qui interviennent à l'international (2,43 ODD).

Acteurs intervenant en zones à risques (460)			Acteurs intervenant exclusivement en zones à risques (185)		
domaines	nb	%	domaines	nb	%
 ODD 2 - Lutte contre la faim	140	30,43 %	ODD 2 - Lutte contre la faim	47	25,61 %
 ODD 3 - Bonne santé et bien-être	137	29,78 %	ODD 3 - Bonne santé et bien-être	67	35,98 %
 ODD 4 - Éducation de qualité	264	57,39 %	ODD 4 - Éducation de qualité	125	67,68 %
 ODD 6 - Eau propre et assainissement	146	31,74 %	ODD 6 - Eau propre et assainissement	60	32,32 %
 ODD 8 - Travail décent, croissance économique	105	22,83 %	ODD 8 - Travail décent, croissance économique	36	19,51 %



À retenir

- Une spécialisation sectorielle confirmée : en moyenne, l'échantillon d'acteurs étudié se concentre sur 1 à 2 ODD.
- Prédominance de l'engagement des acteurs autour des thématiques de l'éducation (ODD 4) avec plus des deux tiers des acteurs engagés dans ce domaine. C'est également le champ d'action le plus investi à l'international en particulier au Burkina Faso, au Sénégal, à Madagascar et au Maroc, ainsi que dans les territoires classés zones à risques.
- Le niveau de contribution à l'atteinte de l'ODD 17, traduit également une forte dynamique pluri-acteurs.



ANNEXE



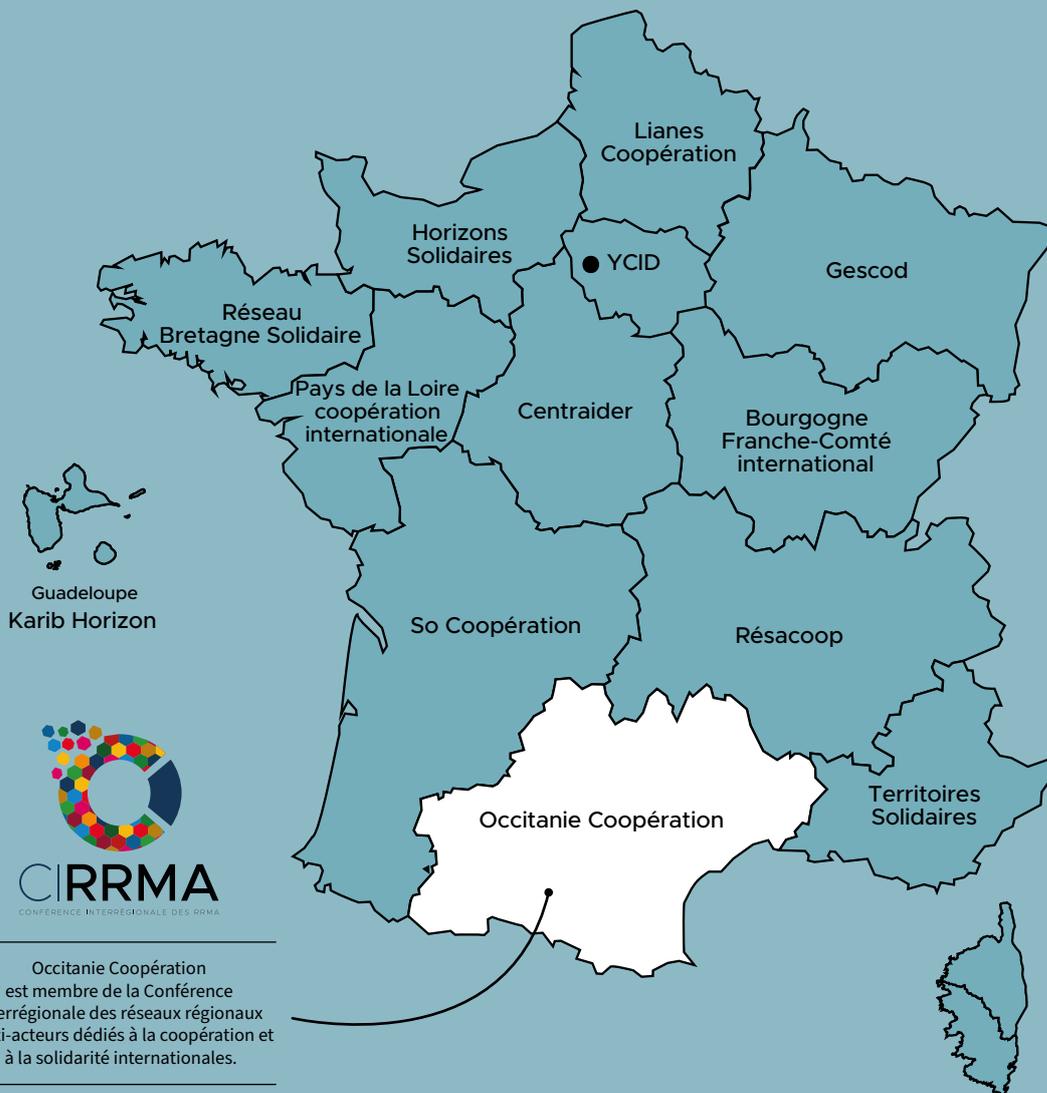
ANNEXE : TABLEAU RÉFÉRENTIEL DES DOMAINES D'ACTION

GRANDS DOMAINES	SECTEURS D'INTERVENTION	TYPES D'ACTION	ODD	
ACTION SOCIALE MIGRATIONS	Migrations	Accompagnement et/ou assistance aux migrants ou réfugiés	16	
		Accueil des migrants, réfugiés	16	
	Action sociale	Action sociale adultes	10	
		Action sociale enfance, jeunesse	10	
		Aide aux populations vulnérables	01	
		Développement des services sociaux	01	
		Protection sociale	10	
AGRICULTURE SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE PÊCHE	Agriculture Souveraineté alimentaire	Agriculture	02	
		Agro-écologie, agriculture biologique	02	
		Appui aux organisations paysannes, coopératives, petits producteurs	02	
		Eau agricole/eau irrigation	06	
		Élevage	02	
		Machinisme et outillage agricoles	02	
		Maraîchage	02	
		Technique de production et de transformation	08	
	Pêche	Pêche responsable	14	
		Pisciculture	02	
		Formation aux métiers maritimes	02	
		Appui aux pêcheries et coopératives	02	
	APPUI AUX ACTEURS FRANÇAIS	Appui - Conseil Formation	Appui auprès des associations de solidarité internationale	17
			Appui auprès des collectivités territoriales, des Ets publics, des institutions	17
Appui auprès des diasporas			17	
Appui auprès des entreprises, acteurs économiques			17	
Appui auprès des structures jeunesse			17	
Information		Centre de ressources, centre de documentation	17	
		Information jeunesse	17	
BIODIVERSITÉ ÉNERGIE ENVIRONNEMENT	Biodiversité	Gestion durable des forêts	15	
		Lutte contre la déforestation	15	
		Préservation des mers, océans, zones côtières	14	
		Protection de la faune et flore maritimes	15	
		Protection de la faune et flore terrestres	15	
	Déchets	Collecte, tri, gestion des déchets	12	
		Lutte contre les pertes alimentaires	12	
		Réduction de la production de déchets	12	
		Sensibilisation, formation gestion déchets	12	
		Traitement des déchets, réutilisation, recyclage	12	
	Énergie	Accès à l'énergie	07	
		Autres énergies renouvelables	07	
		Électricité	07	
		Énergie solaire	07	

GRANDS DOMAINES	SECTEURS D'INTERVENTION	TYPES D'ACTION	ODD
BIODIVERSITÉ ÉNERGIE ENVIRONNEMENT	Environnement	Changements climatiques (lutte, adaptation)	13
		Dégradation des terres , protection des sols	15
		Désertification, sécheresse	15
		Gestion des ressources naturelles	15
		Lutte contre l'utilisation de produits chimiques	12
		Préservation/protection de l'environnement	15
		Qualité de l'air	11
CROISSANCE ÉCONOMIQUE EMPLOI TOURISME	Croissance économique Emploi	Activités génératrices de revenus	08
		Aide à l'emploi et à l'insertion professionnelle	10
		Appui à la création d'entreprise	08
		Appui à la production, commercialisation	08
		Appui au développement économique	08
		Artisanat	08
		Commerce équitable/éthique/solidaire, écocertification	08
		Conditions de travail, droits du travail	08
		Crédit, micro-crédit	08
		Développement des entreprises, de l'innovation	09
		Développement des politiques RSE	12
		Économie sociale et solidaire	08
		Finance solidaire	09
	Promotion des savoirs et techniques traditionnelles	12	
	Tourisme	Écotourisme	08
		Tourisme solidaire/durable	08
	CULTURE PATRIMOINE	Culture	Conférences, débats, rencontres
Création artistique			04
Cultures et langues			04
Exposition, tournées, festival			04
Formation, développement de pratiques artistiques			04
Industries culturelles			08
Infrastructure culturelle (cinéma, jeux vidéo...)			11
Patrimoine		Patrimoine bâti (préservation, rénovation, réhabilitation, valorisation)	11
		Patrimoine culturel (préservation, valorisation)	11
		Patrimoine naturel (préservation, gestion, valorisation)	11
DROITS HUMAINS JUSTICE	Égalité H-F	Éducation des femmes et des filles	05
		Émancipation, autonomie des femmes	05
		Lutte contre les violences et discriminations envers les femmes et les filles	05
	Justice Paix	Accès des citoyens à l'information	16
		Assistance juridique	16
		Défense des droits humains	16
		Liberté publique, liberté d'expression	16

GRANDS DOMAINES	SECTEURS D'INTERVENTION	TYPES D'ACTION	ODD
DROITS HUMAINS JUSTICE	Justice Paix	Lutte contre l'esclavage, le travail forcé, le travail des enfants	08
		Lutte contre la corruption, la criminalité, transparence des gouvernements	16
		Lutte contre les exclusions, les discriminations	10
		Prévention des conflits	16
EAU ASSAINISSEMENT	Eau Assainissement	Adduction d'eau potable	06
		Assainissement	06
		Équipement eau	06
		Gestion rationnelle des ressources en eau	06
		Potabilisation	06
		Qualité de l'eau	06
ÉDUCATION ENSEIGNEMENT SPORT	Éducation	Action éducative	04
		Bibliothèque, documentation, édition	04
		Collecte, don, envoi matériel, équipements éducatifs	04
		Éducation inclusive (enfants, ado marginalisés/vulnérables)	04
		Éducation non formelle	04
		Parrainage éducatif, bourse éducative	04
		Technologies de l'information et de la communication	04
	Enseignement Formation	Alphabétisation	04
		Apprentissage, formation technique ou professionnelle	04
		Construction équipements scolaires	04
		Coopération entre établissements	04
		Échanges d'élèves, correspondances	04
		Enseignement primaire et secondaire	04
		Enseignement technique, professionnel	04
	Enseignement supérieur, recherche	04	
Sport	Développement et promotion de la pratique sportive	04	
	Installation, construction équipements sportifs	04	
	Sport pour le développement	04	
ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE MOBILITÉ VOLONTARIAT	Éducation à la citoyenneté mondiale	Animation et interventions, organisation d'événements	04
		Élaboration d'outils pédagogiques	04
		Sensibilisation, campagne d'opinion, plaidoyer, mobilisation sociale	04
	Mobilité Volontariat	Mobilité internationale professionnelle	17
		Séjours, chantiers, échanges de jeunes	17
		Séminaires, formations, colloques	17
		Service civique à l'international, en réciprocité	17
		Volontariat	17
GOUVERNANCE HABITAT TERRITOIRES	Gestion des territoires	Accessibilité et mobilité	10
		Infrastructures TIC	11
		Prévention, gestion des catastrophes naturelles et industrielles	11
		Protection civile	11

GRANDS DOMAINES	SECTEURS D'INTERVENTION	TYPES D'ACTION	ODD	
GOUVERNANCE HABITAT TERRITOIRES	Gestion des territoires	Transports publics	11	
		Travaux publics - Génie civil	11	
	Gouvernance	Développement local	11	
		Gouvernance locale	11	
		Urbanisme, planification, ville durable	11	
	Habitat	Architecture	11	
		Bâtiment durable, habitat adapté, logement	11	
	SANTÉ URGENCE	Santé	Accès aux soins, prise en charge médicale	03
Accidents de la route			03	
Alimentation, nutrition			02	
Chirurgie			03	
Dentaire			03	
Épidémies, pandémies (prévention, traitements)			03	
Équipement médical et hospitalier			03	
Formation aux métiers de la santé			03	
Handicap			03	
Hygiène			03	
Infrastructure hospitalière ou santé			03	
Maladies (prévention, soins, traitements)			03	
Médecine traditionnelle			03	
Médicament, pharmacie, plantes médicinales			03	
Mortalité maternelle et/ou infantile			03	
Protection maternelle et infantile			03	
Santé mentale			03	
Santé sexuelle et procréative			03	
Urgence			Collecte, don, envoi matériel, équipements médicaux	03
			Appui logistique	03
			Hébergement d'urgence	03
			Prise en charge, soutien psychologique	03
			Secours d'urgence	03
			Urgence alimentaire	03
			Urgence médicale et/ou chirurgicale	03



Occitanie Coopération est membre de la Conférence interrégionale des réseaux régionaux multi-acteurs dédiés à la coopération et à la solidarité internationales.



solidarité internationale et développement

Contact :
05 32 26 26 73
equipe@oc-cooperation.org
www.oc-cooperation.org

Ce baromètre s'inscrit dans le cadre du programme Recital-ODD soutenu par l'Agence française de développement (AFD) et porté par la Cirma en consortium avec 13 RRMA qui le mettent en œuvre au sein des territoires. Le présent document bénéficie du soutien de l'AFD, néanmoins, les idées et les opinions ne présentent pas nécessairement celles de l'AFD.

